

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

4 juni 2002

WETSONTWERP

betreffende het toezicht op de financiële
sector en de financiële diensten

WETSONTWERP

tot aanvulling, inzake de verhaalmiddelen
tegen de beslissingen van de minister, de
CBF, de CDV en de marktondernemingen,
alook inzake de tussenkomst van de CBF
en van de CDV voor de strafgerechten,
van de wet van ... betreffende het toezicht
op de financiële sector en de financiële
diensten en tot wijziging van verschillende
andere wetsbepalingen

BIJLAGE

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

4 juin 2002

PROJET DE LOI

relative à la surveillance du secteur financier
et aux services financiers

PROJET DE LOI

complétant, en ce qui concerne les voies de
recours, contre les décisions prises par le
ministre, par la CBF, par l'OCA et par les
entreprises de marché et en ce qui concerne
l'intervention de la CBF et de l'OCA devant
les juridictions répressives, la loi du ...
relative à la surveillance du secteur financier
et aux services financiers et modifiant
diverses autres dispositions légales

ANNEXE

De Regering heeft dit wetsontwerp op 4 juni 2002 ingediend.

De «goedkeuring tot drukken» werd op 4 juni 2002 door de Kamer ontvangen.

Le Gouvernement a déposé ce projet de loi le 4 juin 2002.

Le «bon à tirer» a été reçu à la Chambre le 4 juin 2002.

AGALEV-ECOLO	:	Anders gaan leven / Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams
FN	:	Front National
MR	:	Mouvement Réformateur
PS	:	Parti socialiste
CDH	:	Centre démocrate Humaniste
SPA	:	Socialistische Partij Anders
VLAAMS BLOK	:	Vlaams Blok
VLD	:	Vlaamse Liberalen en Democraten
VU&ID	:	Volksunie&ID21

<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties :</i>	<i>Abréviations dans la numérotation des publications :</i>
<i>DOC 50 0000/000 : Parlementair document van de 50e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer</i>	<i>DOC 50 0000/000 : Document parlementaire de la 50e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif</i>
<i>QRVA : Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>	<i>QRVA : Questions et Réponses écrites</i>
<i>CRIV : Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (op wit papier, bevat ook de bijlagen)</i>	<i>CRIV : Compte Rendu Intégral, avec à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (sur papier blanc, avec les annexes)</i>
<i>CRIV : Voorlopige versie van het Integraal Verslag (op groen papier)</i>	<i>CRIV : Version Provisoire du Compte Rendu intégral (sur papier vert)</i>
<i>CRABV : Beknopt Verslag (op blauw papier)</i>	<i>CRABV : Compte Rendu Analytique (sur papier bleu)</i>
<i>PLEN : Plenum (witte kaft)</i>	<i>PLEN : Séance plénière (couverture blanche)</i>
<i>COM : Commissievergadering (beige kaft)</i>	<i>COM : Réunion de commission (couverture beige)</i>

<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>	<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>
<i>Bestellingen :</i>	<i>Commandes :</i>
<i>Natieplein 2</i>	<i>Place de la Nation 2</i>
<i>1008 Brussel</i>	<i>1008 Bruxelles</i>
<i>Tel. : 02/ 549 81 60</i>	<i>Tél. : 02/ 549 81 60</i>
<i>Fax : 02/549 82 74</i>	<i>Fax : 02/549 82 74</i>
<i>www.deKamer.be</i>	<i>www.laChambre.be</i>
<i>e-mail : publicaties@deKamer.be</i>	<i>e-mail : publications@laChambre.be</i>

Ingevolge hoofdstuk VIII van het ontwerp van wet betreffende de financiële markten en tot organisatie van het toezicht op de financiële sector werden volgende wijzigingen en opheffingen aangebracht.

LOI DU 6 AVRIL 1995 RELATIVE ~~AUX MARCHES SECONDAIRES~~, AU STATUT DES ENTREPRISES D'INVESTISSEMENT ET A LEUR CONTROLE, AUX INTERMEDIAIRES ET CONSEILLERS EN PLACEMENTS.

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Notre Ministre des Finances est chargé de présenter en Notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

Abrogé

LIVRE Ier — DES OPERATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS ET DES MARCHES EN INSTRUMENTS FINANCIERS

TITRE Ier — DES MARCHES SECONDAIRES EN INSTRUMENTS FINANCIERS

Chapitre Ier — Dispositions générales

Article 1^{er}

Remplacé

§ 1er. Pour l'application de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution, il y a lieu d'entendre par instruments financiers :

1° a) — les actions et autres valeurs assimilables à des actions;

— les obligations et autres titres de créance, négociables sur le marché des capitaux, et

b) — toutes autres valeurs habituellement négociées permettant d'acquérir de tels instruments financiers par voie de souscription ou d'échange ou donnant lieu à un règlement en espèces, à l'exclusion des moyens de paiement;

2° les parts d'un organisme de placement collectif;

~~3° les catégories d'instruments financiers habituellement négociés sur le marché monétaire, dénommées ci après "instruments du marché monétaire";~~

~~4° les contrats financiers à terme ("futures"), y compris les instruments financiers équivalents donnant lieu à un règlement en espèces;~~

~~5° les contrats à terme sur taux d'intérêt ("FRA");~~

~~6° les contrats d'échange ("swaps") sur taux d'intérêt, sur devises ou les contrats d'échange sur des flux liés à des actions ou à des indices d'actions ("equity swaps");~~

~~7° les options visant à acheter ou à vendre tout instrument financier relevant du présent paragraphe, y compris les instruments financiers équivalents donnant lieu à un règlement en espèces, sont comprises en particulier dans cette catégorie les options sur devises et sur taux d'intérêt.~~

~~§ 2. Le Roi peut, pour l'application de la présente loi ou des dispositions de celle-ci qu'il indique, désigner d'autres droits et valeurs comme étant des instruments financiers.~~

~~§ 3. Pour l'application des titres Ier et II et du livre II de la présente loi, il y a lieu d'entendre par marché réglementé belge, tout marché d'instruments financiers prévu au § 1er :~~

~~1° qui est inscrit sur la liste prévue par l'alinéa 4 de ce paragraphe;~~

~~2° qui est de fonctionnement régulier;~~

~~3° qui fonctionne sur la base des dispositions établies ou approuvées par les autorités compétentes qui définissent les conditions de fonctionnement du marché, les conditions d'accès au marché, ainsi que, lorsque la Directive 79/279/CEE du Conseil est applicable, les conditions d'inscription au premier marché fixées par cette directive et, lorsque cette directive n'est pas applicable, les conditions à remplir par ces instruments financiers pour pouvoir être effectivement négociés sur le marché;~~

~~4° qui impose le respect de toutes les obligations de déclaration et de transparence prescrites en application des articles 20 et 21 de la Directive 93/22/CEE du Conseil.~~

~~Pour l'application des titres Ier et II et du livre II de la présente loi, il y a lieu d'entendre par marché réglementé étranger, tout marché au sens de l'article 1^{er}, point 13, de la Directive 93/22/CEE du Conseil.~~

~~Un marché est réputé avoir la Belgique comme Etat membre d'origine lorsque le siège statutaire de l'organisme qui assure les négociations est situé en Belgique ou, si conformément à son droit national il ne dispose pas d'un tel siège, lorsque son administration centrale est située en Belgique.~~

~~Le ministre des Finances établit la liste des marchés réglementés dont la Belgique est l'Etat d'origine. Il communique cette liste, les règles d'organisation et de fonctionnement de ces marchés, ainsi que toute modification de cette liste et de ces règles, aux autres Etats membres et à la Commission des Communautés européennes. Cette liste et toutes les modifications qui y sont apportées en cours d'année sont publiées annuellement au Moniteur belge.~~

Article 1^{er}. Pour l'application de la présente loi, les termes "instruments financiers", "marché réglementé" et "marché réglementé belge" ont les significations définies à l'article 2 de la loi du _____ relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers."

Art. 2.

~~§ 1er. Les investisseurs établis en Belgique sont tenus d'effectuer leurs transactions sur instruments financiers inscrits à la cote d'une bourse de valeurs mobilières et émis par des établissements et entreprises belges, à l'intermédiaire d'une des personnes ou de l'un des établissements suivants intervenant comme mandataire, commissionnaire ou contrepartie :~~

~~1° les sociétés de bourse, les sociétés de gestion de fortune et les sociétés de placement d'ordres en instruments financiers visées au livre II, titre II, de la présente loi;~~

~~2° les entreprises d'investissement étrangères opérant en Belgique en vertu du livre II, titres III et IV de la présente loi;~~

~~3° les établissements énumérés ci-après :~~

~~a) la Banque Nationale de Belgique, la Banque~~

~~centrale européenne, (...)~~

~~b) les établissements de crédit inscrits à la liste prévue par l'article 13 de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, à l'exception des caisses d'épargne communales;~~

~~c) les succursales établies en Belgique d'établissements de crédit relevant du droit d'un autre Etat membre de la Communauté européenne, enregistrées conformément à l'article 65 de la loi du 22 mars 1993 précitée;~~

~~d) les établissements de crédit non établis en Belgique qui relèvent du droit d'un autre Etat membre de la Communauté européenne et exercent des activités en Belgique conformément à l'article 66 de la loi du 22 mars 1993 précitée.~~

~~§ 2. Les investisseurs établis en Belgique peuvent également effectuer les transactions visées au § 1^{er} à l'intervention de toute entreprise d'investissement ou de tout établissement de crédit qui relève du droit d'un autre Etat membre de la Communauté européenne, ou d'un Etat non membre de la Communauté européenne dont la législation offre des garanties équivalentes en matière d'intégrité des marchés.~~

~~§ 3. La présente disposition ne s'applique pas :~~

~~1° aux opérations occasionnelles entre particuliers;~~

~~2° aux cessions d'instruments conférant au moins 10 p.c. des droits de vote de la société en cause;~~

~~3° aux cessions d'instruments représentatifs ou non du capital conférant le droit de vote, entre entreprises liées ou entre entreprises entre lesquelles il existe un lien de participation au sens de la législation relative aux comptes annuels des entreprises;~~

~~4° aux opérations entre compartiments d'un même organisme de placement collectif visé au livre III de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers;~~

~~5° aux émissions publiques de titres.~~

~~§ 4. Le Roi peut obliger les investisseurs établis en Belgique à effectuer leurs opérations sur instruments financiers négociés sur un des autres marchés visés au chapitre III et émis par des établissements ou entreprises belges, avec l'une des personnes ou l'un~~

~~des établissements visés au § 1^{er}, intervenant en qualité d'intermédiaire ou de contrepartie soit avec une société de courtage en instruments financiers visée au livre II, titre II de la présente loi, intervenant en qualité de courtier ou intermédiaire.~~

Art. 3.

~~Le Roi détermine, sur avis de l'organe compétent du marché concerné et de la Commission bancaire et financière, les règles et modalités en matière de transparence du marché qui sont applicables aux marchés secondaires belges en instruments financiers. En ce qui concerne les marchés réglementés belges, Il détermine ces règles et modalités en exécution de l'article 21 de la Directive 93/22/CEE du Conseil.~~

Art. 4.

~~§ 1. La Commission bancaire et financière est chargée de surveiller l'accomplissement par les autorités de marché de leurs missions légales. Son contrôle s'étend à leur organisation administrative, aux procédures, d'ordre réglementaire ou non, nécessaires pour le bon accomplissement de leurs missions et au respect de ces procédures.~~

~~§ 2. Pour l'exécution de cette mission de contrôle, la Commission bancaire et financière peut se faire communiquer toutes informations et tous documents relatifs à la mise en place et au respect des procédures visées au § 1^{er}, elle peut procéder à des enquêtes et expertises et peut prendre connaissance et copie sur place de tout document ou fichier.~~

~~Ces contrôles doivent être effectués de manière à ne pas entraver le cours normal des activités des autorités de marché.~~

Art. 5.

~~§ 1^{er}. Lorsque la Commission bancaire et financière constate que les autorités de marché n'ont pas mis en place les procédures leur permettant de remplir les obligations qui leur incombent en tant que telles, ou ne les ont pas respectées, il doit être remédié à cette situation dans le délai qu'elle détermine. Le ministre des Finances est tenu au courant de la décision de la Commission bancaire et financière.~~

~~§ 2. Si au terme du délai visé au § 1^{er}, il n'a pas été remédié à la situation, la Commission saisit le~~

~~ministre des Finances. Dans ce cas, le ministre des Finances peut prendre toutes mesures afin de régulariser la situation définie au § 1^{er} et, en particulier, révoquer les membres des autorités de marché.~~

~~§ 3. Sans préjudice de l'article 31, alinéa 6, le Roi détermine la contribution à la couverture des frais de fonctionnement de la Commission bancaire et financière à payer à cette Commission par les autorités de marché, les sociétés et entreprises dont les instruments financiers sont admis aux marchés ou les membres de ces marchés.~~

Art. 6.

~~§ 1^{er}. Sur avis de la Commission bancaire et financière, le Roi peut, selon les modalités qu'il détermine, étendre les mécanismes de contrôle prévus aux articles 4 et 5, §§ 1^{er} et 2, à l'organisation administrative et comptable et au contrôle interne des sociétés de bourses de valeurs mobilières et des organismes chargés de l'administration des marchés visés à l'article 30.~~

~~§ 2. Les sociétés et organismes visés au § 1^{er} qui relèvent du droit public sont en outre soumis au contrôle du Ministre des Finances. Ce contrôle s'exerce à l'intervention d'un commissaire du gouvernement, selon les modalités fixées par le Roi.~~

Art. 6bis.

~~§ 1^{er}. Les lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative ne sont applicables aux sociétés ou autres entités de droit privé organisant des marchés d'instruments financiers que dans les limites fixées à l'article 52 de ces lois~~

~~§ 2. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, prendre des mesures particulières en vue de régler l'application des mêmes lois aux autorités de marché, conseils d'agrément des agents de change et commissions disciplinaires institués auprès de ces marchés et à la commission d'appel visée à l'article 24 pour tenir compte du caractère international de leur champ d'activité.~~

~~Un arrêté pris en vertu de l'alinéa 1^{er} est censé n'avoir jamais produit d'effets s'il n'a pas été confirmé par la loi dans les six mois de sa date d'entrée en vigueur.~~

Chapitre II — Des bourses de valeurs mobilières

Section I – Dispositions générales

Art. 7.

~~§ 1er. Une bourse de valeurs mobilières est un marché où les transactions sont publiques et où quiconque peut, par l'entremise d'un intermédiaire admis à la bourse, acquérir ou céder des instruments financiers inscrits à ce marché.~~

~~Une bourse de valeurs mobilières peut comporter divers marchés distincts selon le type d'instruments financiers traités ou selon le mode et la périodicité de négociation de ceux-ci.~~

~~§ 2. Une bourse de valeurs mobilières est créée dans la ville de Bruxelles. Elle est organisée, conformément aux articles 9 et suivants de la loi, par une personne morale de droit privé.~~

~~Le Roi peut, sur avis de la bourse de valeurs mobilières concernée, fermer une bourse de valeurs mobilières; en ce cas, Il règle les modalités de fermeture et de liquidation.~~

~~§ 3. Le Roi peut décider, sur leur avis et sur avis de la Commission bancaire et financière, le regroupement entre une ou plusieurs bourses de valeurs mobilières, et un ou plusieurs autres marchés réglementés belges. Il peut autoriser le regroupement entre un ou plusieurs marchés réglementés belges et d'autres marchés réglementés d'un autre Etat membre de la Communauté européenne, et de marchés d'Etats tiers présentant des garanties analogues à celles requises pour les marchés réglementés d'un Etat membre de la Communauté européenne. En ces cas, Il règle, en ce qui concerne les marchés réglementés belges, sur leur avis et celui de la Commission bancaire et financière, les modalités de ce regroupement et approuve la dénomination du marché réglementé résultant de ce regroupement.~~

~~En outre, le Roi est habilité à modifier les dispositions de cette loi nécessaires à la réalisation des regroupements visés ci-dessus, à l'exception du 1er alinéa du présent paragraphe, et à déroger à cette fin aux dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, après avis de la Commission bancaire et financière. Les modifications seront soumises à la Chambre des représentants dans les 6 mois, en vue de leur confirmation.~~

Art. 8.

(abrogé) (L. 2000-08-12, art. 6)

Art. 9.

~~Une bourse de valeurs mobilières est organisée par une personne morale de droit public ou privé constituée sous la forme d'une société anonyme. Sans préjudice de l'article 28 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, sa dénomination sociale doit être approuvée préalablement par le Ministre des Finances.~~

~~La société d'une bourse de valeurs mobilières est régie par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales, dans la mesure où il n'y est pas dérogé par la présente loi ou par d'autres lois particulières. Ses engagements sont réputés commerciaux.~~

~~Les statuts d'une société d'une bourse de valeurs mobilières de droit public et les modifications à ceux-ci sont approuvés par le Ministre des Finances sur avis de la Commission bancaire et financière;~~

~~Les statuts prévoient la désignation d'un commissaire-réviseur.~~

~~La société d'une bourse de valeurs mobilières peut accomplir, tant en Belgique qu'à l'étranger, tous actes susceptibles de faciliter, directement ou indirectement, le fonctionnement des marchés qu'elle organise. Elle peut accomplir tous les actes en vue de favoriser les échanges commerciaux d'instruments financiers et de promouvoir la connaissance de ceux-ci.~~

~~Une société de la bourse de valeurs mobilières peut, en outre, faire tous actes susceptibles de contribuer directement ou indirectement à la réalisation de son objet social dans le sens le plus large. Elle peut entre autres procéder à la création de sociétés filiales, collaborer avec d'autres marchés, d'autres établissements chargés de la gestion d'un système de compensation et/ou de liquidation, ou avec des sociétés ou associations qui poursuivent des objectifs identiques, similaires ou complémentaires. Cette collaboration peut prendre la forme d'une convention, d'une participation dans le capital, d'une création d'entreprises communes ou tout autre forme au choix de la société de la bourse de valeurs mobilières. (L. 1999-03-10, art. 7, 4^o)~~

~~Sans préjudice des dispositions de la loi du 15 juillet 1998 modifiant diverses dispositions légales en matière d'instruments financiers et de systèmes de compensation de titres, elle peut en outre organiser la compensation et la liquidation d'opérations conclues en dehors des marchés qu'elle organise et portant sur des instruments qui ne sont pas inscrits à ces marchés, le cas échéant par l'intermédiaire d'une entité désignée à cette fin par le Roi.~~

~~La société de la bourse de valeurs mobilières publie annuellement un rapport général sur sa situation et ses activités. Ce rapport général est composé de rapports distincts du conseil d'administration, de l'autorité de marché et de la commission disciplinaire de marché, chacun relatif à leurs missions spécifiques respectives.~~

Art. 10.

~~§ 1^{er}. La société d'une bourse de valeurs mobilières établit les règles des marchés qu'elle organise, dénommées ci-après les "règles des marchés", en vue de régler :~~

~~1° les conditions et procédures d'admission, de suspension et d'exclusion des membres et autres intermédiaires intervenant directement ou indirectement sur les marchés en question;~~

~~2° les obligations et interdictions applicables aux personnes visées au 1°;~~

~~3° la mise en oeuvre et les modalités d'application des règles de conduite visées à l'article 36, § 1^{er};~~

~~4° les conditions et procédures d'inscription d'instruments financiers à la cote des marchés en question ou de leur admission aux négociations sur ceux-ci, de la suspension de leur négociation et de leur radiation;~~

~~5° sans préjudice des règles établies en application de l'article 34 de la loi du 4 décembre 1990 précitée, les obligations et interdictions applicables aux sociétés dont les instruments financiers sont inscrits à la cote de l'un des marchés en question ou admis aux négociations sur un tel marché;~~

~~6° l'organisation et le fonctionnement des marchés en question, y compris en matière de négociation des ordres, de formation des cours et, sans préjudice des règles établies en application des articles 3 et 39, de déclaration et de publicité des transactions;~~

~~7° le cas échéant, l'organisation et le fonctionnement du système de compensation et de liquidation des opérations exécutées sur les instruments financiers négociés sur les marchés en question;~~

~~8° la surveillance et la police des marchés en question;~~

~~9° la discipline à l'égard des personnes visées aux 1° et 5°, le montant des amendes visées à l'article 20septies en fonction de la nature de l'infraction et, dans le respect des droits de la défense et des règles établies en application de l'article 25, la procédure en ces matières.~~

~~§ 2. Les règles des marchés et les modifications à celles-ci ne sortent leurs effets qu'après leur approbation par le Ministre des Finances, sur avis de la Commission bancaire et financière. Elles sont publiées au Moniteur belge.~~

~~§ 3. Sur avis de la Commission bancaire et financière, le Roi peut définir les exigences minimales auxquelles les règles des marchés doivent répondre dans les matières visées au § 1^{er}. A défaut d'adaptation des règles des marchés dans le délai fixé par le Roi, le Ministre des Finances peut les modifier afin de les rendre conformes aux dites exigences minimales.~~

Art. 11.

~~Les entreprises d'investissement qui prestent les services d'investissement visés au livre II, article 46, 1°, 1a) et 1b), et les établissements de crédit peuvent, aux conditions prévues par les règles des marchés, être admis à un ou plusieurs des marchés organisés par la bourse de valeurs mobilières.~~

~~Les règles des marchés peuvent également admettre d'autres personnes ou établissements à un ou plusieurs de ces marchés.~~

~~Pour l'application du présent titre, les personnes ou établissements admis à un ou plusieurs marchés sont dénommés "membres de la bourse de valeurs mobilières".~~

Art. 12.

~~§ 1er. Hors le cas où ils sont appelés à rendre témoignage en justice en matière pénale, les membres du conseil d'administration, les membres de l'autorité de marché, de la Commission disciplinaire de~~

~~marché, les membres du comité de direction, et les membres du personnel de la Société de la Bourse de valeurs mobilières ainsi que les personnes appelées à collaborer à l'exécution de ses missions, ne peuvent se livrer à aucune divulgation des informations confidentielles dont ils ont eu connaissance en raison de leurs fonctions.~~

~~L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas aux communications faites par les personnes visées à l'alinéa précédent, dans l'exercice de leurs missions :~~

~~1° aux autorités investies de la mission de surveillance des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et aux autres autorités chargées de la surveillance des marchés financiers, ainsi qu'aux autorités qui les contrôlent, pour les questions qui relèvent de leurs compétences;~~

~~2° aux autorités judiciaires pour dénoncer des infractions qu'elles ont constatées aux dispositions des lois régissant les missions qui leur sont confiées ou à l'arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934 portant interdiction à certains condamnés et aux faillis d'exercer certaines fonctions, professions ou activités, et conférant aux tribunaux de commerce la faculté de prononcer de telles interdictions ;~~

~~3° dans le cadre d'une collaboration mutuelle, en vertu de traités internationaux dont la Belgique fait partie ou moyennant réciprocité, à des organismes étrangers remplissant des fonctions similaires à celles de l'autorité de marché et de la commission disciplinaire de marché;~~

~~4° à la Cellule de Traitement des Informations Financières;~~

~~L'alinéa premier ne s'applique pas aux communications d'informations entre l'autorité de marché et le comité de direction lorsque ces communications sont requises pour le bon accomplissement, par ces personnes, de leurs missions respectives.~~

~~De plus, le rapporteur de la commission disciplinaire de marché peut informer, sur leur demande, les personnes suspectées de violations des dispositions visées à l'article 19 ainsi que les plaignants, du résultat de l'instruction qu'il a menée en application de l'article 20quinquies, à savoir que l'enquête se poursuit, que le dossier est classé sans suite, que des poursuites sont intentées devant la commission disciplinaire de marché, que le dossier~~

est transmis au parquet.

~~L'alinéa 1^{er} ne fait pas obstacle à ce que, dans les cas définis dans les règles des marchés, l'autorité de marché communique publiquement que les conditions visées à l'article 10, § 1^{er}, 4^o, ne sont plus remplies à l'égard d'un instrument financier déterminé ou que les règles visées à l'article 10, § 1^{er}, 5^o, ne sont pas respectées par une société déterminée.~~

~~§ 2. Le comité de direction, l'autorité de marché et la commission disciplinaire de marché ne peuvent effectuer les communications autorisées au § 1^{er} que si le destinataire n'en fait usage qu'aux fins requises pour l'exercice de ses fonctions et pour les destinataires visés au § 1^{er}, 3^o, s'ils sont assujettis à un secret professionnel équivalent à celui instauré par le présent article.~~

~~Les informations transmises au comité de direction, à l'autorité de marché ou à la Commission disciplinaire de marché par les autorités étrangères visées au § 1^{er}, 3^o, ne peuvent être utilisées qu'aux fins énoncées par cette disposition.~~

Section II — Du Conseil d'administration

Art. 13.

~~La société de la bourse de valeurs mobilières est administrée par un conseil d'administration dont les membres sont élus par l'assemblée générale conformément aux statuts.~~

~~Le conseil d'administration élit en son sein un président, pour un terme renouvelable de quatre ans. Sa nomination est approuvée par le Ministre des Finances ;~~

Art. 14.

~~Outre les actes qui lui sont réservés par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales, le conseil d'administration a pour missions :~~

~~1^o de définir la politique générale de la société de la bourse de valeurs mobilières, ce qui implique notamment la décision de proposer au Roi la création de marchés de même que les règles de leur organisation et de leur fonctionnement; la décision de principe d'admettre à la cote certains types d'instruments financiers, ainsi que de l'instauration de ventes publiques périodiques d'instruments~~

~~financiers non inscrits à la cote et, sans préjudice de la loi du 15 juillet 1998 modifiant diverses dispositions en matière d'instruments financiers et de systèmes de compensation de titres, de proposer au Roi la mise en place d'un système de liquidation et de compensation des opérations conclues sur les marchés organisés à la bourse ou en dehors de celle-ci, ainsi que leurs règles d'organisation et de fonctionnement;~~

~~2° d'assurer la surveillance de la gestion journalière de la société de la bourse de valeurs mobilières à l'exclusion des compétences de l'autorité de marché et de la commission disciplinaire de marché;~~

~~3° de donner tous les avis demandés à la société après avoir pris l'avis de l'autorité de marché ou de la commission disciplinaire de marché selon les compétences que cet avis concerne. Ces avis sont joints à la proposition ou à l'avis du conseil d'administration;~~

~~4° d'établir les règles des marchés, et ce en coopération avec l'autorité de marché pour les matières qui relèvent de la compétence de celle-ci;~~

~~5° d'arrêter le budget en y intégrant les frais de fonctionnement de l'autorité de marché, de la commission disciplinaire de marché et de la commission d'appel, tels que fixés par le Roi conformément à l'article 29, § 3, de la présente loi; d'arrêter les modalités de financement de la société de la bourse de valeurs mobilières, en ce compris notamment le montant de la contribution annuelle des membres et des sociétés dont les instruments financiers sont négociés sur un marché organisé par elle; d'arrêter le montant des contributions exceptionnelles ainsi que d'emprunter auprès des actionnaires de la société de la bourse de valeurs mobilières dans les limites et selon les modalités fixées par les statuts;~~

~~6° de nommer et révoquer les membres du comité de direction;~~

~~7° de proposer au ministre des Finances, conformément à l'article 15, la nomination et la révocation des membres de l'autorité de marché;~~

~~8° de proposer au ministre des Finances, conformément à l'article 20bis, les membres de la commission disciplinaire de marché;~~

~~9° de diffuser immédiatement dans le public les~~

informations dont les lois et règlements requièrent la publication et dont ils prescrivent la communication à la bourse de valeurs mobilières;

10° d'approuver sur proposition du comité de direction et avis de l'autorité de marché les procédures prises en exécution ~~des règles des marchés~~ relatives à l'organisation, au fonctionnement, à la surveillance et à la police des marchés.

Section III – Du comité de direction

Art. 14bis.

§ 1er. ~~Le comité de direction met en oeuvre la politique générale et la stratégie définie par le conseil d'administration et exerce dans le cadre de ce mandat la gestion journalière de la société de la bourse de valeurs mobilières, à l'exclusion des missions relevant de l'autorité de marché et de la commission disciplinaire de marché. Il fonctionne de manière collégiale.~~

§ 2. ~~Le président et les membres du comité de direction assistent aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative.~~

Section IV – De l'autorité de marché

Art. 15.

§ 1er. Il est institué, au sein de la société de la bourse de valeurs mobilières, une autorité de marché. Elle compte au moins quatre membres. Ils sont nommés pour une durée de six ans, par le ministre des Finances, sur proposition du conseil d'administration sur une liste double pour chaque mandat à pourvoir. La moitié des membres sort tous les trois ans. Les premières sorties sont réglées par le sort. Aucun membre de l'autorité de marché, à l'exception de son président, n'est membre du comité de direction. Le président du comité de direction ne peut être membre de l'autorité de marché. Un membre au moins doit être membre du personnel de la bourse. En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante. Leur mandat est renouvelable dans les mêmes conditions. Leur fonction est de plein exercice. Leur rémunération est fixée conformément aux règles des marchés.

~~Les membres du comité forment un collège.~~

~~Sans préjudice de l'article 5, le ministre des~~

Finances peut :

1° révoquer l'autorité de marché dans son ensemble après avis du conseil d'administration ;

2° révoquer un ou plusieurs membres de l'autorité de marché lorsque le conseil d'administration a constaté que l'autorité de marché n'est plus en état de fonctionner de manière collégiale et lui a proposé la révocation de ces membres;

3° révoquer chaque membre de l'autorité de marché pour cause d'indignité ou de manquements graves, dans l'exercice de sa fonction.

Le Conseil d'administration rend l'avis visé à l'alinéa 3, 1°, et prend la décision visée à l'alinéa 3, 2°, du présent article, à la majorité des trois quarts de ses membres présents ou représentés.

~~§ 2. L'autorité de marché établit, sur avis de la Commission bancaire et financière et sous l'approbation du ministre des Finances, un règlement organique. Ce dernier est publié au Moniteur belge.~~

~~§ 3. Le Roi nomme le Président et le vice-président de l'autorité de marché parmi ses membres, sur proposition du Conseil d'administration, par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.~~

~~§ 4. Le président de l'autorité de marché, représentant celle-ci, assiste, pour les matières qui relèvent de sa compétence, aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative~~

Art. 16.

~~L'autorité de marché agit en qualité d'autorité indépendante pour l'exécution des missions visées par la présente section, ainsi que celles qui lui sont attribuées par ou en vertu de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution.~~

~~Les membres de l'autorité de marché exercent leur fonction en toute indépendance à l'égard de tous organes de la société et tous tiers sans préjudice des attributions du conseil d'administration. Ils ne peuvent accepter aucune instruction ni interdiction quant à l'exécution de leur mission. Ils ne peuvent exercer aucun mandat ou emploi auprès d'un intermédiaire visé par l'article 2, §§ 1er et 2, membres d'un marché réglementé, à l'exception de la Banque nationale de~~

~~Belgique, de la Banque centrale Européenne ou auprès d'une société dont les instruments financiers sont inscrits à un marché réglementé organisé par la bourse, ni concomitamment, ni pendant les vingt-quatre mois qui suivent leur démission, leur révocation ou la fin de leur mandat. Ils ne peuvent porter le titre d'agent de change.~~

~~Les membres de l'autorité de marché sont, en ce qui concerne les informations confidentielles dont ils ont eu connaissance en raison de leur mission d'autorité de marché, soumis au secret professionnel réglé par l'article 12 sauf les exceptions prévues par celui-ci. Ils y sont tenus même à l'égard des autres organes de la société sauf les exceptions prévues par la loi. Dans le cas visé à l'article 6, § 2, le comité de direction fait rapport au commissaire du gouvernement, de manière générale, sur ses activités.~~

Art 17.

~~L'autorité de marché a pour missions :~~

~~1° de statuer dans un délai de deux mois sur l'inscription des instruments financiers à la cote des marchés organisés par la société de la bourse de valeurs mobilières, et de prononcer la radiation des instruments financiers pour lesquels les conditions de fonctionnement d'un marché régulier ne sont plus réunies ou qui ne répondent plus aux conditions mises à leur maintien à la cote;~~

~~2° de décider la suspension temporaire des transactions sur un ou plusieurs instruments financiers déterminés ou sur l'ensemble des instruments financiers inscrits à la cote;~~

~~3° de statuer dans les deux mois de l'introduction d'un dossier complet et conformément aux dispositions des règles des marchés, sur toute demande d'admission comme membre à un ou plusieurs marchés; l'absence de décision dans ce délai vaut admission;~~

~~4° de suspendre ou de révoquer l'admission, à un ou plusieurs marchés, des membres de la bourse de valeurs mobilières qui ne possèdent plus l'agrément requis;~~

~~5° de coopérer avec le conseil d'administration en vue d'élaborer les règles des marchés pour les matières relevant de sa compétence;~~

~~6° (abrogé) (L. 2000-08-12, art. 15, c)~~

~~7° de donner son avis sur les procédures, pour les matières relevant de sa compétence et sur toute matière relevant de sa compétence, sur laquelle l'avis de la bourse est demandé;~~

~~8° dans les cas déterminés par les règles des marchés, de rédiger une note d'information standardisée. Cette note et ses adaptations sont, après avis du conseil d'administration, approuvées par la Commission bancaire et financière.~~

~~Art. 18. (abrogé) (L 1999-03-10, art. 18)~~

~~Art. 19.~~

~~L'autorité de marché assure la transparence, l'intégrité et la sécurité des marchés organisés par la bourse de valeurs mobilières. A cette fin, elle veille à l'application des lois et règlements relatifs aux transactions sur ces marchés, aux modalités d'exécution et de dénouement de ces transactions, au bon fonctionnement de ces marchés et au respect des obligations et interdictions dont la loi lui confie le contrôle. Elle veille particulièrement au respect des règles des marchés.~~

~~L'autorité de marché veille :~~

~~1° en ce qui concerne les intermédiaires agissant directement et indirectement sur les marchés boursiers, notamment :~~

~~a) au respect des dispositions des articles 36 à 40;~~

~~b) au respect des règles des marchés, des procédures établies en exécution de celles-ci et des décisions prises en application de ces règles et procédures ;)~~

~~c) au respect de l'application des règles en matière de compensation et de liquidation des opérations;~~

~~d) au respect des interdictions prescrites par l'article 148, §§ 1^{er} et 2;~~

~~2° en ce qui concerne les émetteurs de valeurs mobilières et en vue d'assurer l'égalité de traitement des actionnaires, notamment à l'observation des dispositions légales et réglementaires en matière d'informations occasionnelles;~~

~~3° à l'observation des dispositions prévues par le livre V de la loi du 4 décembre 1990.~~

Art. 20.

~~§ 1er. L'autorité de marché dispose, à l'égard des personnes visées à l'article 19 des pouvoirs de surveillance et d'investigation les plus étendus pour assurer la bonne fin de ses missions telles que définies par les articles 16 à 19. Elle peut obtenir de ces personnes toutes les informations utiles à cet effet. Elle recueille auprès des autorités de marché étrangères et nationales les informations nécessaires.~~

~~A cette fin, l'autorité de marché peut procéder à des inspections sur place et prendre connaissance et copie, sans déplacement, de toute information en vue de vérifier le respect des dispositions légales et réglementaires que ladite autorité a pour tâche de surveiller, ainsi que l'exactitude et la sincérité des informations qui lui sont transmises.~~

~~Lorsqu'il existe des indices de l'existence d'une infraction visée à l'article 148, §§ 1^{er} et 2, de la présente loi, ainsi que pour contrôler l'application du livre V de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, l'autorité de marché peut requérir des intermédiaires visés à l'article 2 de la présente loi et de leurs mandants et des sociétés dont les instruments financiers sont négociés sur un marché organisé par la bourse qu'ils lui communiquent toute information qu'elle estime nécessaire à l'accomplissement de sa mission. Les personnes qui interviennent successivement dans la transmission des ordres ou dans l'exécution des opérations en cause et leurs mandants sont tenus à une même obligation. La communication des documents et pièces a lieu sur place.~~

~~Les intermédiaires doivent informer au préalable la personne, à la demande ou pour le compte de laquelle ils sont appelés à agir, que leur intervention est subordonnée à l'autorisation de dévoiler à l'autorité de marché l'identité du bénéficiaire final de la transaction.~~

~~Si les prescriptions de l'alinéa précédent ne sont pas remplies, l'intermédiaire ne peut exécuter les opérations.~~

~~§ 2. L'autorité de marché peut ordonner à quiconque qu'il soit mis fin aux pratiques qui sont de nature à :~~

~~1° fausser le fonctionnement des marchés;~~

~~2° procurer aux intéressés un avantage injustifié qu'ils~~

n'auraient pas obtenu dans le cadre normal du marché;

~~3° porter atteinte à l'égalité de traitement et d'information des actionnaires et des investisseurs;~~

~~4° faire bénéficier les émetteurs et les investisseurs des agissements des membres de la bourse de valeurs mobilières contraires à leurs obligations professionnelles.~~

~~§ 3. L'autorité de marché est autorisée à déléguer certains de ses pouvoirs à un de ses membres, et pour l'accomplissement de ses missions elle peut recourir, en les déléguant spécialement à cette fin, à des membres du personnel de la société de la bourse de valeurs mobilières, de même qu'aux autorités investies de la mission de surveillance des établissements de crédits et des entreprises d'investissement et aux autres autorités chargées de la surveillance des marchés financiers ainsi que les autorités qui les contrôlent, pour les questions qui relèvent de leurs compétences. Le règlement organique détermine les modalités de cette délégation.~~

~~§ 4. Dans tous les cas où l'autorité de marché relève des indices sérieux d'une violation des dispositions au respect desquelles elle veille en vertu de l'article 19, elle en saisit la commission disciplinaire de marché.~~

Section IVbis. — Commission disciplinaire de marché.

Art. 20bis.

~~Il est institué au sein d'une société de la bourse de valeurs mobilières un organe indépendant dénommé commission disciplinaire de marché.~~

~~La commission disciplinaire de marché est composée d'un président et de quatre membres effectifs au moins, ainsi que d'un président et de quatre membres suppléants au moins. Les président et président suppléant sont nommés et révoqués par le ministre des Finances et le ministre de la Justice. Ils sont choisis parmi les magistrats effectifs ou suppléants. Les autres membres effectifs et suppléants sont nommés et révoqués par le ministre des Finances sur avis conjoint du conseil d'administration et de l'autorité de marché. Ils sont choisis parmi des personnalités reconnues pour leur honorabilité et leurs compétences en matière de marchés financiers.~~

~~La durée du mandat du président et des membres effectifs est de six ans.~~

~~Le président de la commission disciplinaire de marché assiste, pour les matières relevant de sa compétence, aux réunions du conseil d'administration, avec voix consultative.~~

~~Les alinéas 2 et 3 de l'article 16 sont d'application aux membres effectifs de la commission disciplinaire de marché.~~

~~Le ministre des Finances peut révoquer les membres de la commission disciplinaire de marché pour cause d'indignité ou de manquement grave dans l'exercice de leur fonction.~~

~~Art. 20ter.~~

~~§ 1er. La commission disciplinaire de marché a pour mission d'infliger des sanctions en cas de violation aux dispositions visées par les articles 19 et 20, § 2, par les personnes visées auxdites dispositions.~~

~~§ 2. Dans tous les cas où elle conclut à l'existence d'indices sérieux d'infractions à l'article 148 de la présente loi ou aux dispositions du livre V de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, la commission disciplinaire de marché transmet toutes informations en sa possession aux autorités judiciaires.~~

~~Art. 20quater.~~

~~La Commission disciplinaire de marché exerce ses compétences d'office, ou sur saisine de l'autorité de marché ou sur plainte de toute personne intéressée, de la Commission bancaire et financière ou d'une autorité prudentielle ou de marché étrangère.~~

~~Art. 20quinquies.~~

~~La Commission disciplinaire de marché désigne en son sein au maximum deux rapporteurs, qui ne peuvent pas prendre part aux délibérations de la commission pour l'application de sanctions éventuelles. Lorsque plusieurs rapporteurs sont désignés pour l'instruction d'une affaire, ils agissent collégalement.~~

~~Les rapporteurs instruisent les affaires à charge et à décharge et transmettent leurs conclusions à la commission disciplinaire de marché.~~

~~Ils peuvent proposer à la commission de transiger. Les produits de la transaction sont recouvrés au bénéfice du Trésor, conformément à l'article 20septies, § 2.~~

~~Si la commission conclut à l'absence d'infraction, elle peut classer sans suite.~~

Art. 20sexies.

~~Aux fins d'accomplir leur instruction, les rapporteurs disposent des pouvoirs dévolus à l'autorité de marché conformément à l'article 20, § 1er. Ils peuvent convoquer et interroger toute personne dont le témoignage est susceptible de concourir à la découverte de la vérité.~~

~~Les rapporteurs peuvent charger l'autorité de marché ou les services placés sous l'autorité de celle-ci de l'exercice des pouvoirs d'investigation prévus à l'alinéa précédent.~~

~~Les rapporteurs peuvent se faire assister par toute personne de leur choix en qualité d'expert. Les dispositions de l'article 12 lui sont applicables.~~

Art. 20septies.

~~§ 1^{er}. Sans préjudice de poursuites répressives éventuelles, la Commission disciplinaire de marché peut, dans l'exercice de sa mission visée à l'article 20ter, § 1er, suivant le cas, avertir, adresser un blâme et/ou infliger une amende par jour calendrier. Elle peut aussi prononcer vis à vis des membres une mesure de suspension sur un ou plusieurs marchés pour une période qui ne peut excéder six mois ou les exclure d'un ou de plusieurs marchés.~~

~~Lorsqu'elle inflige une amende par jour calendrier, celle-ci ne peut être inférieure à 250 EUR ni supérieure à 250.000 EUR. Au total, les amendes ne peuvent être pour le même fait ou ensemble de faits, supérieures à 1.250.000 EUR. Par exception à ce qui précède, lorsque l'infraction a procuré au contrevenant un avantage patrimonial, l'amende ne peut en outre être inférieure au montant de cet avantage patrimonial, ni supérieure au double de ce montant ou en cas de récidive, au triple de ce montant.~~

§ 1er bis.

~~1^o Par dérogation au § 1^{er}, premier alinéa, mais sans préjudice du pouvoir de la commission disciplinaire~~

~~de marché visée à l'article 20bis d'avertir, adresser un blâme, prononcer une suspension ou une exclusion conformément audit paragraphe premier, alinéa premier, les infractions aux dispositions visées à l'article 19, alinéa 2, 1^o, d) et 3^o, font l'objet soit de poursuites pénales, soit d'une amende administrative conformément au § 1^{er}, deuxième alinéa. Le ministère public décide, compte tenu de la gravité des faits, s'il y a lieu ou non à poursuites pénales. De telles poursuites excluent l'application d'une amende administrative, même si un acquittement les clôtur.~~

~~Le ministère public dispose d'un délai de six mois à compter de la réception conformément à l'article 20ter, § 2, des informations de la commission disciplinaire de marché visée à l'article 20bis pour notifier à ladite commission sa décision quant à l'intentement de poursuites pénales.~~

~~2^o Dans le cas où le ministère public renonce à poursuivre ou omet de notifier sa décision dans le délai fixé au 1^o, deuxième alinéa, la commission disciplinaire de marché ou l'autorité de marché décide, après avoir mis le contrevenant en demeure de présenter ses moyens de défense, s'il y a lieu d'infliger une amende administrative du chef de l'infraction.~~

~~§ 2. Les amendes sont recouvrées, au profit du Trésor, par l'Administration du Cadastre, de l'Enregistrement et des Domaines.~~

~~§ 3. Lorsque la commission disciplinaire de marché prononce une suspension ou une exclusion, elle en informe le comité de direction, qui prend toute mesure utile en vue d'assurer la liquidation des opérations en cours. Il peut notamment désigner un administrateur provisoire qui assure la liquidation de ces opérations.~~

~~§ 4. Toutes les sanctions sont communiquées au plaignant, à la Commission bancaire et financière, *le cas échéant*, au commissaire du gouvernement et au comité de direction.~~

~~§ 5. Toute décision est communiquée à l'autorité de marché.~~

~~Art. 20octies.~~

~~Sans préjudice de l'article 12, la commission disciplinaire de marché peut demander la collaboration de toutes autorités nationales ou~~

~~étrangères exerçant des compétences similaires ou complémentaires aux siennes, pour les besoins de ses enquêtes et investigations.~~

Art. 21.

~~La commission disciplinaire de marché et l'autorité de marché accomplissent, dans la limite des moyens fixés conformément à l'article 29, § 3, toutes opérations nécessaires ou utiles à l'exécution de leurs missions respectives et engagent, à cet effet, la société de la bourse de valeurs mobilières.~~

~~La commission disciplinaire de marché et l'autorité de marché publient annuellement un rapport distinct relatif à leurs activités.~~

Art. 21bis.

~~La société de la bourse de valeurs mobilières peut conclure, à l'intervention de l'autorité de marché ou à l'intervention de la commission disciplinaire de marché, des conventions afin de régler la coopération de ces organes avec les autorités nationales et étrangères ayant des compétences similaires ou complémentaires.~~

Section IVter. — Pouvoirs particuliers du Ministre des Finances

Art. 22.

~~Par dérogation à l'article 17, le ministre des Finances arrête, sur avis des sociétés de bourses de valeurs mobilières, les règles relatives à l'inscription à la cote, au mode et au contrôle de la cotation, à la suspension et à la radiation de la cote, au courtage ainsi qu'aux modes de réalisation des transactions, lorsque les transactions portent sur :~~

~~1° les instruments financiers émis par l'Etat belge ou qui sont garantis par celui-ci, à l'exclusion des instruments financiers émis par les établissements publics de crédit;~~

~~2° les instruments financiers émis par les Communautés, les Régions, les provinces, les communes, les agglomérations ou les fédérations de communes belges ou qui sont garantis par celles-ci, à l'exclusion des titres d'emprunt émis par les établissements publics de crédit;~~

~~3° les instruments financiers émis par la Société Nationale des Chemins de Fer Belges, la Société~~

~~Nationale des Chemins de Fer Vicinaux ou les sociétés de transport régionales.~~

~~Le ministre des Finances peut déroger aux dispositions de ce livre pour les transactions faites par l'Etat, les Communautés, les Régions et le Fonds des Rentes.~~

Section V – De la Commission d'appel

Art. 23.

~~Un recours peut être introduit par toute partie intéressée auprès de la commission d'appel contre les décisions de l'autorité de marché visées à l'article 17, 1°, 3° et 4°, contre les décisions de la commission disciplinaire de marché prononçant une sanction telle que prévue à l'article 20septies, et contre les décisions de classement sans suite, ainsi que contre les décisions des autorités de marché visées à l'article 32, § 1er, 1°, 3°, 6° et 6°bis.~~

Art. 24.

~~Il est institué, pour l'ensemble des sociétés des bourses de valeurs mobilières, et pour les marchés créés ou organisés en application des articles 30 à 35 de la loi une Commission d'appel siégeant à Bruxelles, composée d'un président et de quatre membres effectifs ainsi que d'un président et de quatre membres suppléants. Le Roi peut modifier ces chiffres.~~

~~Le président et le président suppléant sont nommés, parmi les magistrats en fonction, émérites ou honoraires, par le ministre des Finances et le ministre de la Justice. Les autres membres effectifs et suppléants sont nommés par le ministre des Finances.~~

~~Trois membres effectifs et trois membres suppléants sont nommés parmi des personnalités reconnues pour leur honorabilité, leur indépendance et leur compétence en matière de marchés financiers.~~

~~La durée du mandat du président et des membres effectifs et suppléants de la Commission d'appel est déterminée par le Roi.~~

~~Le membre nommé en remplacement d'un membre démissionnaire ou décédé achève le mandat de celui-ci.~~

~~La Commission d'appel ne peut délibérer que si trois membres au moins sont présents, y compris le~~

~~président ou son suppléant. Les décisions sont prises à la majorité des voix.~~

~~Toutefois, une aggravation de peine ne peut être prononcée qu'à l'unanimité des voix.~~

~~Dans les cas qu'Il détermine, le Roi peut donner à la commission d'appel une composition particulière européenne, à laquelle il est référé par les termes "commission internationale d'appel". La procédure de nomination des membres ainsi que leur nombre et le financement de cette commission sont déterminés par le Roi.~~

Art. 25.

~~Le Roi règle la procédure applicable aux recours visés à l'article 23, sur avis de la société de la bourse de valeurs mobilières ou des autorités de marché des autres marchés réglementés, compétentes pour prendre la décision contre laquelle le recours est dirigé, et sur avis de la Commission bancaire et financière.~~

Section VI — Conseil d'agrément des agents de change et Conseil d'appel

Art. 26.

~~Il est institué auprès de chaque bourse de valeurs mobilières un Conseil d'agrément des agents de change. Le Conseil d'agrément confère le titre d'agent de change ou d'agent de change honoraire aux personnes qui en font la demande et qui remplissent les conditions qu'il fixe moyennant l'approbation du Ministre des Finances.~~

~~Le maintien du titre d'agent de change est subordonné à la condition que les personnes ayant reçu le titre continuent à exercer leurs activités auprès ou pour le compte d'une entreprise d'investissement ou d'un service opérationnel, en rapport avec la bourse de valeurs mobilières, d'un établissement de crédit, cette entreprise d'investissement ou cet établissement de crédit étant membre d'une bourse de valeurs mobilières.~~

~~Le Conseil d'agrément suspend ou retire le titre d'agent de change lorsque l'intéressé ne remplit plus les conditions fixées en application de l'alinéa 1^{er} ou celles prévues à l'alinéa 2.~~

~~Le Conseil d'agrément retire le titre d'agent de change honoraire lorsque l'intéressé ne remplit plus~~

les conditions fixées en application de l'alinéa 1^{er}.

~~Le Roi fixe, sur avis des sociétés des bourses de valeurs mobilières et de la Commission bancaire et financière, la composition et le fonctionnement du Conseil d'agrément, les pouvoirs que ce Conseil exerce à l'égard des agents de change et les possibilités de recours contre ses décisions auprès d'un Conseil d'appel, qu'il institue et dont il arrête la composition et le fonctionnement.~~

Section VII — Inscription à la cote

Art. 27.

~~La cote d'une bourse de valeurs mobilières est l'acte qui a pour objet de constater le ou les prix auxquels les instruments financiers inscrits aux marchés organisés par la bourse de valeurs mobilières ont été traités.~~

~~La liste des cours est publiée par la bourse de valeurs mobilières, conformément aux dispositions de l'article 3.~~

Art. 28.

~~Sans préjudice de l'application de l'article 30, alinéa 3, un instrument financier ne peut être inscrit à la cote par l'autorité de marché ou, dans certains cas, par le conseil d'administration de la bourse de valeurs mobilières qu'à la demande de l'émetteur ou qu'après que son avis sur l'inscription à la cote a été demandé.~~

Art. 29. §1^{er}. (abrogé) L. 2000-08-12, art. 19)

~~§ 2. Le Roi fixe, pour le 31 décembre 1995 au plus tard, par arrêté pris sur avis des sociétés de bourses de valeurs mobilières et de la Commission bancaire et financière, et par dérogation à la procédure prévue par l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 relatif à la Commission bancaire et financière, une procédure accélérée et moins coûteuse, en ce compris ses conditions et ses modalités pour l'approbation du prospectus d'inscription d'instruments financiers à un marché d'une bourse de valeurs mobilières.~~

~~§ 3. Le Roi fixe le financement de l'autorité de marché, de la commission disciplinaire de marché, de la commission d'appel, par les membres des marchés et les émetteurs dont les instruments financiers sont inscrits à leur demande aux marchés organisés par la bourse de valeurs mobilières, pour l'exercice de leurs compétences visées aux sections~~

~~IV et IVbis, sur proposition de l'autorité concernée et avis du conseil d'administration.~~

Chapitre III — Autres marchés

Section I — Création

Art. 30.

~~Lorsqu'une réglementation de ces marchés Lui paraît se justifier par l'intérêt du développement de la place financière belge ou par celui de la protection des personnes ayant accès ou pouvant avoir accès à ces marchés, le Roi, par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, peut, sur avis de la section permanente "Institutions et marchés financiers" du Conseil supérieur des Finances, de la Commission bancaire et financière et des marchés secondaires existants en instruments financiers visés au présent titre, créer ou organiser d'autres marchés relatifs aux instruments financiers qu'Il détermine. L'avis précité de la section "Institutions et marchés financiers" du Conseil supérieur des Finances et des marchés secondaires existants n'est requis que sur le principe de la création ou de l'organisation d'un autre marché. Le Roi peut, après avoir pris leur avis, regrouper entre eux plusieurs marchés créés ou organisés en vertu du présent article ou autoriser le regroupement d'un de ces marchés avec un ou plusieurs autres marchés réglementés relevant d'un autre Etat membre de la Communauté européenne. En ces cas, Il règle, en ce qui concerne les marchés réglementés belges et sur leur avis, les modalités de ce regroupement et approuve la dénomination du marché en résultant. Il peut, sur avis du marché concerné, fermer un marché qu'Il a créé ou organisé en vertu du présent article; en ce cas, Il règle les modalités de fermeture et de liquidation.~~

~~Sauf dispositions contraires dans l'arrêté pris en exécution de l'alinéa 1er, les catégories d'instruments financiers qui sont négociées dans une bourse de valeurs mobilières ou sur un marché organisé en vertu du présent chapitre, ne peuvent être négociées qu'avec l'accord de l'organisme chargé de l'administration de ce marché, sur un autre marché secondaire visé au présent titre. Le présent alinéa ne porte préjudice ni à la négociation des catégories d'instruments financiers qui, lors de l'entrée en vigueur de la présente disposition, sont négociées sur différents marchés ni à la négociation d'instruments financiers dans différentes bourses de valeurs mobilières.~~

Art. 31.

~~Le Roi institue, s'il y a lieu, les organismes chargés de l'administration des marchés visés à l'article 30. Ces organismes ont la nature de personne morale de droit public. Le Roi règle, sur avis de la Commission bancaire et financière, l'organisation, le fonctionnement et le contrôle de ces organismes. Il détermine les pouvoirs des organes de ces derniers.~~

~~Le Roi peut également reconnaître des organismes existants qui administrent des marchés visés à l'article 30 et régler leur organisation, leur fonctionnement et leur contrôle. Ces organismes ont ou n'ont pas la nature de personne morale de droit public.~~

~~Les autorités de marché ont sur leurs marchés réglementés et vis à vis des mêmes personnes les mêmes compétences que celles prévues par les articles 19 à 20octies de la loi pour l'autorité de marché et la commission disciplinaire de marché de la société de la bourse de valeurs mobilières. Sans préjudice des dispositions de l'article 2ter de l'arrêté-loi du 18 mai 1945 portant création d'un fonds des rentes, les articles 16, alinéas 2 et 3, et 20bis, alinéa 5, leur sont, le cas échéant, applicables.~~

~~Les autorités de marché peuvent conclure des protocoles afin de régler leur coopération; lesdits protocoles doivent être soumis à l'approbation du Ministre des Finances.~~

~~Le Roi peut, sur avis de la Commission bancaire et financière et des bourses de valeurs mobilières, confier l'administration de certains des marchés visés à l'article 30 à une ou à plusieurs sociétés des bourses de valeurs mobilières visées au livre Ier, titre Ier. Il définit, dans ce cas, les règles particulières applicables, notamment en matière d'organisation, d'administration, de comptabilité et de contrôle, aux activités des sociétés des bourses de valeurs mobilières à l'égard de ces marchés.~~

~~Le Roi peut fixer la contribution aux frais de fonctionnement des autorités qui contrôlent les organismes chargés de l'administration des marchés visés à l'article 30 et qui est supportée par ces organismes à dater de leur assujettissement au contrôle de ces autorités.~~

Section II — Fonctionnement**Art. 32.**

~~§ 1er. Le Roi fixe s'il y a lieu, sur avis de la Commission bancaire et financière et des organismes éventuellement institués ou reconnus conformément à l'article 31, le règlement des marchés visés à l'article 30. Il a spécialement le pouvoir de régler, s'il y a lieu :~~

~~1° l'inscription au marché d'instruments financiers et la radiation de ceux-ci;~~

~~2° la suspension temporaire des transactions sur un ou plusieurs instruments financiers ou sur l'ensemble d'un marché;~~

~~3° l'admission des intermédiaires professionnels agréés, leur suspension et leur radiation;~~

~~4° l'organisation, le fonctionnement, la surveillance et la police du marché, notamment les modalités de négociation, les règles en matière de courtage, l'information du public sur les transactions convenues et la sécurité matérielle dans la conclusion et le dénouement des opérations;~~

~~5° la surveillance du respect, par les intermédiaires admis au marché, de leurs obligations dans les matières visées au 4°, et des dispositions des articles 36 à 39;~~

~~6° l'application, par les organes des organismes visés à l'article 31, qu'Il détermine, d'amendes administratives aux intermédiaires professionnels agréés qui ne respectent pas, sur le marché, les dispositions mentionnées au 5°, après avoir entendu ces intermédiaires ou les avoir à tout le moins dûment convoqués; l'amende ne peut être, par jour de calendrier, inférieure à 250 EUR ni supérieure à 25.000 EUR, ni, au total, pour le même fait ou ensemble de faits, supérieure à 1.250.000 EUR, par exception à ce qui précède, lorsque l'infraction a procuré au contrevenant un avantage patrimonial, l'amende ne peut en outre être inférieure au montant de cet avantage patrimonial, ni supérieure au double de ce montant ou en cas de récidive, au triple de ce montant le Roi peut fixer le montant des amendes, en fonction de la nature de l'infraction; l'amende est recouvrée, au profit du Trésor, par l'Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines;~~

~~6°bis l'application, conformément au 6° de ce paragraphe, par les organes des organismes visés à l'article 31, qu'Il détermine, d'amendes administratives aux sociétés admises aux marchés visés à l'article 30, qui ne respectent pas les~~

obligations mises à leur charge par la loi, le Roi ou les règlements de ces marchés;

~~7° le rôle des organismes visés à l'article 31 dans les conflits entre intermédiaires professionnels admis, relativement aux opérations effectuées sur le marché;~~

~~8° la contribution des intermédiaires professionnels admis, aux frais de fonctionnement des marchés;~~

~~— et la rémunération destinée au financement des autorités de marché visées à l'article 31, alinéa 2, pour l'exercice des missions de contrôle visées par cette disposition.~~

~~§ 1bis. Le Roi fixe par arrêté pris sur avis de la Commission bancaire et financière et des organismes éventuellement institués ou reconnus conformément à l'article 31 et par dérogation à la procédure prévue par l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 relatif au contrôle des banques et aux émissions de titres et valeurs, une procédure accélérée et moins coûteuse, en ce compris ses conditions et ses modalités, pour l'approbation du prospectus d'inscription d'instruments financiers à un marché visé à l'article 30.~~

~~§ 2. Le Roi peut déléguer aux organes des organismes visés à l'article 31 qu'il détermine, le pouvoir de régler, moyennant l'approbation du ministre des Finances, les modalités de l'organisation, du fonctionnement, de la surveillance et de la police des marchés; ce règlement est publié au Moniteur belge.~~

Art. 33.

~~Sans préjudice des dispositions du titre II, le Roi fixe, sur avis de la Commission bancaire et financière et des organismes éventuellement institués ou reconnus conformément à l'article 31, les obligations et interdictions qui sont applicables aux marchés visés par le présent chapitre et aux intermédiaires professionnels admis sur ces marchés.~~

Section III — Intermédiaires agréés

Art. 34.

~~Le Roi fixe, sur avis de la Commission bancaire et financière et des organismes éventuellement institués ou reconnus conformément à l'article 31, les règles, procédures et recours en matière d'agrément et de retrait d'agrément des intermédiaires professionnels habilités à intervenir sur les marchés visés par le~~

présent chapitre, ainsi que de leurs dirigeants actifs.

Art. 35.

~~Sans préjudice des dispositions du titre II, le Roi fixe les obligations et interdictions applicables aux intermédiaires visés à l'article 34 dans un but de protection de l'épargne.~~

~~Il règle le contrôle de ces intermédiaires dans un but prudentiel.~~

TITRE II DES OPERATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS

Art. 36.

~~§ 1er. Dans leurs opérations sur instruments financiers, les intermédiaires visés aux articles 2, § 1^{er}, et 34 veilleront :~~

~~1° à agir loyalement et équitablement en vue de promouvoir au mieux l'intégrité et les pratiques honnêtes sur le marché;~~

~~2° à servir au mieux les intérêts de leurs clients, avec la compétence, le soin et la diligence qui s'imposent, compte tenu du degré de connaissance professionnelle de ces clients;~~

~~3° à se conformer à tous les codes de conduite et les règles applicables à l'exercice de leurs activités concernant les opérations sur instruments financiers, de manière à défendre au mieux les intérêts de leurs clients et l'intégrité du marché;~~

~~4° à recueillir d'une manière appropriée auprès des clients qu'ils conseillent, toute information utile concernant la situation financière de leurs clients, leur expérience en matière d'investissement et leurs objectifs de placement qui raisonnablement sont significatifs pour pouvoir réaliser au mieux leurs engagements vis-à-vis de leurs clients en ce qui concerne les services demandés;~~

~~5° à faire des démarches raisonnables pour fournir, dans un délai raisonnable, au client qu'ils conseillent, dans une langue compréhensible, toute information qui lui permet de prendre une décision bien réfléchie et en connaissance de cause. Sur simple demande du client, ils seront prêts à lui faire rapport de manière complète et honnête de leurs engagements vis-à-vis du client. Ils ne pourront proposer ni encourager une quelconque mesure qui inciterait leur client à ne pas~~

~~respecter ses obligations légales y compris vis-à-vis de l'Etat;~~

~~6° à éviter tout conflit d'intérêt possible, ou s'il est inévitable, à veiller à ce que leurs clients soient traités de façon équitable et égale et, le cas échéant, à suivre toute autre mesure telle l'obligation de faire rapport, le respect des règles internes en matière de confidentialité ou le refus d'intervenir. Ils ne pourront pas placer de manière inéquitable leurs propres intérêts devant ceux de leurs clients et lorsqu'un client dûment informé peut raisonnablement attendre que les intermédiaires visés aux articles 2, § 1^{er} et 34 placent les intérêts de leurs clients devant leurs propres intérêts, ils devront répondre à l'attente de leur client;~~

~~7° à avoir et à utiliser avec efficacité les ressources et les procédures nécessaires pour mener à bonne fin leurs activités.~~

~~§ 2. Pour la mise en œuvre du contrôle et du respect des règles de conduite visées au § 1^{er} et sans préjudice de l'article 10, § 1^{er}, 3°, les autorités de marché introduiront et préciseront ces règles, après avis de la Commission bancaire et financière et avec approbation du ministre des Finances, dans leur règlement de marché.~~

~~§ 3. Pour les opérations sur instruments financiers inscrits à la cote d'une bourse de valeurs mobilières ou négociés sur un autre marché réglementé, sans préjudice de l'application des autres dispositions de ce livre, l'intermédiaire est présumé satisfaire à l'obligation visée au § 1^{er}, 2°, s'il exécute la transaction sur un marché réglementé conformément aux règles en vigueur sur ce marché, à moins qu'il n'ait reçu d'autres instructions de son client.~~

Art. 37.

~~Les intermédiaires visés aux articles 2, § 1^{er}, et 34 doivent exécuter sur un marché réglementé, les transactions dont ils sont chargés par des investisseurs résidant habituellement ou établis en Belgique, lorsque ces transactions portent sur des instruments financiers inscrits à la cote d'une bourse de valeurs mobilières ou négociés sur un autre marché réglementé belge.~~

~~Ils peuvent toutefois exécuter les transactions visées à l'alinéa 1^{er} hors d'un marché réglementé, moyennant l'autorisation explicite de l'investisseur.~~

~~Le Roi détermine, sur avis de l'organe compétent du marché réglementé concerné et de la Commission bancaire et financière, les modalités de cette autorisation, compte tenu des besoins différents des investisseurs en matière de protection et notamment de la capacité des investisseurs professionnels et institutionnels à agir au mieux de leurs intérêts, sans pour autant mettre en cause la prompte exécution des ordres des investisseurs. Le Roi peut subordonner l'exécution des transactions précitées hors d'un marché réglementé à d'autres conditions.~~

~~Si une transaction n'a pas été exécutée sur un marché visé à l'alinéa 1er alors qu'elle aurait dû l'être, le client peut, nonobstant toute convention contraire, refuser la transaction intervenue et obtenir de l'intermédiaire, sans indemnité, la restitution de toute somme ou de tout instrument financier qu'il lui aurait fourni en relation avec cette transaction. Le refus doit être notifié à l'intermédiaire par lettre recommandée à la poste dans le mois de la date d'envoi de l'avis au client ou, à défaut d'un tel avis, dans le mois de la date à laquelle il aurait dû être envoyé.~~

Art. 38.

~~Les intermédiaires en instruments financiers, visés aux articles 2, § 1er, et 34, ne peuvent se porter contrepartie de leurs clients pour les transactions à exécuter sur un marché réglementé qu'à travers le marché réglementé et, pour les transactions à exécuter en dehors de ce marché, que moyennant communication préalable à ces clients.~~

~~La compensation des ordres relatifs à des instruments financiers négociés sur un marché réglementé belge est interdite. Le Roi peut déroger à cette disposition pour les ordres relatifs à des instruments financiers négociés sur un marché réglementé qu'il détermine.~~

~~L'exécution de toute transaction portant sur des instruments financiers fait l'objet d'un bordereau établi par l'intermédiaire visé aux articles 2, § 1er, et 34, mentionnant l'identité du client et les conditions de l'opération, adressé au client au plus tard le jour ouvrable suivant, dans le secteur boursier ou bancaire selon le cas, ou, pour les transactions exécutées à l'étranger, au plus tard le jour ouvrable, dans le secteur boursier ou bancaire selon le cas, suivant la réception, par l'intermédiaire, de la confirmation de l'exécution de la transaction.~~

~~Les intermédiaires en instruments financiers, visés à l'article 2, § 1er, sont tenus de liquider entre eux par~~

~~voie scripturale les transactions portant sur des instruments financiers fongibles inscrits à la cote d'une bourse de valeurs mobilières. Le Roi peut étendre cette obligation, pour les intermédiaires qu'il détermine, à d'autres instruments.~~

Art. 39.

~~Le Roi détermine, sur avis de l'organe compétent du marché concerné et de la Commission bancaire et financière, les cas dans lesquels, les modalités selon lesquelles et les autorités auxquelles les intermédiaires qu'il désigne, déclarent les transactions, effectuées sur le marché ou non, qui portent sur des instruments financiers négociés sur un marché secondaire visé au présent titre. Concernant les instruments financiers inscrits à la cote d'une bourse de valeurs mobilières ou négociés sur un autre marché réglementé, Il fixe les règles précitées en exécution de l'article 20 de la Directive 93/22/CEE du Conseil.~~

Art. 40.

~~Le ministre des Finances peut, sur avis de la Commission bancaire et financière et de l'organe compétent du marché réglementé concerné, fixer le taux des courtages applicables aux transactions sur instruments financiers.~~

Art. 41.

~~§ 1^{er}. Les intermédiaires visés aux articles 2, § 1^{er}, et 34 ont un privilège :~~

~~1° sur les instruments financiers et fonds qui leur ont été remis par leurs clients en vue de constituer la couverture imposée par les dispositions légales et réglementaires régissant les marchés réglementés, pour l'exécution des transactions sur instruments financiers sur un marché réglementé;~~

~~2° sur les instruments financiers et fonds qu'ils détiennent à la suite de l'exécution de ces transactions ou à la suite de la liquidation, dont ils sont chargés, de transactions sur instruments financiers ou de souscriptions d'instruments financiers opérées directement par leurs clients.~~

~~Ces privilèges garantissent toute créance de l'intermédiaire née à l'occasion de ces transactions ou de ces liquidations sur celui pour compte de qui il détient les instruments financiers ou fonds visés à l'alinéa 1^{er}, y compris les créances nées de prêts ou~~

d'avances.

~~§ 2. Les établissements qui gèrent un système de compensation ou de liquidation d'instruments financiers bénéficient d'un privilège sur tous les instruments financiers, monnaies et autres droits que ces établissements détiennent en compte, comme avoir propre d'un participant.~~

~~Ce privilège garantit les créances de ces établissements sur un participant au système de compensation ou de liquidation, nées à l'occasion de la compensation ou de la liquidation de souscriptions d'instruments financiers, ou de transactions sur instruments financiers.~~

~~Ces mêmes établissements bénéficient en outre d'un privilège sur tous les instruments financiers, monnaies et autres droits qu'ils détiennent en compte comme avoir de clients d'un participant, pour autant que ces clients aient donné à un participant l'autorisation visée à l'article 148, § 3, de procéder à la mise en compte auprès des établissements susmentionnés. Ce privilège garantit exclusivement les créances de ces établissements sur un participant au système de compensation ou de liquidation, nées à l'occasion de la compensation ou de la liquidation de souscriptions d'instruments financiers ou de transactions sur instruments financiers, réalisées par le participant pour compte de clients.~~

~~§ 3. La soumission à un régime de fongibilité des instruments financiers visés au § 1er ne fait pas obstacle à l'exercice de ces privilèges.~~

~~§ 4. Sans préjudice de l'application des articles 10, 17, 6°, 31 et 32, le Roi peut fixer une procédure de réalisation simplifiée des instruments financiers et fonds qui font l'objet des privilèges énoncés aux §§ 1^{er} et 2.~~

Art. 42.

~~L'article 1965 du Code civil n'est pas applicable aux transactions sur instruments financiers qui sont réalisées sur un marché réglementé, à l'intervention d'un intermédiaire visé aux articles 2, § 1er, et 34 ou avec celui-ci comme contrepartie, même si les transactions sont liquidées par le paiement de la différence de prix.~~

Art. 43.

~~Le Roi règle l'application des dispositions du présent~~

~~titre aux intermédiaires visés par les articles 2, § 1er, et 34 relevant du droit d'autres Etats membres de la Communauté européenne pour leurs opérations effectuées en Belgique comme membre ou non de marchés secondaires en instruments financiers.~~

Ingevolge hoofdstuk VIII van het ontwerp van wet betreffende de financiële markten en tot organisatie van het toezicht op de financiële sector werden volgende wijzigingen en opheffingen aangebracht.

**WET VAN 6 APRIL 1995 INZAKE ~~DE~~
~~SECUNDAIRE~~ MARKTEN, HET
STATUUT VAN EN HET TOEZICHT OP
DE BELEGGINGSONDERNEMINGEN,
DE BEMIDDELAARS EN
BELEGGINGSADVISEURS.**

Op voordracht van Onze Minister van
Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Onze Minister van Financiën is gelast, in
Onze Naam, bij de Wetgevende Kamers het
ontwerp van wet in te dienen, waarvan de
tekst volgt :

Opgeheven

**BOEK I TRANSACTIES IN
FINANCIËLE INSTRUMENTEN EN
MARKTEN VOOR FINANCIËLE
INSTRUMENTEN**

**TITEL I SECUNDAIRE MARKTEN
VOOR FINANCIËLE INSTRUMENTEN**

Hoofdstuk I Algemene bepalingen

Remplacé

Artikel 1

§ 1. Voor de toepassing van deze wet en haar
uitvoeringsbesluiten wordt verstaan onder
financiële instrumenten :

- 1° a) ~~aandelen en andere met aandelen gelijk
te stellen waardepapieren;
— obligaties en andere schuldinstrumenten,
die op de kapitaalmarkt verhandelbaar zijn,
en~~
- b) ~~alle andere gewoonlijk verhandelde~~

~~waardepapieren waarmee die financiële instrumenten via inschrijving of omruiling kunnen worden verworven of die in contanten worden afgewikkeld, met uitsluiting van betaalmiddelen;~~

~~2° rechten van deelneming in instellingen voor collectieve belegging;~~

~~3° de categorieën financiële instrumenten die gewoonlijk op de geldmarkt worden verhandeld, hierna geldmarktinstrumenten genoemd;~~

~~4° financiële futures, met inbegrip van gelijkwaardige financiële instrumenten die aanleiding geven tot afwikkeling in contanten;~~

~~5° rentetermijncontracten (« FRA's »);~~

~~6° rente en valuta-swaps en swaps betreffende aan aandelen of een aandelenindex gekoppelde cash flows (« equity swaps »);~~

~~7° opties ter verwerving of vervreemding van onder deze paragraaf vallende financiële instrumenten, met inbegrip van gelijkwaardige financiële instrumenten die aanleiding geven tot afwikkeling in contanten; deze categorie omvat in het bijzonder valuta en renteopties.~~

~~§ 2. De Koning kan voor de toepassing van deze wet of van de bepalingen hiervan die Hij aanwijst, andere rechten en waarden als financiële instrumenten aanduiden.~~

~~§ 3. Voor de toepassing van titel I en II en van boek II van deze wet wordt onder een Belgische gereguleerde markt verstaan, elke markt voor de in § 1 bedoelde financiële instrumenten:~~

~~1° die is opgenomen in de lijst bedoeld in het vierde lid van deze paragraaf;~~

~~2° die regelmatig werkt;~~

~~3° die werkt volgens regels die zijn opgesteld of goedgekeurd door de bevoegde autoriteiten~~

~~en waarin de voorwaarden zijn vastgesteld voor de werking van en de toegang tot de markt, alsook, wanneer Richtlijn 79/279/EEG van de Raad van toepassing is, de voorwaarden van opnemings in de eerste markt, en, wanneer die richtlijn niet van toepassing is, de voorwaarden waaraan die financiële instrumenten moeten voldoen om daadwerkelijk op de markt verhandeld te kunnen worden;~~

~~4° die de naleving oplegt van alle verplichtingen inzake kennisgeving en transparantie die zijn voorgeschreven met toepassing van de artikelen 20 en 21 van de Richtlijn 93/22/EEG van de Raad.~~

~~Voor de toepassing van titel I en II en van boek II van deze wet wordt onder een buitenlandse gereguleerde markt verstaan, elke markt in de zin van artikel 1, punt 13, van de Richtlijn 93/22/EEG van de Raad.~~

~~Een markt wordt geacht België als Lid-Staat van herkomst te hebben als het orgaan dat instaat voor de handel, zijn statutaire zetel in België heeft, of ingeval het overeenkomstig zijn nationale wetgeving geen statutaire zetel heeft, als zijn hoofdkantoor zich in België bevindt.~~

~~De minister van Financiën stelt de lijst op van de gereguleerde markten die België als Staat van herkomst hebben. Hij deelt deze lijst, de voorschriften voor de organisatie en werking van deze markten, alsook de wijzigingen in deze lijst en voorschriften mee aan de overige Lid-Staten en aan de Commissie van de Europese Gemeenschappen. Deze lijst en alle wijzigingen die er tijdens het jaar in werden aangebracht, worden jaarlijks bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad.~~

Artikel 1. Voor de toepassing van deze wet, hebben de termen “financiële instrumenten”, “gereguleerde markt” en “Belgische gereguleerde markt” de betekenis bepaald in artikel 2 van de wet van _____ betreffende het toezicht op de financiële sector en de

financiële diensten.**Art. 2**

~~§ 1. De in België gevestigde beleggers dienen voor hun transacties in financiële instrumenten, die zijn opgenomen in de notering van een effectenbeurs en zijn uitgegeven door Belgische instellingen en ondernemingen, een beroep te doen op één van de volgende personen of instellingen die optreden als lasthebber, commissionair of tegenpartij:~~

~~1° de beursvennootschappen, de vennootschappen voor vermogensbeheer en de vennootschappen voor plaatsing van orders in financiële instrumenten bedoeld in boek II, titel II, van deze wet;~~

~~2° de buitenlandse beleggingsondernemingen die in België werkzaam zijn krachtens boek II, titel III en IV, van deze wet;~~

~~3° de hierna opgesomde instellingen:~~

~~a) de Nationale Bank van België, de Europese Centrale Bank en het Herdiscontering- en Waarborginstituut;~~

~~b) de kredietinstellingen die zijn ingeschreven op de lijst bedoeld in artikel 13 van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, met uitzondering van de gemeentespaarkassen;~~

~~e) de in België gevestigde bijkantoren van kredietinstellingen die onder het recht van een andere Lid Staat van de Europese Gemeenschap ressorteren en zijn geregistreerd overeenkomstig artikel 65 van voornoemde wet van 22 maart 1993;~~

~~d) de niet in België gevestigde kredietinstellingen die ressorteren onder het recht van een andere Lid Staat van de Europese Gemeenschap en in België werkzaamheden verrichten overeenkomstig artikel 66 van de voornoemde wet van 22 maart 1993.~~

~~§ 2. De in België gevestigde beleggers mogen~~

~~voor de in § 1 bedoelde transacties eveneens een beroep doen op een beleggingsonderneming of een kredietinstelling die ressorteert onder het recht van een andere Lid-Staat van de Europese Gemeenschap, of van een land dat geen lid is van de Europese Gemeenschap waarvan de wetgeving evenwaardige garanties biedt op het vlak van de integriteit van de markten.~~

~~§ 3. Deze bepaling geldt niet voor:~~
~~1° occasionele transacties tussen particulieren;~~

~~2° overdrachten van instrumenten waaraan ten minste 10 pct. van de stemrechten van de betrokken vennootschap is verbonden;~~

~~3° overdrachten van stemrechtverlenende instrumenten die al dan niet het kapitaal vertegenwoordigen, tussen verbonden ondernemingen of tussen ondernemingen waarmee een deelnemingsverhouding bestaat in de zin van de wetgeving op de jaarrekening van de ondernemingen;~~

~~4° transacties tussen compartimenten van een zelfde instelling voor collectieve belegging bedoeld in boek III van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten;~~

~~5° openbare uitgften van effecten.~~

~~§ 4. De Koning kan de in België gevestigde beleggers verplichten om, voor hun transacties in financiële instrumenten die worden verhandeld op één van de in hoofdstuk III bedoelde andere markten en worden uitgegeven door Belgische instellingen of ondernemingen, een beroep te doen op één van de personen of instellingen bedoeld in § 1, die optreden als bemiddelaar of als tegenpartij of op een vennootschap voor makelarij in financiële instrumenten bedoeld in boek II, titel II van deze wet, die optreedt als makelaar of als bemiddelaar.~~

Art. 3

~~De Koning bepaalt, na advies van het bevoegde orgaan van de betrokken markt en van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen, welke regels en modaliteiten inzake markttransparantie gelden voor de Belgische secundaire markten voor financiële instrumenten. Voor de Belgische gereguleerde markten bepaalt Hij die regels en modaliteiten ter uitvoering van artikel 21 van de Richtlijn 93/22/EEG van de Raad.~~

Art. 4

~~§ 1. De Commissie voor het Bank- en Financiewezen is belast met het toezicht op de wijze waarop de marktautoriteiten hun wettelijke opdrachten uitvoeren. Zij controleert hun administratieve organisatie, de al dan niet reglementaire procedures die nodig zijn om hun opdrachten goed te volbrengen en de wijze waarop die procedures worden nageleefd.~~

~~§ 2. Voor de uitvoering van die controleopdracht mag de Commissie voor het Bank- en Financiewezen zich alle informatie en alle documenten betreffende de invoering en de naleving van de in § 1 bedoelde procedures doen mededelen; zij mag onderzoeken en expertises uitvoeren en ter plaatse kennis nemen en afschriften maken van elk document of bestand.~~

~~Die controles moeten zodanig worden verricht dat de normale activiteiten van de marktautoriteiten niet in het gedrang worden gebracht.~~

Art. 5

~~§ 1. Wanneer de Commissie voor het Bank- en Financiewezen vaststelt dat de marktautoriteiten de procedures niet hebben ingevoerd die het hun mogelijk maken de verplichtingen die als dusdanig op hen rusten, te vervullen, of hen niet hebben nageleefd, moet die toestand worden verholpen binnen de termijn die zij vaststelt. De minister van Financiën wordt op de hoogte gebracht van de beslissing van de Commissie voor het Bank- en~~

~~Financiewezen.~~

~~§ 2. Indien op het einde van de in §1 bedoelde termijn de toestand niet werd verholpen, legt de Commissie voor het Bank en Financiewezen de zaak aan de minister van Financiën voor. In dat geval mag de minister van Financiën alle maatregelen treffen om de in §1 bepaalde toestand te regulariseren en, inzonderheid, de leden van de marktautoriteiten die in gebreke blijven, af te zetten.~~

~~§ 3. Onverminderd artikel 31, zesde lid, bepaalt de Koning welke bijdrage in de werkingskosten van de Commissie voor het Bank en Financiewezen verschuldigd is door de marktautoriteiten, de vennootschappen en ondernemingen waarvan de financiële instrumenten zijn toegelaten tot de markten of de leden van deze markten.~~

~~Art. 6.~~

~~§ 1. Op advies van de Commissie voor het Bank en Financiewezen kan de Koning, volgens de nadere regels die Hij bepaalt, de toezichtsmechanismen bepaald in de artikelen 4 en 5, §§ 1 en 2, uitbreiden tot de administratieve en boekhoudkundige organisatie en tot de interne controle van de effectenbeursvennootschappen en van de instellingen die belast zijn met het bestuur van de in artikel 30 bedoelde markten.~~

~~§ 2. De in § 1 bedoelde vennootschappen en instellingen die van publiek recht zijn, staan bovendien onder het toezicht van de Minister van Financiën. Dit toezicht wordt uitgeoefend door toedoen van een regeringscommissaris, volgens de nadere regels bepaald door de Koning.~~

~~§ 3. De Koning mag bepalen dat de minister van Financiën een regeringscommissaris benoemt bij een andere in Hoofdstuk III bedoelde markt. De Koning bepaalt de bevoegdheden van die regeringscommissaris, alsmede de regels die op hem van toepassing zijn inzake het beroepsgeheim en de uitwisseling van gegevens.~~

Art. 6bis.

~~§ 1. De gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken zijn enkel binnen de grenzen bepaald in artikel 52 van deze wetten van toepassing op de vennootschappen of andere entiteiten van privaat recht die markten voor financiële instrumenten organiseren.~~

~~§ 2. De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, bijzondere maatregelen treffen met het oog op de regeling van de toepassing van dezelfde wetten op de marktautoriteiten, de erkenningsraden voor effectenmakelaars en de tuchtcommissies opgericht binnen deze markten en op de commissie van beroep bedoeld in artikel 24, teneinde rekening te houden met het internationale karakter van hun werkteerrein.»~~

~~Een besluit dat krachtens het eerste lid wordt vastgesteld, wordt geacht nooit uitwerking te hebben gehad indien het niet bij wet is bekrachtigd binnen de zes maanden na de datum van zijn inwerkingtreding.~~

Hoofdstuk II – Effectenbeurzen**Afdeling I – Algemene bepalingen****Art. 7**

~~§ 1. Een effectenbeurs is een markt voor openbare transacties waar een ieder, door bemiddeling van een tot de beurs toegelaten bemiddelaar, in deze markt opgenomen financiële instrumenten kan verwerven of overdragen.~~

~~Een effectenbeurs kan verschillende markten omvatten naargelang van het type van verhandelde financiële instrumenten of de wijze en de periodiciteit van verhandeling.~~

~~§ 2. Er wordt een effectenbeurs opgericht in de stad Brussel. Zij wordt overeenkomstig de artikelen 9 en volgende van deze wet door een rechtspersoon naar privaat recht ingericht. De Koning kan, op advies van de betrokken~~

~~effectenbeurs, een effectenbeurs sluiten; in dat geval stelt Hij de regels vast voor de sluiting en de vereffening.~~

~~§3. De Koning kan, na hun advies alsook het advies van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen te hebben ingewonnen, een of meerdere effectenbeurzen groeperen, alsook een of meerdere Belgische gereguleerde markten. Hij kan de groepering tussen een of meerdere Belgische gereguleerde markten en andere gereguleerde markten van een andere lidstaat van de Europese Gemeenschap en markten van derde Staten, die gelijkaardige voorwaarden vervullen als deze gesteld voor de gereguleerde markten van een lidstaat van de Europese Gemeenschap toelaten. In deze gevallen stelt Hij, wat de Belgische gereguleerde markten betreft en na hun advies en dit van de Commissie voor het Bank- en Financie- wezen te hebben ingewonnen, de regels vast voor dergelijke groepering en keurt Hij de benaming van de hieruit ontstane gereguleerde markt goed.~~

~~Tevens wordt de Koning gemachtigd na het advies van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen te hebben ingewonnen de nodige aanpassingen aan de bepalingen van deze wet aan te brengen om de hoger vermelde groeperingen mogelijk te maken, met uitzondering van het eerste lid van deze paragraaf, en te dien einde van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen af te wijken. Deze aanpassingen zullen binnen de 6 maanden aan de Kamer van volksvertegenwoordigers ter bekrachtiging worden voorgelegd.~~

Art. 8

~~(Opgeheven) (W. 2000-08-12, art.6)~~

Art. 9

~~Een effectenbeurs wordt bestuurd door een publiek- of privaatrechtelijke rechtspersoon, opgericht onder de vorm van een naamloze vennootschap. Onverminderd artikel 28 van~~

~~de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, moet haar naam vooraf door de Minister van Financiën worden goedgekeurd;~~

~~De effectenbeursvennootschap is onderworpen aan de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen voor zover deze wet of bijzondere andere wetten daar niet van afwijken. Haar verplichtingen zijn handelsverplichtingen.~~

~~De statuten van een effectenbeursvennootschap van publiek recht en de wijzigingen ervan worden goedgekeurd door de Minister van Financiën op advies van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen;~~

~~De statuten bepalen dat een commissaris-revisor moet worden aangesteld.~~

~~Een effectenbeursvennootschap kan zowel in België als in het buitenland alle handelingen stellen die rechtstreeks of onrechtstreeks kunnen bijdragen tot een vlottere werking van de markten die zij organiseert. Zij kan alle handelingen stellen ter bevordering van de handel in en de kennis van financiële instrumenten.~~

~~Een effectenbeursvennootschap mag bovendien alle handelingen stellen die rechtstreeks of onrechtstreeks kunnen bijdragen tot de verwezenlijking van haar maatschappelijk doel in de ruimste zin. Zij mag onder meer overgaan tot de oprichting van dochtervennootschappen, samenwerken met andere markten, andere instellingen belast met het beheer van een verrekenings- en/of afwikkelingsstelsel, of met vennootschappen of verenigingen die dezelfde, gelijkaardige of complementaire doelstellingen nastreven. Die samenwerking kan de vorm aannemen van een overeenkomst, een deelneming in het kapitaal, een oprichting van gezamenlijke ondernemingen of iedere andere vorm naar keuze van de effectenbeursvennootschap.~~

~~Onverminderd de bepalingen van de wet van 15 juli 1998 tot wijziging van sommige wettelijke bepalingen inzake financiële instrumenten en effecteneclearingstelsels kan zij daarenboven de verrekening en de afwikkeling organiseren van verrichtingen afgesloten buiten de markten die zij organiseert en die betrekking hebben op instrumenten die niet zijn ingeschreven op deze markten, desgevallend door tussenkomst van de entiteit die daartoe door de Koning wordt aangewezen.~~

~~De effectenbeursvennootschap publiceert jaarlijks een algemeen verslag over haar positie en haar werkzaamheden. Dat algemeen verslag is samengesteld uit de verschillende verslagen van de raad van bestuur, de marktautoriteiten en de tuchtecommissie van de markt, betreffende hun respectievelijke specifieke opdrachten.~~

~~Art. 10.~~

~~§ 1. De effectenbeursvennootschap bepaalt de regels van de markten die zij organiseert, hierna de “marktregels” genoemd, ter regeling van volgende materies:~~

~~1° de voorwaarden en procedures inzake toelating, schorsing en uitsluiting van de leden en andere tussenpersonen die rechtstreeks of onrechtstreeks op de betrokken markten tussenkomen;~~

~~2° de verplichtingen en verbodsbepalingen die gelden voor de personen bedoeld in 1°;~~

~~3° de uitwerking en de nadere regels voor de toepassing van de gedragsregels bedoeld in artikel 36, § 1;~~

~~4° de voorwaarden en procedures voor opneming van financiële instrumenten in de notering van de betrokken markten of voor toelating tot verhandeling ervan op deze markten, de schorsing van verhandeling en de~~

schrapping ervan;

~~5° onverminderd de regels bepaald met toepassing van artikel 34 van voornoemde wet van 4 december 1990, de verplichtingen en verbodsbepalingen die gelden voor de vennootschappen waarvan de financiële instrumenten zijn opgenomen in de notering van één van de betrokken markten of zijn toegelaten tot verhandeling op een dergelijke markt;~~

~~6° de inrichting en de werking van de betrokken markten, inclusief inzake de verhandeling van orders, koersvorming en, onverminderd de regels bepaald met toepassing van de artikelen 3 en 39, rapportering en bekendmaking van de verrichtingen;~~

~~7° in voorkomend geval, de inrichting en de werking van het verrekenings- en afwikkelingssysteem van de verrichtingen in financiële instrumenten verhandeld op de betrokken markten;~~

~~8° het toezicht en de orde op de betrokken markten;~~

~~9° de tuchtregels ten aanzien van de personen bedoeld in 1° en 5°, het bedrag van de geldboeten bedoeld in artikel 20septies naargelang de aard van de overtreding en, met eerbiediging van de rechten van de verdediging en de regels bepaald met toepassing van artikel 25, de procedure in deze materies.~~

~~§ 2. De marktregels en de wijzigingen ervan hebben slechts uitwerking na goedkeuring door de Minister van Financiën, op advies van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen. Zij worden bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad.~~

~~§ 3. Op advies van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen kan de Koning de minimumvereisten bepalen waaraan de marktregels dienen te voldoen inzake de in §~~

~~1 bedoelde materies. Bij gebrek van aanpassing van de marktregels binnen de termijn bepaald door de Koning, kan de Minister van Financiën deze wijzigen teneinde deze in overeenstemming te brengen met genoemde minimumvereisten.~~

Art. 11

~~De beleggingsondernemingen die de in boek II, artikel 46, 1°, 1a) en 1b), bedoelde beleggingsdiensten verrichten, en de kredietinstellingen kunnen, onder de voorwaarden bepaald in de marktregels, worden toegelaten tot één of meer van de door de effectenbeurs georganiseerde markten.~~

~~De marktregels kunnen ook andere personen of instellingen toelaten tot één of meer van deze markten.~~

~~Voor de toepassing van deze titel worden personen of instellingen die zijn toegelaten tot één of meer markten, «leden van de effectenbeurs» genoemd.~~

Art. 12

~~§ 1. De leden van de raad van bestuur, de leden van de marktautoriteit, van de tuchte commissie van de markt, van het directiecomité en van het personeel van de effectenbeursvennootschap en de personen die meewerken aan de uitvoering van hun opdrachten, zijn gebonden door het beroepsgeheim en mogen de vertrouwelijke gegevens waarvan zij kennis hebben gekregen op grond van hun functie niet bekendmaken, behalve wanneer zij worden opgeroepen om in rechte te getuigen in strafzaken.~~

~~Het eerste lid is niet van toepassing op de mededelingen door de personen bedoeld in het vorige lid, in de uitoefening van hun opdrachten:~~

~~1° aan de overheden belast met het toezicht op de kredietinstellingen en de beleggingsondernemingen, en de andere overheden belast met het toezicht op de financiële markten, alsook aan de overheden~~

~~die hierop toezicht houden voor de aangelegenheden die tot hun bevoegdheid behoren;~~

~~2° aan de gerechtelijke autoriteiten om aangifte te doen van de door hen vastgestelde overtredingen van de wetten die de hem toevertrouwde opdrachten regelen of van het koninklijk besluit nr. 22 van 24 oktober 1934 waarbij aan bepaalde veroordeelden en aan de gefailleerden verbod wordt opgelegd om bepaalde ambten, beroepen of werkzaamheden uit te oefenen en waarbij aan de rechtbanken van koophandel de bevoegdheid wordt toegekend dergelijk verbod uit te spreken;~~

~~3° in het geval van een wederzijdse samenwerking op grond van internationale verdragen waarbij België partij is, of op basis van wederkerigheid, aan buitenlandse instellingen die een taak uitoefenen die gelijkwaardig is aan die van de marktautoriteit en de tuchtcommissie van de markt~~

~~4° aan de Cel voor Financiële Informatieverwerking;~~

~~Het eerste lid is niet van toepassing op de mededelingen van informatie tussen de marktautoriteit en het directiecomité, wanneer deze mededelingen vereist zijn voor de goede volbrenging door deze personen van hun respectievelijke opdrachten.~~

~~Bovendien kan de verslaggever van de tuchtcommissie van de markt de personen die verdacht worden van schendingen van de bepalingen bedoeld in artikel 19 en de klagende partijen op hun verzoek inlichten over het resultaat van het onderzoek dat hij gevoerd heeft in toepassing van artikel 20quinquies, met andere woorden dat het onderzoek wordt voortgezet, het dossier wordt geseponneerd, een geding zal worden aangespannen voor de tuchtcommissie van de markt, het dossier wordt doorgestuurd aan het parket.~~

~~Het eerste lid belet niet dat, in de gevallen~~

~~bepaald in de marktregels, de marktautoriteit openbaar maakt dat de voorwaarden bedoeld in artikel 10, § 1, 4°, niet langer zijn vervuld ten aanzien van een bepaald financieel instrument of dat de regels bedoeld in artikel 10, § 1, 5°, door een bepaalde vennootschap niet worden geëerbiedigd.~~

~~§ 2. Het directiecomité, de marktautoriteit en de tuchtecommissie van de markt mogen de mededelingen die zijn toegestaan in § 1, enkel verstrekken indien de bestemming er gebruik van maakt in het kader van zijn opdracht, en voor de bestemming bedoeld in § 1, 3°, indien ze om een gelijkwaardig beroepsgeheim gebonden zijn als bepaald in dit artikel.~~

~~De inlichtingen die buitenlandse overheden bedoeld in § 1, 3°, aan het directiecomité, de marktautoriteit of de tuchtecommissie van de markt hebben bezorgd, mogen enkel gebruikt worden voor de doeleinden omschreven in deze bepaling.~~

Afdeling II – Raad van bestuur

Art. 13

~~De effectenbeursvennootschap wordt bestuurd door een raad van bestuur waarvan de leden worden verkozen door de algemene vergadering overeenkomstig de statuten.~~

~~De raad van bestuur benoemt in zijn midden een voorzitter, voor een hernieuwbare termijn van vier jaar. Zijn benoeming wordt door de Minister van Financiën goedgekeurd;~~

Art. 14

~~Naast de handelingen die hem door de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen zijn voorbehouden, heeft de raad van bestuur de volgende opdrachten:~~

~~1° het algemeen beleid van de effectenbeursvennootschap uitstippelen, wat onder meer inhoudt te beslissen aan de Koning de oprichting van de markten alsook~~

~~de regels inzake de inrichting en de werking ervan voor te stellen; de principiële beslissing bepaalde types financiële instrumenten in de notering op te nemen, alsmede de inrichting van periodieke veilingen van niet in de notering opgenomen financiële instrumenten en, zonder afbreuk te doen aan de wet van 15 juli 1998 tot wijziging van sommige bepalingen inzake financiële instrumenten en effectenclearingstelsels, aan de Koning de oprichting van een verrekenings- en afwikkelingssysteem van transacties afgesloten binnen of buiten de door de beurs georganiseerde markten, alsook de regels inzake de inrichting en de werking ervan, voor te stellen;~~

~~2° toezien op het dagelijks bestuur van de effectenbeursvennootschap, behalve voor wat de bevoegdheden van de marktautoriteit en de tuchtcommissie van de markt betreft;~~

~~3° alle adviezen verstrekken die aan de vennootschap worden gevraagd, na het advies ingewonnen te hebben van de marktautoriteit of de tuchtcommissie van de markt al naargelang de bevoegdheden waarop het advies betrekking heeft. Deze adviezen worden bij het voorstel of het advies van de raad van bestuur gevoegd;~~

~~4° de marktregels vaststellen, in samenwerking met de marktautoriteit voor de materies die tot haar bevoegdheid behoren;~~

~~5° de begroting vaststellen, met inbegrip van de werkingskosten van de marktautoriteit, van de tuchtcommissie van de markt en van de commissie van beroep zoals vastgesteld door de Koning overeenkomstig artikel 29, § 3, van deze wet; de financieringsvoorwaarden van de effectenbeursvennootschap vaststellen, met inbegrip van het bedrag van de jaarlijkse bijdrage van de leden en de vennootschappen waarvan de financiële instrumenten worden verhandeld op een door haar georganiseerde markt; het bedrag van de uitzonderlijke bijdragen vaststellen, alsook ontlenen bij aandeelhouders van de effectenbeurs-~~

~~vennootschap binnen de grenzen en volgens de voorwaarden vastgesteld door de statuten;~~

~~6° de leden van het directiecomité benoemen en ontslaan;~~

~~7° de aanstelling en het ontslag van de leden van de marktautoriteit aan de Minister van Financiën voorstellen overeenkomstig artikel 15;~~

~~8° de leden van de tuchtcommissie van de markt aan de Minister van Financiën voorstellen overeenkomstig artikel 20bis;~~

~~9° de onmiddellijke verspreiding in het publiek van de informatie die krachtens de wetten en reglementen openbaar moet worden gemaakt en aan de effectenbeurs moet worden meegedeeld;~~

~~10° op voorstel van het directiecomité en advies van de marktautoriteit de procedures goedkeuren, die in uitvoering van de marktbepalingen werden vastgesteld en betrekking hebben op de organisatie, de werking en het toezicht, de orde op de markt.~~

Afdeling III – Het directiecomité

Art. 14bis.

~~§ 1. Het directiecomité voert het algemeen beleid en de strategie uit, uitgestippeld door de raad van bestuur en oefent in het kader van dat mandaat het dagelijks bestuur uit van de effectenbeurs-vennootschap, met uitzondering van de opdrachten van de marktautoriteit en de tuchtcommissie van de markt. Het fungeert collegiaal.~~

~~§ 2. De voorzitter en de leden van het directiecomité wonen de vergaderingen van de raad van bestuur bij met raadgevende stem.~~

Afdeling IV. De Marktautoriteit

Art. 15

~~§ 1. In de effectenbeursvennootschap wordt een marktautoriteit opgericht. Zij telt ten minste~~

~~vier leden. Zij worden voor zes jaar benoemd door de minister van Financiën, op voordracht van de raad van bestuur van een dubbelat voor elke te begeben post. Om de drie jaar treedt de helft van de leden af. Deze eerste aftredingen worden bij loting geregeld. Geen lid van de marktautoriteit, met uitzondering van haar voorzitter, is lid van het directiecomité. De voorzitter van het directiecomité mag geen lid zijn van de marktautoriteit. Ten minste één lid dient personeelslid te zijn van de beurs. In geval van staking der stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend. Hun mandaat kan onder dezelfde voorwaarden worden verlengd. Zij oefenen een voltijdse functie uit. Hun bezoldiging wordt vastgesteld overeenkomstig de marktregels.~~

~~De leden van het comité vormen een college.~~

~~Onverminderd artikel 5 kan de minister van Financiën :~~

~~1° de marktautoriteit in zijn geheel ontslaan, op advies van de raad van bestuur;~~

~~2° één of meer leden van de marktautoriteit ontslaan, als de raad van bestuur heeft vastgesteld dat de marktautoriteit niet langer in staat is collegiaal te beslissen en hem het ontslag van deze leden heeft voorgesteld;~~

~~3° elk lid van de marktautoriteit ontslaan wegens onwaardig gedrag of ernstige tekortkoming bij de uitoefening van zijn functie.~~

~~De raad van bestuur geeft het advies beoogd in het derde lid, 1°, en neemt de beslissing beoogd in het derde lid, 2°, van dit artikel, bij meerderheid van drie vierde van zijn aanwezige of vertegenwoordigde leden.~~

~~§ 2. Na advies van de Commissie voor het Bank en Financiewezen en met goedkeuring van de minister van Financiën stelt de marktautoriteit een organiek reglement op. Dit laatste wordt bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad.~~

~~§ 3. De voorzitter en de ondervoorzitter van de marktautoriteit worden door de Koning benoemd onder de leden, op voorstel van de raad van bestuur, bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.~~

~~§ 4. De voorzitter van de marktautoriteit die deze vertegenwoordigt, woont, voor de materies die onder zijn bevoegdheid vallen, de vergaderingen van de raad van bestuur bij met raadgevende stem.~~

Art. 16

~~De marktautoriteit treedt op als onafhankelijke autoriteit voor de uitvoering van de in deze afdeling bedoelde opdrachten en van de opdrachten die dat comité door of krachtens deze wet of haar uitvoeringsbesluiten zijn toegewezen.~~

~~De leden van de marktautoriteit fungeren volledig onafhankelijk ten aanzien van alle vennootschapsorganen en van elke derde, onverminderd de bevoegdheden van de raad van bestuur. Zij mogen voor hun handelingen geen instructie noch verbod aanvaarden. Zij mogen noch tegelijkertijd, noch tijdens de vierentwintig maanden die volgen op hun ontslag, hun afzetting of het einde van hun mandaat, een mandaat of een betrekking vervullen bij een in artikel 2, §§ 1 en 2, bedoelde bemiddelaar, een lid van een gereguleerde markt, met uitzondering van de Nationale Bank van België, de Europese Centrale Bank of bij een vennootschap waarvan de financiële instrumenten zijn opgenomen in een door de beurs georganiseerde gereguleerde markt. Zij mogen de titel van effectenmakelaar niet voeren.~~

~~De leden van de marktautoriteit zijn, wat de vertrouwelijke informatie betreft waarvan zij kennis hebben gekregen in het kader van hun opdracht als marktautoriteit, verplicht tot geheimhouding, zoals voorgeschreven door artikel 12, op de hierin vastgestelde uitzonderingen na. Zelfs ten aanzien van de~~

~~andere vennootschapsorganen zijn zij tot geheimhouding verplicht, behalve in de wettelijk vastgestelde uitzonderingsgevallen. In het geval bedoeld in artikel 6, § 2, brengt het directiecomité bij de regeringscommissaris op algemene wijze verslag uit over zijn werkzaamheden.~~

Art. 17

~~De marktautoriteit heeft de volgende opdrachten:~~

~~1° binnen een termijn van twee maanden uitspraak doen over de opneming van de financiële instrumenten in de notering van de markten die door de effectenbeursvennootschap zijn ingericht en overgaan tot schrapping van de financiële instrumenten waarvoor de voorwaarden voor een regelmatig werkende markt of voor hun behoud in de notering niet meer zijn vervuld;~~

~~2° beslissen tot tijdelijke schorsing van transacties in een of meer welbepaalde financiële instrumenten dan wel in alle in de notering opgenomen financiële instrumenten;~~

~~3° binnen een termijn van twee maanden na indiening van een volledig dossier en overeenkomstig de bepalingen van de marktregels, uitspraak doen over elke aanvraag om toelating als lid tot één of meer markten; is er binnen deze termijn geen beslissing, dan komt dit neer op een toelating;~~

~~4° de toelating tot één of meer markten schorsen of herroepen van de leden van de effectenbeurs die niet langer over de vereiste vergunning beschikken;~~

~~5° samenwerken met de raad van bestuur aan de uitwerking van de marktregels voor de materies die tot haar bevoegdheid behoren;~~

~~6° opheffen art 15 c)/wet 12 aug 2000~~

~~7° haar advies verlenen over de procedures voor de materies die tot haar bevoegdheid behoren en op alle materies die tot haar~~

~~bevoegdheid behoren, waarover het advies van de beurs wordt verzocht;~~

~~8° in de gevallen bepaald door de marktregels, een standaard informatienota opstellen. Deze nota en haar bijwerkingen worden na advies van de raad van bestuur, goedgekeurd door de Commissie voor het Bank- en Financiewezen.~~

~~Art. 18 (opgeheven art18/wet 10 maart '99)~~

~~Art. 19~~

~~De marktautoriteit verzekert de transparantie, integriteit en de veiligheid van de door de effectenbeurs georganiseerde markten. Daartoe ziet de marktautoriteit toe op de naleving van de wetten en reglementen voor transacties op die markten, op de wijze van uitvoering en afwikkeling van die transacties, op de goede werking van die markten en op de naleving van de verplichtingen en verbodsbepalingen waarvan de controle hem bij wet is opgedragen. De marktautoriteit ziet in het bijzonder toe op de naleving van de marktregels.~~

Het marktautoriteit waakt :

~~1° wat betreft de bemiddelaars die rechtstreeks en onrechtstreeks optreden op de beursmarkten, inzonderheid over :~~

~~a) de naleving van de bepalingen van artikel 36 tot en met 40;~~

~~b) de naleving van de marktregels, de in uitvoering ervan bepaalde procedures en de beslissingen genomen met toepassing van deze regels en procedures;~~

~~c) de naleving van de toepassing van de regels inzake de verrekening en de afwikkeling van de verrichtingen;~~

~~d) de naleving van de verbodsbepalingen van artikel 148, §§ 1 en 2;~~

~~2° wat de emittenten van effecten betreft en met het oog op de gelijkheid van behandeling~~

~~van de aandeelhouders, inzonderheid over de naleving van de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake de occasionele informatie;~~

~~3° de naleving van de bepalingen van boek V van de wet van 4 december 1990.~~

Art. 20

~~§ 1. Ten aanzien van de personen bedoeld in artikel 19 beschikt de marktautoriteit over de ruimste toezichts- en onderzoeksbevoegdheden om zijn opdrachten zoals vastgesteld in de artikelen 16 tot 19 goed te kunnen volbrengen. De marktautoriteit kan bij die personen alle daartoe dienstige informatie verkrijgen. Zij wint alle nodige informatie in bij buitenlandse en nationale marktautoriteiten.~~

~~Daartoe kan de marktautoriteit ter plaatse inspecties verrichten en ter plaatse kennis nemen en een kopie maken van elk gegeven om na te gaan of de wettelijke en reglementaire bepalingen waarop marktautoriteit moet toezien, zijn nageleefd en of de hem overgemaakte inlichtingen juist en waarheidsgetrouw zijn.~~

~~Indien er aanwijzingen bestaan van een inbreuk bedoeld in artikel 148, §§ 1 en 2, van deze wet, alsook om toezicht te houden op de toepassing van het boek V van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten, kan de marktautoriteit van de bemiddelaars bedoeld in artikel 2 van deze wet en van hun opdrachtgevers en van de vennootschappen waarvan de financiële instrumenten worden verhandeld op een door de beurs georganiseerde markt eisen dat zij haar elke inlichting verstrekken die zij noodzakelijk acht voor de uitvoering van haar opdracht. De personen die achtereenvolgens optreden bij het geven van opdrachten of bij de uitvoering van de verrichtingen in kwestie en hun opdrachtgevers zijn aan eenzelfde verplichting gehouden. De mededeling van de documenten en stukken geschiedt ter plaatse.~~

~~De bemiddelaars dienen de persoon, op wiens~~

~~verzoek of voor wiens rekening zij optreden, vooraf in kennis te stellen dat hun optreden afhankelijk is van de toestemming om de identiteit van de eindbegunstigde aan de transactie kenbaar te maken aan de marktautoriteit.~~

~~Indien de voorschriften van het vorige lid niet worden nagekomen, mag de bemiddelaar de verrichting niet uitvoeren.~~

~~§ 2. De marktautoriteit kan aan om het even wie bevelen dat een einde wordt gemaakt aan de praktijken die van aard zijn:~~

~~1° de werking van de markten te vervalsen;~~

~~2° de betrokkenen een ongerechtvaardigd voordeel te verschaffen dat zij niet zouden hebben verkregen in het normale kader van de markt;~~

~~3° de gelijkheid van behandeling en van informatie van de aandeelhouders en beleggers in het gedrang te brengen;~~

~~4° emittenten of beleggers voordeel te laten halen uit manipulaties van de leden van de effectenbeurs die indruisen tegen hun beroepsverplichtingen.~~

~~§ 3. De marktautoriteit kan bepaalde bevoegdheden aan een van haar leden delegeren en voor het vervullen van haar opdrachten, door hen bijzonder te dien einde te delegeren, beroep doen op personeelsleden van de effectenbeursvennootschap, alsook op de overheden belast met het toezicht op de kredietinstellingen en de beleggingsondernemingen en de andere overheden belast met het toezicht op de financiële markten, alsook op de overheden die hierop toezicht houden. Het organieke reglement bepaalt de modaliteiten van deze delegatie.~~

~~§ 4. De marktautoriteit maakt alle gevallen waarin het ernstige aanwijzingen vindt van een schending van de bepalingen op de naleving waarvan zij moet toezien krachtens~~

~~artikel 19, aanhangig bij de tuchtecommissie van de markt.~~

~~Afdeling IVbis. — Tuchtecommissie van de markt~~

~~Art. 20bis:~~

~~In de schoot van een effectenbeursvennootschap wordt een onafhankelijk orgaan ingericht, tuchtecommissie van de markt genaamd.~~

~~De tuchtecommissie van de markt bestaat uit een voorzitter en minstens vier effectieve leden, evenals uit een plaatsvervangend voorzitter en minstens vier plaatsvervangende leden. De voorzitter en de plaatsvervangende voorzitter worden benoemd en ontslagen door de Minister van Financiën en de Minister van Justitie. Zij worden gekozen onder de effectieve of plaatsvervangende magistraten. De andere effectieve en plaatsvervangende leden worden, op gezamenlijk advies van de raad van bestuur en de marktautoriteit, benoemd en ontslagen door de Minister van Financiën. Zij worden gekozen onder personaliteiten waarvan de eerbaarheid en bekwaamheid inzake financiële markten erkend zijn.~~

~~De looptijd van het mandaat van de voorzitter en de effectieve leden bedraagt zes jaar.~~

~~De voorzitter van de tuchtecommissie van de markt neemt, voor de materies waarvoor hij bevoegd is, met raadgevende stem deel aan de vergaderingen van de raad van bestuur.~~

~~Het tweede en derde lid van artikel 16 zijn van toepassing op de effectieve leden van de tuchtecommissie van de markt.~~

~~De Minister van Financiën kan de leden van de tuchtecommissie van de markt ontslaan wegens onwaardig gedrag of ernstige tekortkoming in de uitoefening van hun functie.~~

~~Art. 20ter. § 1. De tuchtecommissie van de~~

~~markt heeft als opdracht de schending van de bepalingen vermeld onder artikelen 19 en 20, § 2, en begaan door de personen bedoeld in deze bepalingen te bestraffen.~~

~~§ 2. In alle gevallen waarin zij het bestaan van ernstige aanwijzingen van inbreuken op artikel 148 van deze wet of op de bepalingen van boek V van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten vaststelt, maakt de tuchto commissie van de markt alle informatie die zij bezit over aan de gerechtelijke autoriteiten.~~

~~Art. 20quater. De tuchto commissie van de markt oefent haar bevoegdheden uit ambtshalve, of na aanhangigmaking door de marktautoriteit of na klacht van iedere belanghebbende, de Commissie voor het Bank en Financiewezen of een buitenlandse prudentiële toezichthouder of marktautoriteit.~~

~~Art. 20quinquies. De tuchto commissie van de markt duidt in haar schoot maximum twee verslaggevers aan, die niet kunnen deelnemen aan de beraadslagingen van de commissie inzake de toepassing van eventuele sancties. Wanneer voor het onderzoek van een zaak meerdere verslaggevers worden aangeduid, handelen zij op collegiale wijze.~~

~~De verslaggevers stellen een vooronderzoek in en maken hun bevindingen over aan de tuchto commissie van de markt.~~

~~Zij kunnen aan de commissie voorstellen een dading aan te gaan. De opbrengsten van de dading worden geïnd ten voordele van de Schatkist overeenkomstig artikel 20septies, § 2.~~

~~Indien de commissie tot de vaststelling komt dat er geen inbreuken zijn, seponeert zij het dossier~~

~~Art. 20sexies. Teneinde hun onderzoek te kunnen uitvoeren, beschikken de verslaggevers over de bevoegdheden~~

~~toegekend aan de marktautoriteit overeenkomstig artikel 20, § 1. Zij kunnen elke persoon wiens getuigenis kan bijdragen tot het ontdekken van de waarheid bij zich roepen en ondervragen.~~

~~De verslaggevers kunnen de marktautoriteit of de diensten die onder zijn gezag staan gelasten met de uitoefening van de in het voorgaande lid vermelde onderzoeksbevoegdheden.~~

~~De verslaggevers kunnen zich laten bijstaan door elke persoon naar hun keuze die optreedt als deskundige. De bepalingen van artikel 12 zijn op hem van toepassing.~~

~~Art. 20septies. § 1. Zonder afbreuk te doen aan eventuele strafrechtelijke vervolgingen, kan de tuchtkommissie van de markt, in het kader van haar in artikel 20ter, § 1, beoogde opdracht, al naargelang het geval, waarschuwen, een berisping uitspreken en/of een eenmalige boete of boete per kalenderdag opleggen. Zij kan tevens ten aanzien van de leden een schorsingsmaatregel op één of meerdere markten uitspreken voor een periode van maximum zes maanden of hen uitsluiten van één of meerdere markten.~~

~~Wanneer zij een boete per kalenderdag oplegt, mag deze niet lager zijn dan 250 EUR en niet hoger dan 250.000 EUR. In totaal mogen de boeten opgelegd voor hetzelfde feit of geheel van feiten niet hoger zijn dan 1.250.000 EUR. In afwijking van wat voorafgaat, mag de boete bovendien niet lager zijn dan het bedrag van dit vermogensvoordeel, noch hoger dan het dubbele van dit bedrag of, in geval van recidive, het driedubbele van dit bedrag wanneer de inbreuk aan de overtreder een vermogensvoordeel heeft verschaft.~~

~~§ 1bis. 1° In afwijking van § 1, eerste lid, maar onverminderd de bevoegdheid van de tuchtkommissie van de markt bedoeld in artikel 20bis om een waarschuwing, een schrapping of een uitsluiting uit te spreken~~

~~overeenkomstig voormelde § 1, eerste lid, worden de inbreuken op de bepalingen bedoeld in artikel 19, tweede lid, 1°, d) en 3°, ofwel strafrechtelijk vervolgd ofwel wordt een administratieve geldboete opgelegd. Het openbaar ministerie beslist of het, de ernst van de feiten in acht genomen, al dan niet strafrechtelijk vervolgt. Dergelijke vervolgingen sluiten administratieve geldboeten uit, ook wanneer de vervolging tot vrijspraak leidt.~~

~~Het openbaar ministerie beschikt over een termijn van zes maanden vanaf de ontvangst, overeenkomstig artikel 20ter, § 2, van de informatie van de tuchtkommissie van de markt bedoeld in artikel 20bis om voornoemde commissie in kennis te stellen van zijn beslissing omtrent het al dan niet instellen van strafvervolgning.~~

~~2° In het geval het openbaar ministerie van strafvervolgning afziet of verzuimt binnen de in het 1°, tweede lid, gestelde termijn van zijn beslissing kennis te geven, beslist de tuchtkommissie van de markt of de marktautoriteit, na de overtreder de mogelijkheid geboden te hebben zijn verweermiddelen naar voren te brengen, of wegens de inbreuk een administratieve geldboete moet worden opgelegd.~~

~~§ 2. De boeten worden ten voordele van de Schatkist geïnd door de Administratie van het Kadaster, de Registratie en de Domeinen.~~

~~§ 3. Indien de tuchtkommissie van de markt een schorsing of een uitsluiting oplegt, licht zij het directiecomité hierover in, dat alle nuttige maatregelen neemt om de vereffening van de lopende transacties te verzekeren. Het directiecomité kan met name een voorlopige beheerder aanstellen die de vereffening van deze transacties verzekert.~~

~~§ 4. Alle strafmaatregelen worden meegedeeld aan de klagende partij, aan de Commissie voor het Bank- en Financiewezen in voorkomend geval, aan de~~

~~regeringscommissaris — en — aan — het
directiecomité.~~

~~§ 5. Elke beslissing wordt meegedeeld aan de
marktautoriteit.~~

~~**Art. 20octies.** Onverminderd artikel 12, kan
de tuchtcommissie van de markt voor de
noden van haar verhoren en onderzoeken de
medewerking vragen van alle nationale of
buitenlandse autoriteiten met gelijkaardige of
aanvullende bevoegdheden.~~

Art. 21

~~De tuchtcommissie van de markt en de
marktautoriteit stellen binnen de perken van de
middelen aan hen toegekend krachtens artikel
29, § 3, alle handelingen noodzakelijk of nuttig
voor de uitvoering van hun respectievelijke
opdracht en verbinden te dien einde de
effectenbeursvennootschap.~~

~~De tuchtcommissie van de markt en de
marktautoriteit publiceren jaarlijks een
afzonderlijk verslag over hun werkzaamheden.~~

Art. 21bis

~~De effectenbeursvennootschap kan door
tussienkomst van de marktautoriteit of door
tussienkomst van de tuchtcommissie van de
markt overeenkomsten afsluiten om de
samenwerking van deze organen met
nationale en buitenlandse autoriteiten met
gelijkaardige of aanvullende bevoegdheden te
regelen.~~

Afdeling IVter. — Bijzondere bevoegdheden van de Minister van Financiën.

Art. 22.

~~In afwijking van artikel 17, stelt de minister
van Financiën, na advies van de
effectenbeursvennootschappen, de regels vast
voor de opneming in de notering, de wijze van
notering, het toezicht op de notering, de
schorsing en de schrapping uit de notering, het
makelaarsloon alsook de wijze waarop
transacties worden verwezenlijkt, wanneer de
transacties betrekking hebben op:~~

~~1° financiële instrumenten uitgegeven of
gewaARBorgd door de Belgische Staat, met
uitsluiting van de financiële instrumenten die
zijn uitgegeven door de openbare
kredietinstellingen;~~

~~2° financiële instrumenten uitgegeven of ge-
waARBorgd door de Gemeenschappen, de
Gewesten, de provincies, de gemeenten, de
agglomeraties of federaties van Belgische
gemeenten, met uitsluiting van de bewijzen van
leningen die zijn uitgegeven door de openbare
kredietinstellingen;~~

~~3° financiële instrumenten uitgegeven door de
Nationale Maatschappij van Belgische
Spoorwegen, de Nationale Maatschappij van
Buurtspoorwegen of de regionale
vervoersmaatschappijen.~~

~~De minister van Financiën kan afwijken van de
bepalingen van dit boek voor transacties die
worden uitgevoerd door de Staat, de
Gemeenschappen, de Gewesten en het
Rentenfonds.~~

Afdeling V - Commissie van Beroep

Art. 23

~~Iedere belanghebbende kan beroep instellen
bij de commissie van beroep tegen de
beslissingen van de marktautoriteit bedoeld in
artikel 17, 1°, 3° en 4°, tegen de beslissingen
van de tuchecommissie van de markt waarbij
een straf wordt opgelegd zoals bepaald in
artikel 20septies en tegen de beslissingen tot
seponering, evenals tegen de beslissingen van
de marktautoriteiten bedoeld in artikel 32, § 1,
1°, 3°, 6° en 6°bis.~~

Art. 24

~~Voor alle effectenbeursvennootschappen en
voor de markten opgericht of ingericht bij
toepassing van de artikelen 30 tot 35 van de
wet wordt een Commissie van Beroep
opgericht met zetel te Brussel, die bestaat uit
een voorzitter en vier gewone leden, en uit een
plaatsvervangende voorzitter en vier~~

~~plaatsvervangende leden. De Koning kan die aantallen wijzigen.~~

~~De voorzitter en de plaatsvervangende voorzitter worden door de minister van Financiën en de minister van Justitie benoemd onder de magistraten in functie, de emeritus magistraten of de eremagistraten. De andere gewone en plaatsvervangende leden worden benoemd door de minister van Financiën.~~

~~Drie gewone leden en drie plaatsvervangende leden worden benoemd onder prominente personen die zich onderscheiden door hun betrouwbaarheid, hun onafhankelijkheid en hun deskundigheid op het gebied van financiële markten.~~

~~De duur van het mandaat van de voorzitter, de gewone leden en de plaatsvervangende leden van de Commissie van beroep wordt door de Koning bepaald.~~

~~Het lid dat is benoemd ter vervanging van een ontslagnemend of overleden lid, voltooit diens mandaat.~~

~~De Commissie van beroep kan pas beraadslagen en beslissen als ten minste drie leden aanwezig zijn, waaronder de voorzitter of zijn plaatsvervanger. De beslissingen worden genomen bij meerderheid van stemmen.~~

~~Strafverzwaring kan evenwel enkel worden uitgesproken bij eenparigheid van stemmen.~~

~~In de gevallen door Hem bepaald, kan de Koning aan de commissie van beroep een specifieke Europese samenstelling geven, aangeduid met de benaming « internationale commissie van beroep ». De benoemingswijze van de leden, alsook hun aantal en de financiering van deze commissie worden door de Koning vastgesteld.~~

Art. 25

~~De Koning stelt de procedure vast die van toepassing is op de beroepen bedoeld in artikel 23, na advies van de~~

~~effectenbeursvennootschap of van de
marktautoriteiten van de andere
gereguleerde markten, die bevoegd zijn
om de beslissing te nemen waartegen het
beroep is gericht, en na advies van de
Commissie voor het Bank en Financiewezen.~~

**Afdeling VI – Erkenningsraad voor
effectenmakelaars en Raad van beroep**

Art. 26

~~Bij elke effectenbeurs wordt een
erkenningsraad voor effectenmakelaars
opgericht. De erkenningsraad verleent de titel
van effectenmakelaar en van honorair
effectenmakelaar aan de personen die erom
verzoeken en voldoen aan de voorwaarden die
hij bepaalt middels goedkeuring door de
Minister van Financiën.~~

~~Om de titel van effectenmakelaar te behouden,
moet de persoon die hem heeft verkregen,
werkzaam blijven bij of voor rekening van een
beleggingsonderneming of in een met de
effectenbeurs handelende operationele dienst
van een kredietinstelling, met dien verstande
dat die beleggingsonderneming of
kredietinstelling lid is van een effectenbeurs.~~

~~De erkenningsraad ontnemt een
effectenmakelaar zijn titel of schorst zijn titel
als de betrokkene niet meer voldoet aan de
voorwaarden bepaald met toepassing van het
eerste lid of deze bepaald in het tweede lid.~~

~~De erkenningsraad ontnemt een honorair
effectenmakelaar zijn titel als de betrokkene
niet meer voldoet aan de voorwaarden met
toepassing van het eerste lid.~~

~~De Koning bepaalt, na advies van de
effectenbeursvennootschappen en van de
Commissie voor het Bank en Financiewezen,
de samenstelling en de werking van de
erkenningsraad, zijn bevoegdheden over de
effectenmakelaars en de mogelijkheden van
beroep tegen zijn beslissingen bij een Raad van
beroep, die Hij opricht en waarvan Hij de
samenstelling en de werking bepaalt.~~

Afdeling VII – Opneming in de notering

Art. 27

~~De notering aan een effectenbeurs is de handeling waarbij de prijs of prijzen worden vastgesteld waartegen de financiële instrumenten werden verhandeld die zijn opgenomen in de markten die door de effectenbeurs zijn georganiseerd.~~

~~De koerslijst wordt openbaar gemaakt door de effectenbeurs overeenkomstig de bepalingen van artikel 3.~~

Art. 28

~~Onverminderd de toepassing van artikel 30, derde lid, kan de marktautoriteit of in bepaalde gevallen door de raad van bestuur, van de effectenbeursvennootschappen een financieel instrument slechts opnemen in de notering op verzoek van de emittent of nadat zijn advies omtrent de opneming in de notering is gevraagd.~~

Art. 29

~~§ 1 opgeheven art 19/wet 12 aug 2000~~

~~§ 2 De koning bepaalt uiterlijk op 31 december 1995 bij besluit genomen na advies van de effectenbeursvennootschappen en van de Commissie voor het Bank en Financiewezen, en in afwijking van de procedure vermeld in koninklijk besluit nr.185 van 9 juli 1935 op de Commissie voor het Bank en Financiewezen, een versnelde en minder kostbare procedure, met inbegrip van de voorwaarden en de nadere regels waaraan moet zijn voldaan, voor de goedkeuring van het prospectus van financiële instrumenten die in de notering van een effectenbeurs worden opgenomen.~~

~~§ 3 De koning stelt de financiering vast van de marktautoriteit, van de tuchtecommissie van de markt en van de commissie van beroep door de leden van de markten en de uitgevende instellingen waarvan de financiële instrumenten op hun aanvraag in de door de~~

~~beurs — georganiseerde — markten — worden opgenomen, voor de uitoefening van hun bevoegdheden bedoeld in de afdelingen IV en IVbis, op voorstel van de betrokken autoriteit en op advies van de raad van bestuur.~~

~~Hoofdstuk III — Andere markten~~

~~Afdeling I — Oprichting~~

~~Art. 30~~

~~Indien een reglementering van deze markten Hem verantwoord lijkt in het belang van de ontwikkeling van België als financieel centrum of voor de bescherming van de personen die toegang hebben of kunnen hebben tot die markten, kan de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit, genomen na advies van de permanente afdeling « Financiële instellingen en markten » van de Hoge Raad van Financiën, van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen en van de bestaande in deze titel bedoelde secundaire markten voor financiële instrumenten, besluiten tot oprichting of organisatie van andere markten voor door Hem te bepalen financiële instrumenten. Voornoemd advies van de afdeling « Financiële instellingen en markten » van de Hoge Raad van Financiën en van de bestaande secundaire markten is slechts vereist over het beginsel van de oprichting of organisatie van een andere markt.~~

~~De Koning kan, na hun advies te hebben ingewonnen, een of meerdere markten opgericht of georganiseerd krachtens dit artikel met elkaar groeperen of de groepering toelaten van een van deze markten met een of meerdere andere gereglementeerde markten naar het recht van een andere lidstaat van de Europese Gemeenschap. In deze gevallen stelt Hij wat de Belgische gereglementeerde markten betreft, en op hun advies, de regels vast voor dergelijke groepering en keurt Hij de benaming van de hieruit ontstane markt goed. Hij kan, op advies van de betrokken markt, een markt die Hij krachtens dit artikel opgericht of georganiseerd heeft, sluiten; in dat geval stelt Hij de regels vast voor de~~

~~sluiting en vereffening.~~

~~Tenzij anders bepaald in het ter uitvoering van het eerste lid genomen besluit kunnen categorieën van financiële instrumenten die op een effectenbeurs of op een krachtens dit hoofdstuk georganiseerde markt worden verhandeld, slechts met het akkoord van de instelling die belast is met het bestuur van die markt op een andere in deze titel bedoelde secundaire markt worden verhandeld. Dit lid doet geen afbreuk aan de verhandeling van categorieën van financiële instrumenten die bij de inwerkingtreding van deze bepaling op verschillende markten worden verhandeld en evenmin aan de verhandeling van financiële instrumenten op verschillende effectenbeurzen.~~

Art. 31

~~De Koning richt zo nodig de instellingen op die belast zijn met het bestuur van de in artikel 30 bedoelde markten. Deze instellingen zijn publiekrechtelijke rechtspersonen. De Koning regelt, na advies van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen, de organisatie, de werking en het toezicht van deze instellingen. Hij bepaalt de bevoegdheden van hun organen.~~

~~De Koning kan eveneens bestaande instellingen erkennen die het bestuur van de in artikel 30 bedoelde markten waarnemen en hun organisatie, werking en toezicht regelen. Die instellingen zijn al dan niet publiekrechtelijke rechtspersonen.~~

~~De marktautoriteiten hebben op hun gereguleerde markten en tegenover dezelfde personen dezelfde bevoegdheden als die welke zijn vermeld in de artikelen 19 tot 20octies van de wet voor de marktautoriteit en de tuchecommissie van de markt van de effectenbeursvennootschap. Onverminderd de bepalingen van artikel 2ter van de besluitwet van 18 mei 1945 houdende oprichting van een rentefonds, zijn de artikelen 16, tweede en derde lid, en 20bis, vijfde lid, desgevallend op hen van toepassing.~~

~~De marktautoriteiten kunnen protocollen~~

~~afsluiten om hun onderlinge samenwerking te regelen, welke protocollen ter goedkeuring van de Minister van Financiën worden voorgelegd.~~

~~De Koning kan, na advies van de Commissie voor het Bank en Financiewezen en van de effectenbeurzen, het bestuur van bepaalde van de in artikel 30 bedoelde markten, opdragen aan één of meer in boek I, titel I bedoelde effectenbeursvennootschappen. In dat geval stelt Hij de bijzondere regels vast die, inzonderheid voor de organisatie, het bestuur, de boekhouding en het toezicht, van toepassing zijn op de werkzaamheden van de effectenbeursvennootschappen ten aanzien van deze markten.~~

~~De Koning kan ten aanzien van de instellingen die belast zijn met het bestuur van de in artikel 30 bedoelde markten, vaststellen welke hun bijdrage is in de werkingskosten van de overheden die toezicht houden op deze instellingen zodra zij aan het toezicht van deze overheden zijn onderworpen.~~

Afdeling II – Werking

Art. 32

~~§ 1. De Koning stelt zo nodig, na advies van de Commissie voor het Bank en Financiewezen en van de eventueel overeenkomstig artikel 31 opgerichte of erkende instellingen, het reglement vast voor de in artikel 30 bedoelde markten. Hij heeft inzonderheid de bevoegdheid om, zo nodig, de volgende regelingen te treffen:~~

~~1° de opneming in de markt van financiële instrumenten en hun schrapping;~~

~~2° de tijdelijke schorsing van transacties in één of meer financiële instrumenten of in een hele markt;~~

~~3° de toelating, schorsing en schrapping van erkende beroepsbemiddelaars;~~

~~4° de organisatie, de werking, het toezicht en~~

~~de orde op de markt, inzonderheid met betrekking tot de verhandelingsregels, de regels inzake makelaarslonen, de informatieverstrekking aan het publiek omtrent de overeengekomen transacties en de materiële veiligheid bij het sluiten en afwickelen van de transacties;~~

~~5° het toezicht op de naleving, door de tot de markten toegelaten bemiddelaars, van hun verplichtingen met betrekking tot de in het 4° bedoelde aangelegenheden en van de bepalingen van de artikelen 36 tot 39;~~

~~6° het opleggen van administratieve geldboetes, door de door Hem bepaalde organen van de in artikel 31 bedoelde instellingen, aan de erkende beroepsbemiddelaars die op de markt de in het 5° vermelde bepalingen niet naleven, na die bemiddelaars te hebben gehoord of ten minste volgens de regels te hebben opgeroepen; per kalenderdag mag de geldboete niet minder dan 250 EUR en niet meer dan 25.000 EUR bedragen, en in totaal mag zij niet meer dan 1.250.000 EUR bedragen, voor hetzelfde feit of geheel van feiten; in afwijking van wat voorafgaat, wanneer de inbreuk aan de overtreder een vermogensvoordeel heeft verschaft, mag de boete bovendien niet lager zijn dan het bedrag van dit vermogensvoordeel, noch hoger dan het dubbele van dit bedrag of, in geval van recidive, het driedubbele van dit bedrag, de Koning kan het bedrag van de geldboetes nader bepalen naargelang van de aard van de overtreding; de geldboete wordt geïnd ten gunste van de Schatkist door het Bestuur van de BTW, Registratie en Domeinen;~~

~~6°bis het opleggen van administratieve geldboetes overeenkomstig 6° van deze paragraaf door de door Hem bepaalde organen van de in artikel 31 bedoelde instellingen, aan de vennootschappen die toegelaten zijn tot de krachtens artikel 30 gereguleerde markten en die de verplichtingen niet naleven die hen zijn opgelegd door de wet, de Koning of de reglementen van deze markten;~~

~~7° de rol van de in artikel 31 bedoelde instellingen in conflicten tussen toegelaten beroepsbemiddelaars over verrichtingen op de markt;~~

~~8° de bijdrage van de toegelaten beroepsbemiddelaars tot de werkingskosten van de markten, en~~

~~— de vergoeding bestemd voor de financiering van de marktautoriteiten bedoeld in artikel 31, tweede lid, voor de uitvoering van de controleopdrachten bedoeld in deze bepaling.~~

~~§ 1bis. De Koning stelt na advies van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen en van de eventueel overeenkomstig artikel 31 opgerichte of erkende instellingen, en in afwijking van de procedure vermeld in het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime van titels en effecten, een versnelde en minder dure procedure vast, met inbegrip van de voorwaarden en nadere regels, voor de goedkeuring van het prospectus van financiële instrumenten die in de notering van een markt in de zin van artikel 30 worden opgenomen.~~

~~§ 2. De Koning kan de door Hem te bepalen organen van de in artikel 31 bedoelde instellingen machtigen om, met goedkeuring van de minister van Financiën, de regels vast te stellen voor de organisatie, de werking, het toezicht en de orde op de markten; dit reglement wordt in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt.~~

Art. 33

~~Onverminderd de bepalingen van titel II bepaalt de Koning, na advies van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen en van de eventueel overeenkomstig artikel 31 opgerichte of erkende instellingen, welke verplichtingen en verbodsbepalingen van toepassing zijn op de in dit hoofdstuk bedoelde markten en op de tot die markten toegelaten beroepsbemiddelaars.~~

Afdeling III — Erkende bemiddelaars

Art. 34

~~De Koning bepaalt, na advies van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen en van de eventueel overeenkomstig artikel 31 opgerichte of erkende instellingen, de regels, procedures en mogelijkheden van beroep inzake erkenning en intrekking van erkenning van de beroepsbemiddelaars die gemachtigd zijn om op te treden op de markten bedoeld in dit hoofdstuk, alsook van hun actieve bestuurders~~

Art. 35

~~Onverminderd de bepalingen van titel II stelt de Koning de verplichtingen en verbodsbepalingen vast die gelden voor de in artikel 34 bedoelde bemiddelaars met het oog op de bescherming van het spaarwezen.~~

~~Hij regelt het prudentieel toezicht op deze bemiddelaars.~~

TITEL II — TRANSACTIES IN
FINANCIËLE INSTRUMENTEN

Art. 36

~~§ 1. De in de artikelen 2, § 1, en 34 bedoelde bemiddelaars dienen bij transacties in financiële instrumenten:~~

~~1° zich op een loyale en billijke wijze in te zetten om de integriteit en eerlijke praktijken op de markt optimaal te bevorderen;~~

~~2° zich optimaal in te zetten voor de belangen van hun cliënten met de nodige bekwaamheid, zorgvuldigheid en toewijding, rekening houdend met de mate van professionele kennis van die cliënten;~~

~~3° zich te voegen naar alle gedragscodes en voor hun werkzaamheden geldende voorschriften betreffende transacties in financiële instrumenten, met het oog op een optimale behartiging van de belangen van hun cliënten en de integriteit van de markt;~~

~~4° van de cliënten die zij adviseren op~~

~~passende wijze alle dienstige informatie in te winnen betreffende de financiële positie van hun cliënten, hun ervaring met beleggingen en hun beleggingsobjectieven die redelijkerwijze relevant zijn om hun verplichtingen ten aanzien van hun cliënten in verband met de gevraagde diensten optimaal te behartigen;~~

~~5° redelijke stappen te ondernemen om binnen een redelijke termijn de cliënt die zij adviseren, in een voor de cliënt verstaanbare taal, alle informatie te bezorgen die hem toelaten een welafgewogen en een met kennis van zaken beslissing te nemen. Zij dienen op louter verzoek bereid te zijn om aan de cliënt op een volledige en eerlijke wijze verslag uit te brengen van de verbintenissen die zij hebben ten aanzien van de cliënt. Zij mogen geen enkele maatregel voorstellen of aanmoedigen die hun cliënt ertoe zou aanzetten zijn wettelijke verplichtingen, met inbegrip van deze ten aanzien van de Staat, niet na te komen;~~

~~6° elk mogelijk belangenconflict te vermijden, of wanneer dit onvermijdelijk is, dienen zij ervoor zorg te dragen dat hun cliënten op billijke en gelijke wijze worden behandeld, en, in voorkomend geval, andere maatregelen op te volgen zoals rapportering, interne regels inzake vertrouwelijkheid na te leven of te weigeren op te treden. Zij mogen niet op een onfaire wijze hun eigen belangen plaatsen boven de belangen van hun cliënten, en wanneer een goed geïnformeerde cliënt redelijkerwijze mag verwachten dat de in artikelen 2, § 1, en 34 bedoelde bemiddelaars de belangen van hun cliënt zouden plaatsen boven hun eigen belangen, dienen zij de verwachting van hun cliënt na te komen;~~

~~7° te beschikken over een doeltreffend gebruik maken van middelen en procedures die nodig zijn voor een deugdelijke bedrijfsuitoefening;~~

~~§ 2. Onverminderd artikel 10, § 1, 3°, zullen de marktautoriteiten, met het oog op het toezicht en de naleving van de gedragsregels, deze opnemen en verder uitwerken in hun~~

~~marktreglement, na advies van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen en met goedkeuring van de minister van Financiën.~~

~~§ 3. Onverminderd de toepassing van de andere bepaling van dit boek, wordt voor transacties in financiële instrumenten die in de notering van een effectenbeurs zijn opgenomen, of op een andere gereglementeerde markt worden verhandeld, vermoed dat de bemiddelaar de verplichtingen onder § 1, 2°, is nagekomen, wanneer hij de transactie op een gereglementeerde markt heeft uitgevoerd overeenkomstig de op deze markt geldende regels, tenzij hij van zijn cliënt andere instructies heeft gekregen.~~

Art. 37

~~De in de artikelen 2, § 1, en 34 bedoelde bemiddelaars moeten de transacties die hun zijn opgedragen door beleggers die in België hun gewone verblijfplaats hebben of er zijn gevestigd, uitvoeren op een gereglementeerde markt wanneer die transacties betrekking hebben op financiële instrumenten die in de notering van een effectenbeurs zijn opgenomen of op een andere Belgische gereglementeerde markt worden verhandeld.~~

~~Met de uitdrukkelijke machtiging van de belegger mogen zij de in het eerste lid bedoelde transacties evenwel buiten een gereglementeerde markt uitvoeren.~~

~~De Koning bepaalt, na advies van het bevoegde orgaan van de betrokken gereglementeerde markt en van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen, de regels voor deze machtiging, rekening houdend met de uiteenlopende beschermingsbehoeften van de beleggers, en inzonderheid met het vermogen van de professionele en institutionele beleggers om hun belangen optimaal te behartigen, zonder evenwel de vlote uitvoering van de opdrachten van de beleggers in het gedrang te brengen. De Koning kan andere voorwaarden opleggen voor de uitvoering van de voornoemde transacties buiten een gereglementeerde markt.~~

~~Wanneer een transactie niet is uitgevoerd op een in het eerste lid bedoelde markt, alhoewel dit had dienen te geschieden, kan de cliënt, niettegenstaande elke andersluidende overeenkomst, de uitgevoerde transactie weigeren en van de bemiddelaar, zonder vergoeding, verkrijgen dat hem het hele bedrag of elk financieel instrument dat hij hem voor die transactie zou hebben geleverd, wordt teruggegeven. De weigering moet met een ter post aangetekende brief ter kennis worden gebracht van de bemiddelaar binnen de maand na de datum waarop de kennisgeving aan de cliënt is gezonden, of, zo niet, binnen de maand waarop dit had dienen te geschieden.~~

Art. 38

~~De in de artikelen 2, § 1 en 34 bedoelde bemiddelaars in financiële instrumenten kunnen slechts via de gereguleerde markt als tegenpartij van hun cliënten optreden voor transacties op een gereguleerde markt, en voor transacties buiten die markt slechts na voorafgaande mededeling aan deze cliënten.~~

~~Compensatie tussen orders in financiële instrumenten verhandeld op een Belgische gereguleerde markt is verboden. De Koning kan afwijken van deze bepaling voor orders in financiële instrumenten verhandeld op een door Hem bepaalde gereguleerde markt.~~

~~Telkens als een transactie in financiële instrumenten wordt uitgevoerd, moeten de in de artikelen 2, § 1, en 34 bedoelde bemiddelaars dit, samen met de identiteit van de cliënt en de voorwaarden van de transactie, vermelden op een borderel, dat zij aan de cliënt bezorgen, uiterlijk de volgende werkdag in de bank- of beurssector naargelang van het geval of, voor transacties in het buitenland, uiterlijk de werkdag in de bank- of beurssector naargelang van het geval, nadat de bemiddelaars de bevestiging van de uitvoering van de transactie hebben ontvangen.~~

~~De in artikel 2, § 1, bedoelde bemiddelaars in financiële instrumenten moeten de transacties~~

~~in vervangbare financiële instrumenten die in de notering van een effectenbeurs zijn opgenomen, onderling langs girale weg vereffenen. De Koning kan deze verplichting, voor de door Hem te bepalen bemiddelaars, uitbreiden tot andere instrumenten.~~

Art. 39

~~De Koning bepaalt, na advies van het bevoegde orgaan van de betrokken markt en van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen, in welke gevallen, op welke wijze en aan welke overheden de door Hem bepaalde bemiddelaars kennis geven van de al dan niet op de markt verrichte transacties in financiële instrumenten die op een in deze titel bedoelde secundaire markt worden verhandeld. Hij bepaalt de voornoemde regels ter uitvoering van artikel 20 van de Richtlijn 93/22/EEG van de Raad voor de financiële instrumenten die in de notering van een effectenbeurs zijn opgenomen of die op een andere gereguleerde markt worden verhandeld.~~

Art. 40

~~De minister van Financiën kan, na advies van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen en van het bevoegde orgaan van de betrokken gereguleerde markt, het makelaarsloon voor transacties in financiële instrumenten vaststellen.~~

Art. 41

~~§ 1. De in de artikelen 2, § 1 en 34 bedoelde bemiddelaars zijn bevoorrecht:~~

~~1° op de financiële instrumenten en de gelden die zijn overhandigd door hun cliënten om de dekking te vormen, opgelegd door de wettelijke en reglementaire bepalingen tot regeling van de gereguleerde markten, voor de uitvoering van transacties in financiële instrumenten op een gereguleerde markt;~~

~~2° op de financiële instrumenten en de gelden die zij houden ingevolge de uitvoering van die transacties of ingevolge de hun opgedragen vereffening van transacties in financiële instrumenten of inschrijvingen op financiële~~

instrumenten die door hun cliënten rechtstreeks zijn verricht.

~~Deze voorrechten waarborgen elke schuldvordering van de bemiddelaar die bij deze transacties of bij deze vereffeningen is ontstaan op degene voor wiens rekening hij de in het eerste lid bedoelde financiële instrumenten of gelden houdt, met inbegrip van de schuldvorderingen ontstaan uit leningen of voorschotten.~~

~~§ 2. De instellingen die een stelsel voor de verrekening of vereffening van financiële instrumenten beheren, zijn bevoorrecht op alle financiële instrumenten, gelden en andere rechten die zij als eigen tegoed van een deelnemer op een rekening hebben staan.~~

~~Dit voorrecht waarborgt de vorderingen van die instellingen op een deelnemer aan het verrekenings of vereffeningsstelsel die ontstaan zijn naar aanleiding van de verrekening of vereffening van inschrijvingen op financiële instrumenten of van transacties in financiële instrumenten.~~

~~Diezelfde instellingen zijn bovendien bevoorrecht op alle financiële instrumenten, gelden en andere rechten die zij als tegoed van cliënten van een deelnemer op een rekening hebben staan, voor zover die cliënten aan een deelnemer de in artikel 148, § 3, bedoelde toestemming hebben verleend om ze bij de bovenvermelde instellingen op rekening te plaatsen. Dit voorrecht waarborgt uitsluitend de vorderingen van die instellingen op een deelnemer aan een verrekenings of afwikkelingsstelsel die ontstaan zijn naar aanleiding van de verrekening of afwikkeling van inschrijvingen op financiële instrumenten of van transacties in financiële instrumenten uitgevoerd door de deelnemer voor rekening van cliënten.~~

~~§ 3. De onderwerping aan een stelsel van vervangbaarheid van de in § 1 bedoelde financiële instrumenten belet de uitoefening van deze voorrechten niet.~~

~~§ 4. Onverminderd de toepassing van de artikelen 10, 17, 6°, 31 en 32 kan de Koning een vereenvoudigde procedure vaststellen voor de tegeldemaking van de financiële instrumenten en de gelden waarop de in de §§ 1 en 2 vermelde voorrechten slaan.~~

Art. 42

~~Artikel 1965 van het Burgerlijk Wetboek is niet van toepassing op de transacties in financiële instrumenten die op een gereguleerde markt worden verzeijlijkt door bemiddeling van of met als tegenpartij een in de artikelen 2, § 1, en 34 bedoelde bemiddelaar, zelfs indien de transacties worden vereffend door betaling van het prijsverschil.~~

Art. 43

~~De Koning stelt de regels vast voor de toepassing van de bepalingen van deze titel op de in artikelen 2, § 1, en 34 bedoelde bemiddelaars die ressorteren onder het recht van andere Lid Staten van de Europese Gemeenschap, voor de verrichtingen die zij in België al dan niet als lid van de secundaire markten voor financiële instrumenten uitvoeren~~

Ingevolge hoofdstuk VIII van het ontwerp van wet betreffende de financiële markten en tot organisatie van het toezicht op de financiële sector werden volgende wijzigingen en opheffingen aangebracht.

29/05/02

LOI DU 4 DECEMBRE 1990 RELATIVE AUX OPERATIONS FINANCIERES ET AUX MARCHES FINANCIERS	WET VAN 4 DECEMBER 1990 OP DE FINANCIËLE TRANSACTIES EN DE FINANCIËLE MARKTEN
Art. 34. § 1er. (abrogé) Le Roi peut, par arrêté pris après avis de la Commission bancaire et financière :	Art. 34. § 1. (opgeheven) De Koning kan, bij besluit genomen na advies van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen :
1° déterminer les obligations qui incombent aux émetteurs de valeurs mobilières inscrites à la cote, notamment en ce qui concerne le traitement des porteurs et l'information qui doit leur être donnée périodiquement ou en cas de faits ou décisions qui, s'ils étaient rendus publics, seraient de nature à influencer de manière sensible le cours en bourse ;	1° vaststellen welke verplichtingen gelden voor de emittenten van effecten die zijn opgenomen in de notering, inzonderheid voor de behandeling van de houders en de periodieke informatie verstrekking of met betrekking tot feiten of beslissingen die, wanneer zij openbaar zouden worden gemaakt, de beurskoers in ruime mate zouden kunnen beïnvloeden ;
2° charger la Commission bancaire et financière de veiller à l'application des arrêtés pris en vertu du 1°. A cet effet, Il peut notamment déterminer les documents qui devront être transmis à la Commission bancaire et financière et habiliter celle-ci à exiger des émetteurs et des personnes chargées du contrôle de leurs comptes qu'ils lui transmettent les renseignements nécessaires à l'application des arrêtés pris en exécution du 1° et du 2° ainsi qu'à rendre public le fait qu'un émetteur ne respecte pas les obligations qui lui incombent en vertu des arrêtés pris en exécution du 1° et 2° ou de l'article 33, § 1er, 1° ou 2°, ou ne se conforme pas aux avis que la Commission bancaire et financière lui a adressés ;	2° de Commissie voor het Bank- en Financiewezen belasten met het toezicht op de naleving van de krachtens het 1° genomen besluiten. Daartoe kan Hij inzonderheid bepalen welke stukken moeten worden overgelegd aan de Commissie voor het Bank- en Financiewezen en laatstgenoemde machtigen om de emittenten en de personen die belast zijn met de controle van hun rekeningen, te vragen dat zij haar de gegevens zouden bezorgen die noodzakelijk zijn voor de toepassing van de krachtens het 1° en 2° genomen besluiten evenals om het feit bekend te maken dat een emittent de verplichtingen niet naleeft die voor hem gelden op grond van de met toepassing van het 1° en 2° of van artikel 33, § 1, 1° of 2°, genomen besluiten dan wel niet handelt overeenkomstig de kennisgevingen die de Commissie voor het Bank- en Financiewezen tot hem heeft gericht ;
3° habiliter la Commission bancaire et financière à accorder, dans des cas spéciaux, des dérogations aux arrêtés pris en exécution	3° de Commissie voor het Bank- en Financiewezen machtigen om, in bijzondere gevallen, afwijkingen toe te staan van de met

des 1 ^o et 2 ^o .	toepassing van het 1 ^o en 2 ^o genomen besluiten.
§ 2. Le Roi fixe la rémunération due à la Commission bancaire et financière par les émetteurs dont les valeurs mobilières sont inscrites à la cote.	§ 2. De Koning stelt de vergoeding vast die aan de Commissie voor het Bank- en Financiewezen is verschuldigd door de emittenten wier effecten in de notering zijn opgenomen.
Art. 121. § 1^{er}. Les refus d'inscription par la Commission bancaire et financière sont motivés et notifiés aux demandeurs.	Art. 121. § 1. Een weigering van inschrijving door de Commissie voor het Bank- en Financiewezen wordt gemotiveerd en ter kennis gebracht van de verzoekers.
§ 2. Un recours est ouvert contre la décision de la Commission bancaire et financière ou lorsque celle-ci n'a pas statué dans un délai de trois mois à dater de l'introduction d'un dossier complet. Dans ce dernier cas, la demande d'inscription est censée être rejetée.	§ 2. Beroep is mogelijk tegen de beslissing van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen of wanneer zij geen uitspraak heeft gedaan binnen een termijn van drie maanden na indiening van een volledig dossier. In het laatste geval wordt het verzoek om inschrijving geacht te zijn verworpen.
Le recours doit être formé dans les quinze jours de la notification de la décision ou de l'expiration du délai fixé à l'alinéa 1^{er}.	Beroep moet worden ingesteld binnen vijftien dagen na de kennisgeving van de beslissing of na afloop van de in het eerste lid vastgestelde termijn.
Le recours est adressé au ministre des Finances et notifié à la Commission bancaire et financière par lettre recommandée à la poste ou avec accusé de réception. Le ministre des Finances statue sur le recours dans les deux mois. Sa décision est motivée et notifiée dans les huit jours par lettre recommandée à la poste ou avec accusé de réception aux demandeurs et à la Commission bancaire et financière. Si le ministre des Finances n'a pas décidé dans le délai précité, la Commission bancaire et financière procède d'office à l'inscription au plus tard quinze jours après que les demandeurs ont confirmé leur demande auprès de la Commission.	Het beroep wordt gericht aan de Minister van Financiën en ter kennis gebracht van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen bij een ter post aangetekende brief of een brief met ontvangstbewijs. De Minister van Financiën doet binnen twee maanden uitspraak over het beroep. Zijn beslissing wordt gemotiveerd en binnen acht dagen bij een ter post aangetekende brief of een brief met ontvangstbewijs ter kennis gebracht van de verzoekers en van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen. Indien de Minister van Financiën binnen voornoemde termijn geen uitspraak heeft gedaan, verricht de Commissie voor het Bank- en Financiewezen ambtshalve de inschrijving uiterlijk vijftien dagen nadat de verzoekers hun verzoek aan de Commissie hebben bevestigd.
Art. 138. Un organisme de placement relevant du droit d'un autre Etat membre des Communautés européennes, répondant aux conditions énoncées dans la Directive et qui a reçu des autorités compétentes de l'Etat	Art. 138. Een beleggingsinstelling naar het recht van een andere Lid-Staat van de Europese Gemeenschappen, die aan de voorwaarden van de Richtlijn voldoet en die van de bevoegde autoriteiten van de Lid-Staat

membre où il est situé l'autorisation d'exercer ses activités, soumet les documents suivants à la Commission bancaire et financière lorsqu'il se propose de commercialiser ses parts en Belgique :	waar zij zich bevindt de toelating heeft gekregen om haar werkzaamheden uit te oefenen, legt de volgende stukken voor aan de Commissie voor het Bank- en Financiewezen wanneer zij voornemens is haar rechten van deelneming in België te verhandelen :
1° une attestation des autorités compétentes certifiant qu'il remplit les conditions énoncées dans la Directive ;	1° een verklaring van de bevoegde autoriteiten waaruit blijkt dat zij voldoet aan de voorwaarden van de Richtlijn ;
2° le règlement du fonds ou ses documents constitutifs, selon le cas ;	2° naargelang van het geval, haar fondsreglement of statuten ;
3° son prospectus ;	3° haar prospectus ;
4° les cas échéant, le dernier rapport annuel et le rapport semestriel subséquent ;	4° in voorkomend geval haar laatste jaarverslag en haar daaropvolgend halfjaarlijks verslag ;
5° des informations sur les modalités prévues pour la commercialisation de ses parts.	5° gegevens over de wijze waarop zij haar rechten van deelneming wenst te verhandelen.
L'organisme de placement visé à l'alinéa 1er doit désigner un organisme visé à l'article 3, 1° ou 2°, pour assurer les distributions aux participants, la vente ou le rachat des parts ainsi que la diffusion, en français, en néerlandais ou en allemand des informations qui incombent à l'organisme de placement.	De in het eerste lid bedoelde beleggingsinstelling moet een instelling aanwijzen als bedoeld in artikel 3, 1° of 2°, die instaat voor de uitkeringen aan de deelnemers en de verkoop of de inkoop van de rechten van deelneming alsmede voor de verspreiding van de informatie die de beleggingsinstelling moet verstrekken in het Nederlands, in het Frans of in het Duits.
Cet organisme de placement est inscrit deux mois après ladite communication à la liste des organismes de placement et peut, dès ce moment, commencer la commercialisation de ses parts, à moins que la Commission bancaire et financière ne constate, par décision motivée prise avant l'expiration du délai de deux mois, que les modalités prévues pour la commercialisation des parts ne sont pas conformes aux dispositions législatives et réglementaires en la matière.	Deze beleggingsinstelling wordt twee maanden na deze mededeling ingeschreven op de lijst der beleggingsinstellingen en kan vanaf dan haar rechten van deelneming verhandelen, tenzij de Commissie voor het Bank- en Financiewezen vóór het verstrijken van de termijn van twee maanden in een gemotiveerd besluit vaststelt, dat de voorgenomen wijze van verhandeling van de rechten van deelneming niet in overeenstemming is met de wettelijke en reglementaire bepalingen ter zake.
Un recours est ouvert à l'organisme de placement contre cette décision de la Commission bancaire et financière selon les règles prévues à l'article 121, § 2, alinéas 2 et	Tegen deze beslissing van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen kan de beleggingsinstelling beroep instellen volgens de regels van artikel 121, § 2, tweede en derde

3.	lid.
Art. 139. § 1er. La Commission bancaire et financière peut, par décision motivée, prendre des mesures de suspension ou d'interdiction à l'égard d'un organisme de placement visé à l'article 138 qui commercialise ses parts en Belgique, en cas de violation des dispositions légales et réglementaires relatives aux modalités de commercialisation.	Art. 139. § 1. De Commissie voor het Bank- en Financieuzen mag in een gemotiveerd besluit schorsings- en verbodsmaatregelen jegens een in artikel 138 bedoelde beleggingsinstelling nemen die haar rechten van deelneming in België verhandelt wanneer zij de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake de wijze van verhandeling schendt.
§ 2. Un recours est ouvert à l'organisme de placement contre cette décision selon les règles prévues à l'article 134, § 2, alinéas 2 et 3.	§ 2. Tegen deze beslissing kan de beleggingsinstelling beroep instellen volgens de regels van artikel 134, § 2, tweede en derde lid.
Art. 141. § 1er. Le Roi détermine, sans préjudice de l'article 142, les conditions que doivent remplir les organismes de placement de droit étranger qui ne sont pas visés au chapitre Ier du présent titre, en vue de leur inscription et du maintien de celle-ci.	Art. 141. § 1. De Koning bepaalt, onverminderd artikel 142, de voorwaarden waaraan de beleggingsinstellingen naar buitenlands recht die niet onder hoofdstuk I van deze titel vallen, moeten voldoen om te worden ingeschreven en om ingeschreven te blijven.
§ 2. Un refus d'inscription par la Commission bancaire et financière est motivé et notifié aux demandeurs.	§ 2. Een weigering van inschrijving van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen wordt gemotiveerd en ter kennis gebracht van de verzoekers.
Un recours est ouvert à l'organisme de placement contre cette décision selon les règles prévues à l'article 121, § 2, alinéas 2 et 3.	Tegen deze beslissing kan de beleggingsinstelling beroep instellen volgens de regels van artikel 121, § 2, tweede en derde lid.
§ 3. La Commission bancaire et financière peut, par décision motivée, prendre des mesures de suspension ou d'interdiction à l'égard d'un organisme de placement en cas de non-respect des dispositions du présent livre et des arrêtés et règlements pris pour son exécution.	§ 3. De Commissie voor het Bank- en Financieuzen kan bij een gemotiveerd besluit schorsings- of verbodsmaatregelen nemen jegens een beleggingsinstelling in geval van niet-naleving van de bepaling van dit boek of van de met toepassing ervan genomen besluiten en reglementen.
Un recours est ouvert à l'organisme de placement contre cette décision selon les règles prévues à l'article 134, § 2, alinéas 2 et 3.	Tegen deze beslissing kan de beleggingsinstelling beroep instellen volgens de regels van artikel 134, § 2, tweede en derde lid.
Art. 142ter. (abrogé) L'exception prévue à l'article 40, alinéa 1er in fine, de l'arrêté royal	Art. 142ter. (opgeheven) — Wat de gegevens betreft waarover de Commissie voor het

n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs n'est applicable, pour ce qui est des informations détenues par la Commission bancaire et financière dans l'exercice de ses fonctions découlant du présent livre, qu'aux cas de témoignage en justice en matière pénale.	Bank- en Financiewezzen beschikt in het kader van de opdrachten die zij op grond van dit boek uitoefent, geldt de uitzondering van artikel 40, eerste lid in fine, van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten enkel in geval van getuigenis in rechte in strafzaken.
Art. 142quater. (abrogé) L'article 40, alinéa 1er, de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 ne porte pas préjudice :	Art. 142quater. (opgeheven) Artikel 40, eerste lid, van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 doet geen afbreuk aan :
1° à la communication, sous une forme sommaire ou abrégée, d'informations relatives aux organismes de placement ou aux sociétés qui concourent à leur activité, à condition que les éléments individuels relatifs auxdits organismes ou sociétés ne puissent être identifiés;	1° de mededeling, in beknopte of samengevatte vorm van gegevens over beleggingsinstellingen of vennootschappen die bij hun bedrijf betrokken zijn, voorzover de individuele gegevens over die instellingen of vennootschappen niet kunnen worden geïdentificeerd;
2° à la divulgation au cours de procédures civiles ou commerciales d'informations confidentielles relatives à un organisme de placement ou une société qui concourt à son activité qui a été déclaré en faillite ou qui bénéficie d'un concordat, à l'exception des informations confidentielles concernant la participation de tiers à des tentatives de sauvetage antérieures à la faillite ou au concordat	2° de bekendmaking in de loop van burgerrechtelijke of handelsrechtelijke procedures, van vertrouwelijke gegevens over een failliet verklaarde of onder gerechtelijk akkoord staande beleggingsinstelling of vennootschap die bij haar bedrijf betrokken is, met uitzondering van de vertrouwelijke gegevens over het aandeel van derden in pogingen om de instelling te redden voor het faillissement of het gerechtelijk akkoord.
Art. 142quinquies (abrogé). Par dérogation à l'article 40, alinéa 1er, de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, la Commission bancaire et financière a le droit :	Art. 142quinquies (opgeheven) In afwijking van artikel 40, eerste lid, van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, heeft de Commissie voor het Bank- en Financiewezzen het recht :
1° de communiquer des informations aux autorités de contrôle des organismes de placement d'autres Etats membres de la Communauté européenne, dans les cas prévus par les directives prises par la Communauté européenne en matière d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières;	1° gegevens te verstrekken aan autoriteiten die toezicht houden op de beleggingsinstellingen van andere lidstaten van de Europese Gemeenschap, in de gevallen als bedoeld in de richtlijnen die de Europese Gemeenschap voor de instellingen voor collectieve belegging in effecten heeft uitgevaardigd;
2° de communiquer, sur la base de la réciprocité, des informations aux autorités de contrôle des organismes de placement d'autres	2° op basis van het wederkerigheidsbeginsel, gegevens te verstrekken aan de autoriteiten die toezicht houden op de

Etats non membres de la Communauté européenne avec lesquelles elle a conclu, aux fins d'une collaboration de contrôle, une convention visée à l'article 142decies, à la condition que l'autorité qui reçoit ces informations soit assujettie à un secret professionnel au moins équivalent à celui qui découle de l'article 40, alinéa 1er, de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 et du présent titre.	beleggingsinstellingen van andere Staten die geen lid zijn van de Europese Gemeenschap, waarmee zij voor dit toezicht een samenwerkingsovereenkomst heeft gesloten als bedoeld in artikel 142decies, op voorwaarde dat de autoriteit die deze gegevens ontvangt aan een ten minste gelijkwaardig beroepsgeheim is gebonden als op grond van artikel 40, eerste lid, van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 en van deze titel.
Art. 142sexies. (abrogé) La Commission bancaire et financière ne peut communiquer d'informations confidentielles dans les cas prévus à l'article 142quinquies que si elle est assurée que l'autorité qui les reçoit n'en fera usage que pour l'examen des conditions d'accès à l'activité des organismes de placement ou défi sociétés qui concourent à leur activité, pour le contrôle de tels organismes ou sociétés, pour s'assurer du respect des conditions légales et réglementaires mises à l'exercice de leur activité, pour l'instruction et l'application de mesures administratives de redressement ou de sanctions administratives ou pénales à l'égard de l'organisme ou société, de ses dirigeants ou de ses actionnaires, pour l'instruction et la prise de décisions de tutelle administrative à l'égard de décisions de l'autorité de contrôle ou pour l'instruction et le déroulement de procédures juridictionnelles dans les cas prévus par des dispositions expresses des directives de la Communauté européenne dans le domaine des organismes de placement collectif en valeurs mobilières.	Art. 142sexies. (opgeheven) De Commissie voor het Bank- en Financiewezen mag in de in artikel 142quinquies bedoelde gevallen slechts vertrouwelijke gegevens verstrekken als zij met zekerheid weet dat de autoriteit die deze gegevens ontvangt, ze enkel zal gebruiken voor de toetsing van de voorwaarden van de toegang tot het bedrijf voor beleggingsinstellingen of vennootschappen die bij hun bedrijf betrokken zijn, voor het toezicht op dergelijke instellingen of vennootschappen, voor de toetsing van de naleving van de wettelijke en reglementaire bedrijfsuitoefeningvoorwaarden, bij de behandeling van bestuursrechtelijke herstelmaatregelen of bestuursrechtelijke of strafrechtelijke sancties ten aanzien van de instelling of vennootschap, haar leiders of aandeelhouders, bij de behandeling van bestuurlijke voogdijbeslissingen met betrekking tot beslissingen van de toezichthoudende autoriteiten dan wel bij de behandeling en het verloop van gerechtelijke procedures in de gevallen die uitdrukkelijk zijn geregeld bij de richtlijnen van de Europese Gemeenschap met betrekking tot de instellingen voor collectieve belegging in effecten.
Les mêmes limitations s'appliquent à l'usage, par la Commission bancaire et financière, d'informations confidentielles reçues de la part d'autorités de contrôle visées à l'article 142quinquies concernant des organismes de placement ou des sociétés qui concourent à leur activité.	Dezelfde beperkingen gelden voor het gebruik dat de Commissie voor het Bank- en Financiewezen maakt van vertrouwelijke gegevens afkomstig van autoriteiten als bedoeld in artikel 142quinquies, met betrekking tot beleggingsinstellingen of vennootschappen die bij hun bedrijf betrokken zijn.

Art. 142septies (abrogé). § 1er. Par dérogation à l'article 40, alinéa 1er, de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, la Commission bancaire et financière peut communiquer des informations confidentielles concernant des organismes de placement ou des sociétés qui concourent à leur activité :	Art. 142septies.(opgeheven) § 1. In afwijking van artikel 40, eerste lid, van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 kan de Commissie voor het Bank- en Financiewezen vertrouwelijke gegevens over beleggingsinstellingen of vennootschappen die bij hun bedrijf betrokken zijn, verstrekken aan :
1° aux commissaires réviseurs et réviseurs d'entreprises et aux autres contrôleurs légaux des comptes des organismes de placement ou des sociétés qui concourent à leur activité, des établissements de crédit, des entreprises d'investissement, des entreprises d'assurance et d'autres établissements financiers, belges ou étrangers, pour l'accomplissement de leurs fonctions;	1° de de commissarissen-revisoren en bedrijfsrevisoren en alle andere personen die belast zijn met het wettelijk toezicht op de rekeningen van Belgische of buitenlandse beleggingsinstellingen of vennootschappen die bij hun bedrijf betrokken zijn, kredietinstellingen, beleggingsondernemingen, verzekeringsondernemingen en andere financiële instellingen, in het kader van hun opdracht;
2° à l'Office de Contrôle des Assurances, pour le contrôle des entreprises d'assurance sur une base individuelle ou consolidée et pour le contrôle des entreprises de crédit hypothécaire;	2° de de Controledienst voor de Verzekeringen, voor het toezicht op de verzekeringsondernemingen op individuele of geconsolideerde basis en voor het toezicht op de hypotheekondernemingen;
3° aux autorités belges chargées de la surveillance des marchés financiers, pour l'exécution de leurs fonctions;	3° de de Belgische autoriteiten die instaan voor het toezicht op de financiële markten, in het kader van hun opdracht;
4° aux organes impliqués dans la liquidation ou la faillite d'organismes de placement collectif ou des sociétés qui concourent à leur activité et autres procédures similaires ainsi qu'aux autorités chargées de la surveillance de ces organes pour l'accomplissement de leurs fonctions à ce titre;	4° de de instanties die betrokken zijn bij de vereffening of het faillissement van instellingen voor collectieve belegging of vennootschappen die bij hun bedrijf betrokken zijn en bij andere, soortgelijke procedures, alsook aan de toezichthoudende autoriteiten voor die instanties, voor het vervullen van hun opdracht;
5° aux organismes belges et étrangers gérant des systèmes de protection des dépôts ou des investisseurs, pour l'accomplissement de leurs fonctions à ce titre;	5° de de Belgische en buitenlandse instellingen die instaan voor het beheer van deposito- of beleggersbeschermingsregelingen, in het kader van hun opdracht;
6° aux autorités publiques relevant d'Etats membres de la Communauté européenne, compétentes pour le contrôle des établissements de crédit, des entreprises	6° overheidsinstanties die onder een lidstaat van de Europese Gemeenschap ressorteren en bevoegd zijn voor het toezicht op buitenlandse kredietinstellingen,

d'investissement, des entreprises d'assurance et d'autres établissements financiers étrangers et la surveillance des marchés financiers étrangers;	beleggingsonderne mingen, verzekeringsondernemingen en andere financiële instellingen en voor het toezicht op de buitenlandse financiële markten;
7° aux autorités investies de la surveillance des personnes chargées du contrôle légal des comptes des organismes de placement, des sociétés qui concourent à leur activité, des établissements de crédit, des entreprises d'investissement, des entreprises d'assurance et d'autres établissements financiers pour cette mission de surveillance;	7° de toezichthoudende autoriteiten voor de personen die belast zijn met de wettelijke controle van de rekeningen van beleggingsinstellingen en vennootschappen die bij hun bedrijf betrokken zijn, kredietinstellingen, beleggingsondernemingen, verzekeringsondernemingen en andere financiële instellingen, voor het uitoefenen van hun toezichtsoopdracht;
8° à une chambre de compensation ou à un autre organisme similaire légalement habilité à assurer des services de compensation ou de règlement des contrats sur un marché réglementé belge défini à l'article 1er, § 3, de la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements, si la Commission bancaire et financière considère qu'une telle communication est nécessaire afin de garantir le fonctionnement régulier de ces organismes par rapport à des manquements, même potentiels, d'un intervenant sur un tel marché.	8° een verrekeningskamer of een andere, soortgelijke instelling die bij wet gemachtigd is om diensten te verstrekken voor het verrekenen of afwickelen van contracten op een Belgische gereguleerde markt bedoeld in artikel 1, § 3, van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs, als de Commissie voor het Bank en Financieuzen van oordeel is dat een dergelijke mededeling noodzakelijk is om de regelmatige werking van die instellingen te vrijwaren tegen, zelfs potentiële, tekortkomingen van een marktdeelnemer.
La Commission bancaire et financière ne peut communiquer des informations autorisées par l'alinéa 1er, que si le destinataire les utilisera uniquement à des fins visées à l'alinéa 1er ou à l'article 142quater, 1°, et que, pour ce qui est des destinataires étrangers visés à l'alinéa 1er, s'ils sont assujettis à un secret professionnel équivalent à celui prévu à l'article 40, alinéa 1er, de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, compte tenu de l'article 142ter. En outre, les informations provenant d'une autorité de surveillance d'un autre Etat membre de la Communauté européenne, ne peuvent être divulguées dans les cas visés aux 4°, 7° et 8° qu'avec l'accord explicite de cette autorité et, le cas échéant, aux seules fins pour lesquelles elle a marqué son accord.	De Commissie voor het Bank en Financieuzen mag mededelingen overeenkomstig het eerste lid slechts verstrekken als de ontvanger die enkel zal gebruiken voor de in het eerste lid of in artikel 142quater, 1°, vermelde doeleinden en, voor de in het eerste lid bedoelde buitenlandse ontvangers, voor zover zij gebonden zijn aan een gelijkwaardig beroepsgeheim als bedoeld in artikel 40, eerste lid, van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, rekening houdend met artikel 142ter. Bovendien mag informatie afkomstig van een toezichthoudende autoriteit van een andere lidstaat van de Europese Gemeenschap, in de in de 4°, 7° en 8° bedoelde gevallen, enkel worden doorgegeven met de uitdrukkelijke instemming van die autoriteit en, in

	voorkomend geval, enkel voor de doeleinden waarmee zij heeft ingestemd.
§ 2. Par dérogation à l'article 40, alinéa 1er, de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, la Commission bancaire et financière peut également communiquer aux banques centrales et aux autres organismes à vocation similaire en leur qualité d'autorités monétaires ainsi qu'à d'autres autorités publiques chargées de la surveillance des systèmes de paiement des informations nécessaires à l'accomplissement de leur mission, pour autant que les informations reçues en vertu du présent paragraphe soient soumises à un secret professionnel équivalent à celui prévu à l'article 40, alinéa 1er, précité, compte tenu de l'article 142ter, et qu'ils ne les communiquent à d'autres banques centrales ou à des organismes à vocation similaire en leur qualité d'autorités monétaires ou à d'autres autorités publiques chargées de la surveillance des systèmes de paiement que dans les mêmes limites et sous les mêmes conditions que celles prévues au présent paragraphe ou aux fins prévues par l'article 142quater, 1°.	§ 2. In afwijking van artikel 40, eerste lid, van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, kan de Commissie voor het Bank en Financiewezen eveneens aan de centrale banken en andere instellingen met een soortgelijke opdracht, alsook aan andere overheidsinstanties die belast zijn met het toezicht op de betalingssystemen, de gegevens verstrekken die zij als monetaire overheid of voor dit toezicht nodig hebben om hun opdracht waar te nemen, voor zover voor de krachtens deze paragraaf ontvangen gegevens een gelijkwaardig beroepsgeheim geldt als bedoeld in voornoemd artikel 40, eerste lid, rekening houdend met artikel 142ter en voorzover de ontvangers die gegevens enkel binnen dezelfde grenzen en onder dezelfde voorwaarden als bedoeld in deze paragraaf of met dezelfde doeleinden als bepaald in artikel 142quater, 1°, verstrekken aan andere centrale banken of instellingen met een soortgelijke opdracht als monetaire overheid of aan andere overheidsinstanties die belast zijn met het toezicht op de betalingssystemen.
§ 3. Les autorités, organes ou personnes belges visés au § 1er qui ne sont pas eux-mêmes soumis à un secret professionnel au moins équivalent à celui de l'article 40, alinéa 1er, de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, compte tenu de l'article 142ter et qui reçoivent des informations de la part de la Commission bancaire et financière sont assujettis, quant à ces communications, au secret professionnel établi à l'article 40, alinéa 1er, de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, compte tenu de l'article 142ter.	§ 3. De in § 1 bedoelde Belgische autoriteiten, instanties of personen die niet zelf gebonden zijn door een ten minste gelijkwaardig beroepsgeheim als opgelegd door artikel 40, eerste lid, van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, rekening houdend met artikel 142ter, en die gegevens ontvangen van de Commissie voor het Bank en Financiewezen zijn, voor die mededelingen, gebonden door het beroepsgeheim opgelegd door artikel 40, eerste lid, van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, rekening houdend met artikel 142ter.
§ 4. La Commission bancaire et financière peut faire usage des informations confidentielles dont elle a eu connaissance en raison des compétences qui lui sont conférées par le présent livre et de celles reçues de la part des autorités et personnes visées au § 1er du présent article pour l'exercice d'autres missions légales de contrôle.	§ 4. De Commissie voor het Bank en Financiewezen mag de vertrouwelijke gegevens waarvan zij kennis heeft gekregen op grond van de bevoegdheden die dit boek haar verleent, alsook de gegevens die zij ontvangt van de in § 1 van dit artikel bedoelde autoriteiten en personen, aanwenden bij de uitoefening van andere wettelijke

	toezichtsoopdrachten.
Art. 142octies.(abrogé) Les commissaires réviseurs visés à l'article 132 sont soumis dans l'exercice de leurs missions prévues par cette disposition à l'article 40, alinéa 1er, de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935.	Art. 142octies.(opgeheven) Artikel 40, eerste lid, van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 is van toepassing op de in artikel 132 bedoelde commissarissenrevisoren, bij de uitoefening van hun opdrachten als bedoeld in dat artikel.
L'exception prévue à l'article 40, alinéa 1er, précité n'est applicable, pour ce qui est des informations détenues par les personnes visées à l'alinéa 1er dans l'exercice de leurs fonctions découlant du présent livre, qu'aux cas de témoignages en justice en matière pénale.	Wat de gegevens betreft waarover de in het eerste lid bedoelde personen beschikken in het kader van de opdrachten die zij op grond van dit boek uitoefenen, geldt de uitzondering van bovengenoemd artikel 40, eerste lid, enkel in geval van getuigenis in rechte in strafzaken.
Le présent article n'est pas applicable aux communications à faire à la Commission bancaire et financière en vertu du présent livre.	Dit artikel is niet van toepassing op de mededelingen krachtens dit boek aan de Commissie voor het Bank en Financiewezen.
CHAPITRE II De la collaboration entre autorités	HOOFDSTUK II Samenwerking tussen autoriteiten
Art. 142nonies. (Abrogé) Sans préjudice des articles 142quinquies à 142septies, la Commission bancaire et financière collabore avec les autorités de contrôle des organismes de placement et des sociétés qui concourent à leur activité relevant du droit d'Etats étrangers pour le contrôle, conformément aux dispositions du présent livre, de l'activité de ces organismes et sociétés en Belgique ainsi que pour le contrôle de l'activité de tels organismes et sociétés de droit belge sur le territoire de ces Etats.	Art. 142nonies. (Opgeheven) Onverminderd de artikelen 142quinquies tot 142septies, werkt de Commissie voor het Bank en Financiewezen samen met de autoriteiten die toezicht houden op de beleggingsinstellingen en de vennootschappen die bij hun bedrijf betrokken zijn en ressorteren onder het recht van buitenlandse Staten, voor het toezicht, overeenkomstig de voorschriften van dit boek, op het bedrijf van deze instellingen en vennootschappen in België alsook op het bedrijf van dergelijke instellingen en vennootschappen naar Belgisch recht op het grondgebied van deze Staten.
Sans préjudice des obligations découlant pour la Belgique du droit de la Communauté européenne, la Commission bancaire et financière peut convenir, sur base de la réciprocité, avec les autorités de contrôle de ces Etats des modalités de cette collaboration ainsi que des règles relatives aux obligations et interdictions applicables à l'activité, à l'objet et aux modalités de la surveillance des	Onverminderd de verplichtingen die voor België voortvloeien uit het recht van de Europese Gemeenschap, kan de Commissie voor het Bank en Financiewezen, op basis van het wederkerigheidsbeginsel, met de toezichthoudende autoriteiten van deze Staten overeenkomen hoe deze samenwerking wordt opgevat en welke verplichtingen en verbodsbepalingen toepasselijk zijn voor het

organismes de placement et des sociétés qui concourent à leur activité, visés à l'alinéa 1er, par des inspections sur place ou autrement ainsi qu'aux modalités des échanges d'informations prévues aux articles 142quinquies à 142septies.	bedrijf, het doel en de wijze van toezicht op de in het eerste lid bedoelde beleggingsinstellingen en vennootschappen die bij hun bedrijf betrokken zijn, via inspecties ter plaatse of anderszins, alsook hoe de informatie-uitwisseling als bedoeld in de artikelen 142quinquies tot 142septies wordt georganiseerd.
L'alinéa 2 est applicable à la collaboration avec les autorités, organes et personnes belges visées à l'article 142septies.	Het tweede lid is van toepassing op de samenwerking met de in artikel 142septies bedoelde Belgische autoriteiten, instellingen en personen.
Art. 181. (abrogé). Pour l'application du présent livre, on entend par information privilégiée : une information qui n'a pas été rendue publique, qui a un caractère suffisamment précis et concerne un ou plusieurs émetteurs de valeurs mobilières ou d'autres instruments financiers ou une ou plusieurs valeurs mobilières ou autres instruments financiers et qui, si elle était rendue publique, serait de nature à influencer de manière sensible le cours de cette ou de ces valeurs mobilières ou de ce ou de ces autres instruments financiers.	Art. 181. (opgeheven) Voor de toepassing van dit boek wordt verstaan onder bevoorrechte informatie : de bij het publiek niet bekende informatie die voldoende duidelijk is en betrekking heeft op één of meer emittenten van effecten of van andere financiële instrumenten of op één of meer effecten of andere financiële instrumenten en die, indien zij openbaar zou worden gemaakt, een aanzienlijke invloed zou kunnen hebben op de koers van dit (deze) effect(en) of van andere financiële instrumenten.
Ne constituent pas des informations privilégiées les informations dont les sociétés à portefeuille disposent du fait de leur rôle dans la gestion des sociétés dans lesquelles elles possèdent une participation pour autant que ces informations ne soient pas des informations qui doivent être rendues publiques en vertu des dispositions légales et réglementaires relatives aux obligations découlant de l'admission de valeurs mobilières à la cote officielle d'une bourse de valeurs.	Als bevoorrechte informatie wordt niet beschouwd de informatie waarover de holdingmaatschappijen beschikken naar aanleiding van de rol die ze spelen in het beheer van maatschappijen waarin ze een deelneming bezitten, op voorwaarde dat het niet gaat om informatie die openbaar moet worden gemaakt krachtens de wettelijke en verordeningsbepalingen betreffende de verplichtingen die voortvloeien uit de toelating van effecten tot de officiële notering aan een Effectenbeurs.
Les dispositions du présent livre sont applicables aux valeurs mobilières et autres instruments financiers visés à l'article 1er.	De bepalingen van dit boek zijn van toepassing op effecten en andere financiële instrumenten als bedoeld in artikel 1.
Art. 182 (abrogé). §1er. Aux personnes qui :	Art. 182. (opgeheven) §1. Aan personen die :
1° en raison de leur qualité de membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance de l'émetteur,	1° op grond van hun hoedanigheid van lid van de bestuurs-, directie- of toezichtsorganen van de emittent,

2° — en raison de leur participation dans le capital de l'émetteur,	2° — op grond van hun deelneming in het kapitaal van de emittent,
3° — ou parce qu'elles ont accès à cette information en raison de l'exercice de leur travail, de leur profession ou de leurs fonctions,	3° — of omdat zij toegang hebben tot deze informatie in de uitoefening van hun werk, van hun beroep of van hun functies,
— disposent d'une information dont elles savent ou ne peuvent raisonnablement ignorer qu'elle est privilégiée,	— kennis hebben gekregen van informatie waarvan zij weten of redelijkerwijze moeten weten dat zij bevoorrecht is,
— il est interdit d'acquérir ou de céder pour compte propre ou pour compte d'autrui, soit directement soit indirectement, des valeurs mobilières ou autres instruments financiers concernés par cette information.	— is het verboden voor eigen rekening of voor rekening van een derde, zowel rechtstreeks als onrechtstreeks, effecten of andere financiële instrumenten waarop deze informatie slaat, te kopen of te verkopen dan wel opdracht te geven om die te kopen of te verkopen.
§2. Lorsque les personnes visées au § 1er sont des sociétés ou d'autres personnes morales, l'interdiction prévue à ce paragraphe s'applique aux personnes physiques qui participent à la décision de procéder à l'opération pour le compte de la personne morale en question.	§2. Indien de in § 1 bedoelde personen vennootschappen of andere rechtspersonen zijn, is het door deze paragraaf opgelegde verbod van toepassing op de natuurlijke personen die mede de beslissing nemen om de transactie te verrichten voor rekening van de betrokken rechtspersoon.
Art. 183. (abrogé) Il est interdit aux personnes soumises à l'interdiction prévue à l'article 182 qui disposent d'une information privilégiée :	Art. 183. (opgeheven) Aan personen voor wie het in artikel 182 bedoelde verbod geldt en die over bevoorrechte informatie beschikken, is het verboden :
1° — de communiquer cette information privilégiée à un tiers, si ce n'est dans le cadre normal de l'exercice de leur travail, de leur profession ou de leurs fonctions;	1° — deze bevoorrechte informatie aan een derde mede te delen, tenzij in het kader van de normale uitoefening van hun werk, beroep of functies;
2° — de recommander à un tiers d'acquérir ou de céder ou de faire acquérir ou céder par un tiers, sur la base de cette information privilégiée, des valeurs mobilières ou autres instruments financiers.	2° — op grond van deze bevoorrechte informatie, aan een derde, aan te bevelen effecten of andere financiële instrumenten te kopen of te verkopen dan wel ze door een derde te laten kopen of verkopen.
Art. 184. (abrogé) L'interdiction prévue aux articles 182 et 183 est applicable à toute personne, autre que celles visées auxdits articles, qui, en connaissance de cause, possède une information dont elle sait ou ne peut	Art. 184. (opgeheven) Het verbod van de artikelen 182 en 183 is van toepassing op elkeen buiten de in genoemde artikelen bedoelde personen, die bewust over informatie beschikt waarvan hij weet of redelijkerwijze

raisonnablement ignorer qu'elle est privilégiée et qu'elle provient directement ou indirectement d'une personne visée à l'article 182 ou 183.	moet weten dat zij bevoorrecht is en rechtstreeks of onrechtstreeks van een in artikel 182 of 183 bedoelde persoon afkomstig is.
Art. 185. (abrogé) Les interdictions prévues aux articles 182 à 184 s'appliquent :	Art. 185. (opgeheven) De in artikelen 182 tot 184 bedoelde verbodsbepalingen zijn van toepassing :
1° aux actes visés auxdits articles 182 à 184 effectués en Belgique ou à l'étranger, lorsqu'ils concernent des valeurs mobilières ou autres instruments financiers qui sont, en Belgique, inscrits à la cote d'une Bourse de valeurs mobilières ou négociés sur un autre marché désigné par le Roi;	1° op de in de artikelen 182 tot 184 bedoelde handelingen in België of in het buitenland, wanneer zij betrekking hebben op effecten of andere financiële instrumenten die in België zijn opgenomen in de notering aan een Effectenbeurs of worden verhandeld op een andere door de Koning aangewezen markt;
2° aux actes visés auxdits articles 182 à 184 qui ont lieu en Belgique concernant des valeurs mobilières ou autres instruments financiers qui sont admis à être négociés sur un marché réglementé, surveillé par des autorités reconnues par les pouvoirs publics, de fonctionnement régulier, accessible directement ou indirectement au public et situé ou opérant dans un Etat membre des Communautés européennes.	2° op de in de artikelen 182 tot 184 bedoelde handelingen in België met betrekking tot effecten of andere financiële instrumenten die zijn toegelaten om te worden verhandeld op een gereguleerde markt die onder toezicht staat van de door de overheid erkende autoriteiten, regelmatig functioneert, rechtstreeks of onrechtstreeks voor het publiek toegankelijk is en gelegen dan wel werkzaam is in een Lid Staat van de Europese Gemeenschappen.
Art. 186. (abrogé) Sans préjudice des pouvoirs des autorités judiciaires, la Commission bancaire et financière et les autorités de marché sont, conformément aux dispositions légales régissant leurs compétences, chargées de veiller au respect des dispositions du présent livre.	Art. 186 (opgeheven) Onverminderd de bevoegdheden van de gerechtelijke autoriteiten, zijn de Commissie voor het Bank- en Financieuzen en de marktautoriteiten, overeenkomstig de wettelijke bepalingen die hun bevoegdheden regelen, belast met het toezicht op de naleving van de bepalingen van dit boek.
Les autorités de marché surveillent les instruments visés à l'article 185, 1°, chacune en ce qui concerne les instruments financiers négociés sur les marchés qu'elles organisent.	De marktautoriteiten zien toe op de in artikel 185, 1°, bedoelde instrumenten, elk wat betreft de financiële instrumenten die in de door hen georganiseerde markt zijn opgenomen.
Le comité de direction de la Société de la bourse de valeurs mobilières de Bruxelles surveille les actes visés à l'article 185, 2°.	Het directiecomité van de Effectenbeursvennootschap van Brussel ziet toe op de in artikel 185, 2°, bedoelde handelingen.
Art. 187. (abrogé) — §1er. Lorsqu'une procédure judiciaire est ouverte, les autorités	Art. 187. (opheven) — §1. Wanneer een gerechtelijke procedure wordt ingeleid, kunnen

judiciaires compétentes peuvent requérir de la Commission bancaire et financière et des organes chargés de l'organisation et de la surveillance des marchés tout renseignement, document ou pièce jugés utiles à l'instruction du dossier.	de bevoegde gerechtelijke autoriteiten aan de Commissie voor het Bank- en Financiewezen en aan de organen die instaan voor de organisatie en de controle van de markten, alle inlichtingen, documenten of stukken vragen die zij nuttig achten voor het onderzoek van het dossier.
Les autorités judiciaires peuvent, en tout état de la procédure, demander l'avis de la Commission bancaire et financière ou des organes chargés de l'organisation, de la surveillance et de la discipline des marchés.	De gerechtelijke autoriteiten kunnen in elke stand van de procedure, het advies inwinnen van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen of de organen die instaan voor de organisatie, de controle van en de tucht op de markten.
Cet avis est donné dans le mois, sauf prorogation de ce délai par l'autorité judiciaire qui l'a demandé. Le défaut d'avis donné dans ce délai éventuellement prolongé n'invalide pas la procédure.	Dit advies wordt binnen de maand gegeven, tenzij deze termijn wordt verlengd door de gerechtelijke autoriteit die erom heeft verzocht. Het uitblijven van een advies binnen deze eventueel verlengde termijn brengt de procedure niet in het gedrang.
Une copie de la demande d'avis et des avis reçus sera jointe au dossier de la procédure.	Van het verzoek om advies en van de ontvangen adviezen wordt een kopie bij het procedurendossier gevoegd.
§2. Lorsque la Commission bancaire et financière ou les organes chargés de la surveillance et de la discipline des marchés sont interrogés par les autorités de contrôle d'un autre Etat membre désignées en vertu de l'article 8 (1) de la directive 89/592, les autorités judiciaires interrogées récoltent le cas échéant et transmettent à la Commission et aux organes précités, à leur demande, tout renseignement, document ou pièce jugé utile pour l'élaboration de leur réponse.	§2. Wanneer de Commissie voor het Bank- en Financiewezen of de organen die instaan voor de controle van en de tucht op de markten worden ondervraagd door de controleautoriteiten van een andere lidstaat, krachtens artikel 8 (1) van richtlijn 89/592, verzamelen desgevallend en geven de ondervraagde gerechtelijke autoriteiten alle inlichtingen, documenten of stukken, op hun aanvraag, aan de Commissie en aan de bovenvermelde organen door, die nuttig worden geacht om hun antwoord op te stellen.
Toutefois, les renseignements, documents ou pièces relatifs à des procédures judiciaires ne peuvent être communiqués sans l'autorisation expresse du procureur général ou de l'auditeur général.	De inlichtingen, documenten of stukken in verband met gerechtelijke procedures mogen evenwel niet worden medegedeeld zonder uitdrukkelijke toestemming van de procureur-generaal of de auditeur-generaal.
Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 1er, la cellule de traitement des informations financières transmet à la Commission bancaire et financière et aux organes chargés de l'organisation, de la surveillance et de la	In het geval beoogd in het eerste lid, bezorgt de cel voor financiële informatieverwerking aan de Commissie voor het Bank- en Financiewezen en aan de organen die instaan voor de organisatie, de controle van en de

discipline des marchés, à leur demande spécialement motivée, tout renseignement, document ou pièce jugé utile pour l'élaboration de la réponse à donner par eux, relatif aux informations transmises à la cellule par les organismes et personnes visés aux articles 2 et 2bis de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment des capitaux, en vertu des articles 12 à 15, § 1er, de cette loi.(L. 1999-03-10, art. 67, 3°)	tucht op de markten, als deze hiertoe een speciaal gemotiveerde aanvraag doen, alle inlichtingen, documenten of stukken betreffende de informatie die de cel krachtens de artikelen 12 tot 15, § 1, van de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld heeft ontvangen van de ondernemingen en personen bedoeld in artikelen 2 en 2bis van die wet en die geacht worden nuttig te zijn voor het opstellen van het antwoord dat ze moeten verstrekken(L. 1999-03-10, art. 67, 3°)
Art. 188. (abrogé) §1er. La Commission bancaire et financière et les organes chargés de l'organisation, de la surveillance et de la discipline des marchés peuvent conclure des accords de coopération pour assurer le plus efficacement, toute coopération nécessaire à l'accomplissement de leur mission avec les autres autorités compétentes étrangères, dans le respect de leurs obligations en matière de secret professionnel. Ils communiquent toutes les informations requises, y compris celles concernant les actes interdits en vertu des facultés accordées aux Etats membres par l'article 5 et l'article 6, deuxième phrase, de la directive 89/592, uniquement à l'Etat membre qui sollicite la coopération. L. 1999-03-10, art. 68)	Art. 188. (opgeheven) §1. De Commissie voor het Bank en Financiewezen en de organen die instaan voor de organisatie, de controle van en de tucht op de markten kunnen samenwerkingsakkoorden afsluiten om op de best mogelijke manier elke vorm van samenwerking te verzekeren die noodzakelijk is om hun opdracht te vervullen, met de andere buitenlandse bevoegde autoriteiten, met naleving van hun verplichtingen inzake beroepsgeheim. Zij delen alle vereiste inlichtingen, inclusief die met betrekking tot handelingen die verboden zijn op grond van de bevoegdheden die aan de lidstaten zijn toegekend door artikel 5 en artikel 6, tweede zin, van de richtlijn 89/592, uitsluitend mee aan de lidstaat die om de medewerking verzoekt. . W. 1999-03-10, art. 68)
§2. La Commission bancaire et financière et les organes chargés de l'organisation, de la surveillance et de la discipline des marchés peuvent refuser de donner suite à une demande d'informations lorsque la communication des informations risquerait de porter atteinte à la souveraineté, à la sécurité ou à l'ordre public belge. Le procureur général du ressort ou l'auditeur général près la Cour militaire et la Commission bancaire et financière ainsi que les organes chargés de l'organisation et de la surveillance des marchés peuvent refuser de donner suite à une demande d'informations lorsqu'une procédure judiciaire est déjà engagée pour les mêmes faits et contre les mêmes personnes en	§2. De Commissie voor het Bank en Financiewezen en de organen die instaan voor de organisatie, de controle van en de tucht op de markten kunnen weigeren gevolg te geven aan een verzoek om informatie wanneer mededeling ervan de Belgische soevereiniteit, veiligheid of openbare orde in het gedrang zou kunnen brengen. De procureur-generaal van het rechtsgebied of de auditeur-generaal bij het militair gerechtshof en de Commissie voor het Bank en Financiewezen, alsook de organen die instaan voor de organisatie en de controle van de markten, kunnen weigeren gevolg te geven aan een verzoek om informatie wanneer reeds een rechtsvordering is ingesteld wegens dezelfde feiten en tegen

Belgique ou lorsque celles-ci sont déjà définitivement jugées pour les mêmes faits en Belgique.	dezelfde personen in België of wanneer zij reeds definitief wegens dezelfde feiten in België zijn veroordeeld.
§3. Sans préjudice des obligations leur incombant dans des procédures judiciaires à caractère pénal, la Commission bancaire et financière et les organes chargés de l'organisation, de la surveillance et de la discipline des marchés, lorsqu'ils reçoivent des autorités visées au § 1er des informations au titre du même paragraphe, ne peuvent les utiliser que pour l'exercice de leur mission aux fins de l'article 186 ainsi que des procédures administratives ou juridictionnelles ayant cet exercice pour objet spécifique. Toutefois, lorsque l'autorité qui a communiqué une information y consent, la Commission bancaire et financière ou les organes chargés de l'organisation et de la surveillance des marchés qui ont reçu l'information peuvent l'utiliser à d'autres fins ou la transmettre aux autorités compétentes d'autres Etats.	§3. Onverminderd de verplichtingen die op de Commissie voor het Bank- en Financiewezen en de organen die instaan voor de organisatie, de controle van en de toezicht op de markten rusten in gerechtelijke procedures met strafrechtelijk karakter, mogen zij, wanneer zij van de in § 1 bedoelde autoriteiten informatie ontvangen op grond van dezelfde paragraaf, deze slechts gebruiken voor de uitvoering van hun opdracht als bedoeld in artikel 186, evenals in bestuursrechtelijke of gerechtelijke procedures die deze uitvoering specifiek tot doel hebben. Voorzover de autoriteit die een informatie heeft verstrekt hierin toestemt, mogen de Commissie voor het Bank- en Financiewezen of de organen die instaan voor de organisatie en de controle van de markten die de informatie hebben ontvangen, deze evenwel gebruiken voor andere doeleinden of ze doorgeven aan de bevoegde autoriteiten van andere Staten.
Art. 189. (abrogé) — Seront punies d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de 50 EUR à 10.000 EUR les personnes qui contreviennent aux articles 182, 183 ou 184. L'auteur de l'infraction peut en outre être condamné à payer une somme correspondant au maximum au triple du montant de l'avantage patrimonial tiré directement ou indirectement de l'infraction. Cette somme est recouvrée comme une amende.	Art. 189. (opgeheven) — Met gevangenisstraf van drie maanden tot een jaar en met geldboete van 50 EUR tot 10.000 EUR, worden gestraft de personen die de artikelen 182, 183 of 184 overtreden. De overtreder kan bovendien worden veroordeeld tot de betaling van een som die overeenstemt met ten hoogste het drievoudige van het patrimoniaal voordeel dat de inbreuk rechtstreeks of onrechtstreeks heeft opgeleverd. Dit bedrag wordt ingevorderd zoals een geldboete.
Art. 190 (abrogé). — Seront punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 50 EUR à 10.000 EUR, ou d'une de ces peines seulement, ceux qui refusent de communiquer à la Commission bancaire et financière ou aux organes chargés de l'organisation et de la surveillance des marchés (L. 1999-03-10, art 69) des renseignements, documents ou pièces qu'ils sont tenus de lui communiquer ou qui lui communiquent sciemment des renseignements, documents ou pièces inexacts ou incomplets.	Art. 190. (opgeheven) — Met gevangenisstraf van een maand tot een jaar en met geldboete van 50 EUR tot 10.000 EUR of met een van die straffen alleen, worden gestraft zij die weigeren aan de Commissie voor het Bank- en Financiewezen of aan de organen die instaan voor de organisatie en de controle van de markten (W. 1999-03-10, art 69) de inlichtingen, documenten of stukken te verstrekken die zij hun moeten bezorgen of die bewust onjuiste of onvolledige inlichtingen, documenten of stukken verstrekken.

Art. 191. (abrogé) Les articles 182 à 184 ne sont pas applicables :	Art. 191.-(opgeheven) De artikelen 182 tot 184 zijn niet van toepassing :
1° à l'Etat, la Banque centrale européenne, la Banque nationale de Belgique, les banques centrales des autres Etats membres de la Communauté européenne ayant adopté la monnaie unique conformément au Traité instituant cette Communauté, le Fonds des Rentes, la Caisse d'Amortissement de la Dette publique en ce qui concerne les opérations effectuées par eux ou pour leur compte, pour des raisons qui relèvent de la politique monétaire, de change ou de gestion de la dette publique;	1° op de Staat, de Europese Centrale Bank, de Nationale Bank van België en de centrale banken van de andere lidstaten van de Europese Gemeenschap die de eenheidsmunt hebben aangenomen overeenkomstig het Verdrag tot oprichting van deze Gemeenschap, het Rentenfonds, de Amortisatiekas van de openbare schuld, voor transacties die door hen of voor hun rekening zijn uitgevoerd om redenen van monetaire beleid, wisselbeleid of beheer van de openbare schuld;
2° aux Communautés, aux Régions, aux provinces, aux communes et aux agglomérations ou fédérations de communes, en ce qui concerne les opérations effectuées par eux ou pour leur compte, pour des raisons qui relèvent de la gestion de leur dette publique.	2° op de Gemeenschappen, de Gewesten, de provincies, de gemeenten en de agglomeraties of federaties van gemeenten, voor transacties die door hen of voor hun rekening zijn uitgevoerd in het kader van het beheer van hun openbare schuld.
Art. 134. § 1er. Si la Commission bancaire et financière constate qu'un organisme de placement ne fonctionne pas en conformité avec les dispositions du présent livre, des arrêtés et règlements pris pour son exécution ou du règlement de gestion ou des statuts de l'organisme de placement ou que les droits attachés aux parts risquent d'être compromis, elle peut mettre l'organisme de placement en demeure de remédier à la situation constatée dans le délai qu'elle fixe.	Art. 134. § 1. Indien de Commissie voor het Bank- en Financiewezen vaststelt dat een beleggingsinstelling niet werkt overeenkomstig de voorschriften van dit boek, van de met toepassing ervan genomen besluiten en reglementen of van het beheersreglement of de statuten van de beleggingsinstelling of dat de aan de rechten van de deelneming verbonden rechten in het gedrang dreigen te komen, kan zij de beleggingsinstelling aanmanen de vastgestelde situatie binnen de door haar bepaalde termijn recht te zetten.
S'il n'est pas donné suite à cette mise en demeure, elle peut :	Wordt aan deze aanmaning geen gevolg gegeven, dan kan zij :
1° rendre publique sa position quant aux constatations faites en vertu de l'alinéa 1er ;	1° haar standpunt omtrent de krachtens het eerste lid gedane vaststellingen openbaar maken ;
2° interdire toute émission ou tout rachat de parts ;	2° elke uitgifte of inkoop van rechten van deelneming verbieden ;
3° demander aux Commissions des Bourses compétentes de suspendre la cotation	3° de bevoegde Beurscommissies verzoeken de notering van de rechten van

des parts de l'organisme de placement ;	deelneming van de beleggingsinstelling te schorsen ;
4° demander au président du tribunal de commerce de désigner, selon la procédure prévue par l'article 584 du Code judiciaire, un administrateur provisoire pour l'organisme de placement ;	4° de voorzitter van de rechtbank van koophandel verzoeken, volgens de bij artikel 584 van het Gerechtelijk Wetboek voorgeschreven procedure, een voorlopig bestuurder aan te wijzen voor de beleggingsinstelling ;
5° révoquer l'inscription.	5° de inschrijving herroepen.
Les décisions de la Commission bancaire et financière visées par le présent article sont motivées. Elles portent effet pour l'organisme de placement à partir du jour où elles lui sont notifiées avec l'indication du délai dans lequel le recours contre cette décision prévu au § 2 peut être pris.	De in dit artikel bedoelde beslissingen van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen worden gemotiveerd. Zij hebben voor de beleggingsinstelling gevolg vanaf de dag waarop zij aan haar ter kennis worden gebracht met aanduiding van de termijn waarbinnen het in § 2 bedoelde tegen deze beslissing beroep kan worden ingesteld.
§ 2. (abrogé) Un recours est ouvert à l'organisme de placement contre les décisions de la Commission bancaire et financière prises sur la base du § 1er, alinéa 2, 2° et 5°, du présent article.	§ 2. (opgeheven) De beleggingsinstelling kan beroep instellen tegen de beslissingen die de Commissie voor het Bank- en Financiewezen heeft genomen op grond van § 1, tweede lid, 2° en 5°, van dit artikel.
Le recours doit être adressé au Ministre des Finances dans les trois jours ouvrables de la notification. Le Ministre des Finances statue sur le recours dans les quinze jours ouvrables. Sa décision est motivée. Si le Ministre des Finances n'a pas décidé dans le délai susmentionné, le recours est censé avoir été accueilli.	Het beroep moet worden gericht aan de Minister van Financiën binnen drie werkdagen na de kennisgeving. De Minister van Financiën doet uitspraak over het beroep binnen vijftien werkdagen. Zijn beslissing wordt gemotiveerd. Indien de Minister van Financiën geen uitspraak heeft gedaan binnen voornoemde termijn, wordt het beroep geacht te zijn aanvaard.
Le recours suspend l'exécution de la décision, sauf si la Commission bancaire et financière en décide autrement en cas de péril grave pour les créanciers ou les participants.	Het beroep schorst de uitvoering van de beslissing tenzij de Commissie voor het Bank- en Financiewezen hier anders over beslist indien er ernstig gevaar dreigt voor de schuldeisers of de deelnemers.
Art. 225. §1er. Le Roi peut codifier, mettre en concordance et simplifier les dispositions législatives relatives aux opérations financières et aux marchés financiers et notamment :	Art. 225. §1. De Koning kan de wetsvoorschriften op de financiële transacties en de financiële markten codificeren, in overeenstemming brengen en vereenvoudigen, inzonderheid :
1° les dispositions de la présente loi;	1° de bepalingen van deze wet;

2° les titres II en IV de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs ;	2° de titels II en IV van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten;
3° les articles 72 et 74, 2°, de la loi du 30 juin 1975 relative au statut des banques, des caisses d'épargne privées et de certains autres intermédiaires financiers;	3° de artikelen 72 en 74, 2° van de wet van 30 juni 1975 betreffende het statuut van de banken, de private spaarkassen en bepaalde andere financiële instellingen;
4° l'article 22 de la loi du 10 juin 1964 sur les appels publics à l'épargne;	4° artikel 22 van de wet van 10 juni 1964 op het openbaar aantrekken van spaargelden;
5° la loi du 10 juillet 1969 sur la sollicitation de l'épargne publique, notamment en matière de valeurs mobilières;	5° de wet van 10 juli 1969 op het solliciteren van het openbaar spaarwezen, onder meer inzake roerende waarden;
6° l'arrêté royal n° 41 du 15 décembre 1934 protégeant l'épargne par la réglementation de la vente à tempérament de valeurs à lots;	6° het koninklijk besluit nr. 41 van 15 december 1934 tot bescherming van het spaarwezen door de reglementering van de verkoop op afbetaling van lotenwaarden;
7° l'arrêté royal n° 71 du 30 novembre 1939 relatif au colportage des valeurs mobilières et au démarchage sur valeurs mobilières et sur marchandise et denrées;	7° het koninklijk besluit nr. 71 van 30 november 1939 betreffende het leuren met roerende waarden en demarchage met roerende waarden en goederen of eetwaren;
8° l'arrêté royal n° 10 du 15 octobre 1934 relatif aux marchés à terme de titres cotés en bourse;	8° het koninklijk besluit nr. 10 van 15 oktober 1934 met betrekking tot de termijnmarkt voor ter beurze genoteerde effecten;
9° l'arrêté royal du 12 novembre 1969 relatif au caractère public des opérations de sollicitation de l'épargne.	9° het koninklijk besluit van 12 november 1969 betreffende de publieke aard van verrichtingen strekkend tot het aantrekken van spaargelden.
10° la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement, à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements.	10° de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs.
Inséré	Ingevoegd
11° la loi du 2 mars 1989 relative à la publicité des participations importantes dans les sociétés cotées en bourse et réglementant les offres publiques d'acquisition ;	11° de wet van 22 maart 1989 op de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen in ter beurze genoteerde vennootschappen en tot reglementering van de openbare overnameaanbiedingen ;
12° l'article 26 de la loi du 9 mars 1999	12° artikel 26 van de wet van 9 maart 1999

tendant à assurer la transposition de la directive 95/26/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 juin 1995 relative aux institutions financières ;	tot omzetting van de Richtlijn 95/26/EG van het Europees Parlement en de Raad van 29 juni 1995 over de financiële instellingen ;
13° la loi du 28 avril 1999 visant à transposer la Directive 98/26/CE du 19 mai 1998 concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres ;	13° de wet van 28 april 1999 houdende omzetting van Richtlijn 98/26/EG van 19 mei 1998 betreffende het definitieve karakter van de vereffening van betalingen en effectentransacties in betalings- en vereffeningssystemen ;
14° la loi du _____ relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers ;	14° de wet van _____ betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten ;

Ingevolge hoofdstuk VIII van het ontwerp van wet betreffende de financiële markten en tot organisatie van het toezicht op de financiële sector werden volgende wijzigingen en opheffingen aangebracht.

+

Artikel 5 van de ontwerp van wet tot aanvulling, inzake de verhaalmiddelen tegen de beslissingen van de Minister, de CBF, de CDV en de marktondernemingen, alsook inzake de tussenkomst van de CBF en van de CDV voor de strafgerichten, van de wet van ... betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten en tot wijziging van verschillende andere wetsbepalingen (art. 18ter)

2 MAART 1989. - Wet op de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen in ter beurze genoteerde vennootschappen en tot reglementering van de openbare overnameaanbiedingen.

2 MARS 1989. - Loi relative à la publicité des participations importantes dans les sociétés cotées en bourse et réglementant les offres publiques d'acquisition.

Artikel 1er. § 1. Elke natuurlijke of rechtspersoon die stemrechtverlenende effecten, die al dan niet het kapitaal vertegenwoordigen, verwerft van een in § 2 bedoelde vennootschap, moet aan deze laatste en aan de Bankcommissie kennis geven van het aantal effecten dat hij bezit wanneer de stemrechten verbonden aan die effecten 5 % of meer bereiken van het totaal der stemrechten op het ogenblik waarop zich de omstandigheden voordoen op grond waarvan kennisgeving verplicht is.

Article 1. § 1er. Toute personne physique ou morale qui acquiert des titres représentatifs ou non du capital, conférant le droit de vote, d'une société visée au § 2, doit déclarer à celle-ci et à la Commission bancaire le nombre de titres qu'elle possède lorsque les droits de vote afférents à ces titres atteignent une quotité de 5 % ou plus du total des droits de vote existant au moment de la réalisation de la situation donnant lieu à déclaration.

Deze kennisgeving is eveneens verplicht in geval van bijkomende verwerving van effecten zoals bedoeld in het eerste lid, wanneer als gevolg hiervan het aantal stemrechten verbonden aan de verworven effecten 10 %, 15 %, 20 %, enzovoort, telkens per schijf van 5 procentpunten, bereiken van het totale aantal stemrechten op het ogenblik waarop zich de omstandigheden voordoen op grond waarvan kennisgeving verplicht is.

Elle doit faire la même déclaration en cas d'acquisition additionnelle de titres visés à l'alinéa 1er, lorsque à la suite de cette acquisition, les droits de vote afférents aux titres qu'elle possède atteignent une quotité de 10 %, de 15 %, de 20 % et ainsi de suite par tranches de cinq points, du total des droits de vote existant au moment de la réalisation de la situation donnant lieu à déclaration.

Deze kennisgeving is eveneens verplicht bij overdracht van effecten wanneer als gevolg hiervan de stemrechten zakken onder één van de drempels bedoeld in het eerste of in het tweede lid.

Elle doit faire la même déclaration en cas de cession de titres lorsque, à la suite de cette cession, les droits de vote tombent en deçà d'un des seuils visés à l'alinéa 1er ou à l'alinéa 2.

De natuurlijke persoon of de rechtspersoon die aandelen zonder stemrecht verkrijgt of heeft verkregen, is eveneens tot deze kennisgeving verplicht wanneer de effecten die hij bezit hem stemrechten verlenen die, in de gevallen waarin de houders van aandelen zonder stemrecht het recht hebben het stemrecht uit te oefenen, een van de drempels bedoeld in het eerste of in het tweede lid bereiken of onder een van deze drempels zakken.

La personne physique ou morale qui acquiert ou qui a acquis des actions sans droit de vote doit faire la même déclaration, lorsque les titres qu'elle possède lui confèrent des droits de vote qui, dans les cas où les porteurs d'actions sans droit de vote ont le droit d'exercer le droit de vote, atteignent un des seuils visés au premier ou au deuxième alinéa ou tombent en deçà d'un de ces seuils.

Gewijzigd**Modifié**

~~§ 2. Bedoeld worden de vennootschappen naar Belgisch recht waarvan alle of een deel van de stemrechtverlenende effecten zijn toegelaten tot de officiële notering aan een in een Lid Staat van de Europese Economische Gemeenschap gevestigde effectenbeurs.~~

~~§ 2. Sont visées les sociétés de droit belge dont les titres conférant le droit de vote sont en tout ou en partie admis à la cote officielle d'une bourse de valeurs située dans un Etat membre de la Communauté économique européenne.~~

§ 2. Bedoeld worden de vennootschappen naar Belgisch recht waarvan alle of een deel van de stemrechtverlenende effecten zijn toegelaten tot de verhandeling op een gereglementeerde markt in de zin van artikel 2, 3°, van de wet van _____ betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten”;

§ 2. Sont visées les sociétés de droit belge dont les titres conférant le droit de vote sont en tout ou en partie admis aux négociations sur un marché réglementé au sens de l'article 2, 3°, de la loi du _____ relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers ;

§ 3. In aandelen converteerbare effecten van een in § 2 bedoelde vennootschap en de - al dan niet in effecten belichaamde - rechten om op aandelen van een dergelijke vennootschap in te schrijven of deze te verwerven, worden onder de door de Koning vastgestelde voorwaarden, voor de toepassing van dit hoofdstuk, gelijkgesteld met aandelen van een dergelijke vennootschap.

§ 3. Les titres convertibles en actions d'une société visée au § 2 et les droits, matérialisés ou non par des titres, à la souscription ou à l'acquisition d'actions d'une telle société, sont, aux conditions fixées par le Roi, assimilés aux actions d'une telle société, pour l'application du présent chapitre.

§ 4. De kennisgeving is niet verplicht in geval van een verwerving zoals bedoeld in § 1, eerste en tweede lid, indien de aanvankelijk overschreden drempel voor verplichte kennisgeving ten gevolge van overdrachten vóór het einde van de termijn van kennisgeving bedoeld in artikel 4, § 1, niet meer wordt bereikt.

§ 4. Une acquisition visée au § 1er, alinéa 1er et 2, ne doit pas être déclarée si, à la suite de cessions effectuées avant l'expiration du délai prévu à l'article 4, § 1er, le seuil dont le franchissement entraînait l'obligation de déclaration, cesse d'être atteint.

Voor aandelen die banken of andere financiële instellingen vast overnemen is kennisgeving door die banken of financiële instellingen slechts verplicht indien zij, na verloop van de overeengekomen wederafstandsperiode, niet werden geretrocedeerd. Deze mogelijkheid kan slechts worden gebruikt mits toelating van de Bankcommissie.

Les actions prises ferme par des banques ou d'autres établissements financiers ne doivent faire l'objet d'une déclaration de la part de ces banques et établissements financiers que si, au terme de la période de rétrocession convenue, elles n'ont pas été rétrocédées. L'usage de cette faculté est subordonné à l'autorisation de la Commission bancaire.

§ 5. Wanneer de effecten van een vennootschap voor de eerste maal geheel of ten dele worden toegelaten tot de officiële notering aan een effectenbeurs in een lid Staat van de Europese Economische Gemeenschap tot de verhandeling op een gereglementeerde markt bedoeld in § 2 moet een zelfde kennisgeving worden verricht door de natuurlijke of rechtspersonen die op dat ogenblik een aantal effecten bezitten van deze vennootschap waaraan 5 % of meer van de bestaande stemrechten zijn verbonden.

§ 5. Quand les titres d'une société sont pour la première fois admis en tout ou en partie à la cote officielle d'une bourse de valeurs située dans un Etat membre de la Communauté économique européenne aux négociations su un marché réglementé visé au § 2, une même déclaration doit être faite par les personnes physiques ou morales qui possèdent à ce moment un nombre de titres de cette société auquel sont attachés 5 % ou plus des droits de vote existants.

Modifié

Art.15

§ 3. La Commission bancaire est **seule** chargée de veiller à l'application des arrêtés pris en vertu des §§ 1er et 2. Elle peut demander que lui soient transmis les renseignements nécessaires à l'application desdits arrêtés. Elle peut accorder, dans des cas spéciaux, des dérogations motivées aux dits arrêtés.

Modifié

Art. 16. Lorsque la Commission bancaire constate qu'une opération ou une pratique contraire aux dispositions prévues par ou en vertu de l'article 15 porte atteinte aux intérêts des porteurs de titres, elle peut demander au président du tribunal de commerce :

1° d'enjoindre à la personne qui en est responsable de se conformer à ces dispositions de mettre fin à l'irrégularité constatée ou d'en supprimer les effets.

~~2° d'interdire à la personne qui en est responsable de faire usage des droits ou de bénéficier des avantages qu'elle peut retirer de l'irrégularité. La procédure est engagée par citation. Le président statue comme en référé.~~

— La demande est introduite auprès du président du tribunal de commerce dans le ressort duquel la société qui a émis les titres concernés a son siège ou, à défaut de siège en Belgique, auprès du président du tribunal de commerce de Bruxelles.

Art. 16. § 1^{er}.La Commission bancaire et financière peut prendre toute mesure et adresser toute injonction de nature à assurer la correcte application des arrêtés pris en vertu de l'article 15, §§ 1^{er} et 2.

Elle peut notamment :

1° lorsqu'elle constate une opération, une pratique ou une omission, contraire aux dispositions prévues en vertu de l'article 15, enjoindre à toute personne qui en est responsable de se conformer à ces dispositions, de mettre fin à l'irrégularité constatée ou d'en supprimer les effets ;

ervan ongedaan te maken ;

2° de daarvoor verantwoordelijke persoon verbod opleggen om gebruik te maken van de rechten of voordelen die hij uit deze onregelmatigheid kan halen.

2° interdire à la personne qui en est responsable de faire usage des droits ou de bénéficier des avantages qu'elle peut retirer de l'irrégularité.

§ 2. Deze beslissing wordt door de Commissie voor het Bank- en Financieuzen op de meest geschikte wijze ter kennis gebracht van de verantwoordelijke persoon.

§ 2. La Commission bancaire et financière notifie sa décision de la manière la plus appropriée à la personne responsable.

Iedere met toepassing van deze bepaling genomen beslissing is uitvoerbaar zodra zij ter kennis is gebracht.

Toute décision prise en exécution de la présente disposition est exécutoire dès qu'elle a été notifiée.

§ 3. De Commissie voor het Bank- en Financieuzen kan haar beslissing openbaar maken.

§ 3. La Commission bancaire et financière peut rendre sa décision publique.

§ 4. De Commissie voor het Bank- en Financieuzen kan aan eenieder die bij het verstrijken van de termijn vastgelegd door de Commissie voor het Bank- en Financieuzen, in gebreke blijft zich te voegen naar het gebod dat hem werd gegeven overeenkomstig § 1, een dwangsom opleggen die, per kalenderdag niet meer bedragen dan 50.000 euro noch, per inbreuk, meer dan 2.500.000 euro.

§ 4. A toute personne qui, à l'expiration du délai fixé par la Commission bancaire et financière, reste en défaut de se conformer à l'injonction qui lui a été adressée conformément au § 1^{er}, la Commission bancaire et financière peut infliger une astreinte qui ne peut être, par jour calendrier, supérieure à 50.000 euros, ni, par infraction, supérieure à 2.500.000 euros.

Bovendien kan de Commissie voor het Bank- en Financieuzen, onverminderd andere maatregelen genomen in uitvoering van de wet, wanneer zij een inbreuk vaststelt op de bepaling vastgesteld krachtens artikel 15, §§ 1 en 2, een administratieve boete opleggen aan de verantwoordelijke persoon, die niet minder mag bedragen zijn dan 2.500 euro noch, voor hetzelfde feit of voor hetzelfde geheel van feiten, meer mag bedragen dan 2.500.000 euro.

De plus, sans préjudice d'autres mesures prises en exécution de la loi, la Commission bancaire et financière peut, lorsqu'elle constate une infraction aux dispositions des arrêtés pris en vertu de l'article 15, §§ 1^{er} et 2, infliger à la personne responsable une amende administrative, qui ne peut être inférieure à 2.500 euros ni supérieure, pour le même fait ou le même ensemble de faits, à 2.500.000 euros.

De boete of de dwangsom wordt ingevorderd ten bate van de Schatkist door de Administratie van het Kadaster, Registratie en Domeinen."

L'amende ou l'astreinte est recouvrée au profit du Trésor par l'Administration du Cadastre, de l'Enregistrement et des Domaines."

~~Art. 17. Opgeheven In het geval voorzien in artikel 16 kan de Banke commissie, als het wegens dringendheid verantwoord is, de verantwoordelijke persoon aanmanen de voortzetting van de betrokken verrichting of praktijk op te schorten. Deze beslissing is gemotiveerd en wordt op de~~

~~Art. 17. Abrogé Dans le cas prévu à l'article 16, la Commission bancaire peut, si l'urgence le justifie, enjoindre à la personne responsable de suspendre la poursuite de l'opération ou de la pratique en cause. Cette décision est motivée et notifiée de la manière la plus appropriée à la personne~~

~~meest geschikte wijze ter kennis gebracht aan de verantwoordelijke persoon. Zij is uitvoerbaar vanaf haar kennisgeving. De Commissie kan haar beslissing bekend maken. De beslissing van de Bankcommissie genomen in uitvoering van het eerste lid houdt op gevolgen te hebben 72 uur na de kennisgeving ervan of, vóór het verstrijken van deze termijn, als de Commissie de zaak bij de voorzitter van de rechtbank van koophandel aanhangig maakt overeenkomstig artikel 16.~~

Art. 18. Worden gestraft met één van de in artikel 204 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen bedoelde straffen, zij die aan een aanmaning die tot hen werd gericht op grond van artikel 16 ~~of van artikel 17~~ geen gevolg geven.

De bepalingen van Boek I van het Strafwetboek, hoofdstuk VII en artikel 85 niet uitgezonderd, zijn van toepassing op de inbreuken voorzien door dit artikel.

Inséré

Art. 18ter. § 1. Elke vordering, ten gronde of in kort geding gelet op haar hoogdringendheid, die volledig of gedeeltelijk steunt op één of meer bepalingen van dit hoofdstuk of op bepalingen die door de Koning zijn vastgelegd met toepassing van artikel 15, §§ 1 en 2, alsook elke vordering met als doel of mogelijk gevolg de opening van een openbaar overnameaanbod of een wijziging van het resultaat, de voorwaarden of het verloop van een dergelijk bod, vallen onder de uitsluitende bevoegdheid van het Hof van Beroep te Brussel.

§ 2. De vordering moet, op straffe van verval, worden ingediend binnen een termijn van 15 dagen nadat de eiser kennis heeft gekregen van het feit waarop zijn vordering steunt.

§ 3. De vorderingen bedoeld in § 1 moeten, op straffe van niet-ontvankelijkheid die ambtshalve wordt uitgesproken, worden ingediend bij ondertekend verzoekschrift

~~responsable. Elle est exécutoire dès qu'elle a été notifiée. La Commission peut rendre sa décision publique.~~

~~La décision prise par la Commission bancaire en exécution de l'alinéa 1er cesse ses effets 72 heures après sa notification sauf si, avant l'expiration de ce délai, la Commission saisit le président du tribunal de commerce conformément à l'article 16.~~

Art. 18. Sont punis des peines prévues par l'article 204 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales ceux qui passent outre à une injonction qui leur a été adressée en vertu de l'article 16 ~~ou de l'article 17.~~

Les dispositions du Livre 1er du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables aux infractions prévues par le présent article.

Ingevoegd

Art. 18ter. § 1^{er}. Toute demande, au fond ou au provisoire vu l'urgence, fondée en tout ou en partie sur une ou plusieurs dispositions du présent chapitre ou des dispositions arrêtées par le Roi en exécution de l'article 15, §§ 1^{er} et 2, ainsi que toute demande qui a pour objet ou qui est susceptible d'avoir pour effet de provoquer l'ouverture d'une offre publique d'acquisition ou de modifier le résultat, les conditions ou le déroulement d'une telle offre, sont de la compétence exclusive de la cour d'appel de Bruxelles.

§ 2. A peine de déchéance, la demande doit être introduite dans un délai de 15 jours à compter de la connaissance, par le demandeur, du fait fondant sa demande.

§ 3. Les demandes visées au § 1^{er} sont introduites, à peine d'irrecevabilité prononcée d'office, par requête signée et déposée au greffe de la cour d'appel de

ingediend ter griffie van het Hof van Beroep te Brussel in zoveel exemplaren als er partijen zijn. Bruxelles en autant d'exemplaires que de parties à la cause.

Op straffe van niet-ontvankelijkheid, bevat het verzoekschrift : A peine d'irrecevabilité, la requête contient :

- | | |
|---|---|
| 1° de vermelding van de dag, de maand en het jaar ; | 1° l'indication des jour, mois et an ; |
| 2° indien de eiser een natuurlijke persoon is, zijn naam, voornamen en woonplaats; indien de eiser een rechtspersoon is, zijn naam, zijn rechtsvorm, zijn maatschappelijke zetel en het orgaan dat hem vertegenwoordigt ; | 2° si le demandeur est une personne physique, ses nom, prénoms et domicile ; si le demandeur est une personne morale, sa dénomination, sa forme, son siège social et l'organe qui la représente ; |
| 3° de uiteenzetting van de middelen ; | 3° l'exposé des moyens ; |
| 4° de aanduiding van de plaats, de dag en het uur van de verschijning vastgesteld door de griffie van het Hof van Beroep ; | 4° l'indication des lieu, jour et heure de la comparution fixés par le greffe de la cour d'appel ; |
| 5° de inventaris van de verantwoordings-stukken die samen met het verzoekschrift ter griffie zijn neergelegd. | 5° l'inventaire des pièces et documents justificatifs remis au greffe en même temps que la requête. |

Het verzoekschrift wordt door de griffie van het Hof van Beroep te Brussel ter kennis gebracht van alle partijen die door verzoeker in het geding zijn opgeroepen. La requête est notifiée par le greffe de la cour d'appel de Bruxelles à toutes les parties appelées à la cause par le requérant.

Elke betrokken derde kan tussenkomen in de procedure. Tout tiers intéressé peut intervenir dans la procédure.

Het Hof van Beroep van Brussel stelt de termijn vast waarbinnen de partijen elkaar hun schriftelijke opmerkingen moeten overleggen en een kopie ervan ter griffie moeten neerleggen. Het Hof bepaalt eveneens de datum van de debatten. La cour d'appel de Bruxelles fixe le délai dans lequel les parties doivent se communiquer leurs observations écrites et en déposer copie au greffe. Elle fixe également la date des débats.

Elk van de partijen kan haar schriftelijke opmerkingen neerleggen bij de griffie van het Hof van Beroep te Brussel en ter plaatse het dossier op de griffie raadplegen. Les parties peuvent chacune déposer leurs observations écrites au greffe de la cour d'appel de Bruxelles et consulter le dossier au greffe sans déplacement. La cour

Het Hof van Beroep bepaalt de termijn waarbinnen die opmerkingen moeten worden overgelegd. Ze worden door de griffie ter kennis gebracht van de partijen.

d'appel de Bruxelles fixe les délais de production de ces observations. Elles sont portées par le greffe à la connaissance des parties.

§ 4. Behoudens in behoorlijk gemotiveerde omstandigheden, beslist het Hof van Beroep te Brussel binnen een termijn van 60 dagen na het indienen van de aanvraag.

§ 4. Sauf circonstances dûment motivées, la cour d'appel de Bruxelles statue dans un délai de 60 jours à compter de l'introduction de la demande.

§ 5. Het Hof van Beroep te Brussel doet uitspraak in eerste en laatste instantie. Het kan in eerste instantie geen andere vordering behandelen dan bedoeld in § 1, met dien verstande dat de regels van het Gerechtelijk Wetboek inzake samenhang en tegeneis niet hoeven te worden toegepast."

§ 5. La cour d'appel de Bruxelles statue en premier et dernier ressort. Elle n'est susceptible de connaître en premier ressort d'aucune autre demande que celles visées au § 1^{er}, étant entendu qu'il n'y a pas lieu d'appliquer les règles du Code judiciaire relatives à la connexité et aux demandes reconventionnelles. "

Ingevolge hoofdstuk VIII van het ontwerp van wet betreffende de financiële markten en tot organisatie van het toezicht op de financiële sector werden volgende wijzigingen en opheffingen aangebracht.

**Arrêté - loi du 18 mai 1945 portant
création d'un Fonds des Rentes**

**Besluitwet van 18 mei 1945 houdende
oprichting van een Rentenfonds**

Modifié par :

Gewijzigd door :

- * la loi du 23 décembre 1994 modifiant l'arrêté-loi du 18 mai 1945 portant création d'un Fonds des Rentes. (M.B. 30 décembre 1994)*
- * la loi du 30 octobre 1998 relative à l'euro (art. 24). M.B. 10 novembre 1998)*

- * de wet van 23 december 1994 tot wijziging van de besluitwet van 18 mei 1945 houdende oprichting van het Rentenfonds (B.S. 30 december 1994)*
- * de wet van 30 oktober 1998 betreffende de euro (art. 24) (B.S. 10 november 1998)*

(coordination officieuse)

(officieuze coördinatie)

**ARRETE-LOI DU 18 MAI 1945
PORTANT CREATION D'UN FONDS
DES RENTES.**

- *maintenu en vigueur par l'article 19, 6°, de la loi du 1er juin 1949, maintenant certaines dispositions légales en vigueur nonobstant la remise de l'armée sur pied de paix ;*
- *modifié par l'article 8 de la loi du 19 juin 1959 relative au statut de la Banque Nationale de Belgique et du Fonds des Rentes, ainsi qu'à la participation belge au Fonds Monétaire International et à la Banque Internationale de reconstruction et de développement économique.*
- *modifié par les articles 30 et 31 de la loi du 2 janvier 1991 relative au marché des titres de la dette publique et aux instruments de la politique monétaire.*
- *modifié par une loi du 22 juillet 1991.*
- *modifié par la loi du 23 décembre 1994.*

TEXTE COORDONNE

Article 1^{er}. Il est créé un «Fonds des Rentes» sous forme d'établissement public autonome, dont les engagements sont garantis par l'Etat.

Le siège de l'office est établi à Bruxelles ou dans l'agglomération bruxelloise.

**BESLUITWET VAN 18 MEI 1945
HOUDENDE OPRICHTING VAN EEN
RENTENFONDS.**

- *gehandhaafd door artikel 19, 6° van de wet van 1 juni 1949 waarbij sommige wettelijke bepalingen gehandhaafd worden niettegenstaande het terugbrengen van het leger op vredesvoet ;*
- *gewijzigd door artikel 8 van de wet van 19 juni 1959 over het statuut van de Nationale Bank van België en van het Rentenfonds, alsmede over de Belgische deelneming in het Internationaal Muntfonds en in de Internationale Bank voor Wederopbouw en Economische Ontwikkeling ;*
- *gewijzigd door artikelen 30 en 31 van de wet van 2 januari 1991 betreffende de markt van de effecten van de overheidsschuld en het monetair beleidsinstrumentarium ;*
- *gewijzigd door een wet van 22 juli 1991.*
- *gewijzigd door de wet van 23 december 1994.*

GECOORDINEERDE TEKST

Artikel 1. Er wordt een «Rentenfonds» opgericht onder de vorm van zelfstandige openbare instelling, waarvan de verbintenissen door de Staat worden gewaarborgd.

De zetel van het bureau is te Brussel of in de Brusselse agglomeratie gevestigd.

Art. 2. Le Fonds a pour mission :

- 1° d'assurer la liquidité du marché secondaire des titres de l'Etat, en faveur principalement des personnes qui interviennent sur ce marché en dehors de l'exercice d'une activité professionnelle ;
- 2° d'apporter son concours à la gestion de la dette de l'Etat, en assurant les fonctions techniques que le ministre des Finances lui délègue ;
- 3° d'exercer les fonctions d'administration et de surveillance de marchés de valeurs mobilières, qui lui sont confiées par ou en vertu de la loi ;

Abrogé

~~4° d'exercer les fonctions qui lui sont confiées par ou en vertu de la loi pour la surveillance de l'observation des dispositions légales et réglementaires applicables à la conservation et à l'administration de valeurs mobilières.~~

Dans le cadre de la mission décrite à l'alinéa 1er, 1°, le Fonds peut effectuer toutes opérations relatives aux titres émis par l'Etat, ainsi qu'aux instruments financiers qui s'appuient sur ces titres. Il peut à cet effet emprunter à court terme.

Le Fonds coopère avec la Caisse d'amortissement et conclut des accords à cette fin.

Art. 2. Het Fonds heeft tot opdracht :

- 1° de liquiditeit van de secundaire markt van Staatseffecten te waarborgen, hoofdzakelijk ten gunste van de personen die op deze markt optreden buiten de uitoefening van een beroepsactiviteit ;
- 2° medewerking te verlenen aan het beheer van de Staatsschuld door de technische functies waar te nemen die de minister van Financiën opdraagt aan het Fonds.
- 3° de functies in verband met het bestuur van en het toezicht op effectenmarkten uit te oefenen, die hem door of krachtens de wet zijn toevertrouwd ;

opgeheven

~~4° de functies uit te oefenen die hem door of krachtens de wet zijn toevertrouwd voor het toezicht op de naleving van de wettelijke en reglementaire bepalingen die van toepassing zijn op de bewaarneming en op het beheer van effecten.~~

In het raam van de opdracht beschreven in het eerste lid, 1°, kan het Fonds alle verrichtingen doen met betrekking tot de effecten uitgegeven door de Staat en de financiële instrumenten die op deze effecten steunen. Het kan daartoe leningen aangaan op korte termijn.

Het Fonds werkt samen met de Amortisatiekas en sluit daartoe overeenkomsten.

Le Roi peut autoriser le Fonds à effectuer, conformément aux conventions conclues avec les émetteurs, les missions et opérations décrites à l'alinéa 1er, 1°, à l'égard des titres émis par des personnes morales de droit public belge autres que l'Etat, à l'exclusion des titres émis par les établissements publics de crédit, ou à l'égard des titres libellés en francs belges qui sont émis ou garantis par les institutions ou organismes européens ou internationaux dont la Belgique est partie.

Dans le cadre des missions de surveillance visées à l'alinéa 1er, 3° ~~et 4°~~, le Fonds peut se faire communiquer toutes informations ou copies de documents utiles à l'exercice de ses fonctions par les établissements soumis à son contrôle, par la Banque nationale de Belgique, par les autorités investies de la mission de surveillance des établissements de crédit et des établissements de bourse ainsi que par les autorités chargées de la surveillance des marchés financiers. ~~Aux mêmes fins, il peut également demander aux autorités investies de la mission de surveillance des établissements de crédit et des établissements de bourse de procéder à des enquêtes sur place.~~

Le Fonds peut procéder à des inspections sur place auprès des établissements soumis à son contrôle ou demander aux autorités dont question ci-dessus de procéder à des enquêtes sur place ;

Inséré

Dans le cadre des missions visées à l'alinéa

De Koning kan het Fonds machtigen om overeenkomstig de overeenkomsten gesloten met de emittenten, de opdrachten en verrichtingen uit te voeren die zijn beschreven in het eerste lid, 1°, met betrekking tot de effecten uitgegeven door Belgische publiekrechtelijke rechtspersonen, andere dan de Staat, met uitsluiting van de effecten uitgegeven door de Openbare kredietinstellingen, of met betrekking tot effecten uitgedrukt in Belgische frank die zijn uitgegeven of gewaarborgd door de Europese of internationale instellingen of organisaties waarvan België deel uitmaakt.

In het raam van de toezichthoudende opdrachten bedoeld in het eerste lid, 3° ~~en 4°~~; kan het Fonds zich alle voor de uitoefening van zijn functies nuttige inlichtingen of kopieën van documenten doen verstrekken door de instellingen die onder zijn toezicht staan, door de Nationale Bank van België, door de autoriteiten aan wie van overheidswege het toezicht op de kredietinstellingen en op de beursinstellingen is opgedragen evenals door de autoriteiten die belast zijn met het toezicht op de financiële markten. ~~Met datzelfde doel, kan het ook aan de autoriteiten aan wie van overheidswege het toezicht op de kredietinstellingen en op de beursinstellingen is opgedragen vragen om ter plaatse onderzoeken in te stellen.~~

Bij de instellingen die onder zijn toezicht staan, kan het Fonds bovendien ter plaatse inspecties verrichten of aan de hogervermelde autoriteiten vragen om ter plaatse onderzoeken in te stellen. ;

Ingevoegd

In het raam van de opdrachten bedoeld in

1^{er}, 3^o, le Fonds peut prononcer un avertissement ou un blâme, et/ou imposer une amende administrative vis-à-vis des établissements soumis à son contrôle, et/ou les suspendre, pour tout ou partie de leurs activités sur le marché, pour une période qui ne peut excéder six mois ou les exclure, pour tout ou partie de leurs activités sur le marché, lorsqu'ils enfreignent la réglementation que le Fonds a pour mission de surveiller. L'amende administrative infligée est unique ou est exprimée par jour calendrier. Dans ce dernier cas, celle-ci ne peut être inférieure à 2.500 euros ni supérieure à 50.000 euros. Au total, pour le même fait ou ensemble de faits, les amendes ne peuvent être supérieures à 2.500.000 euros. Par exception à ce qui précède, lorsque l'infraction a procuré au contrevenant un avantage patrimonial, l'amende ne peut en outre être inférieure au montant de cet avantage patrimonial, ni supérieure au double de ce montant ou en cas de récidive, au triple de ce montant.

Les amendes sont recouvrées au profit du Trésor par l'Administration du Cadastre, de l'Enregistrement et des Domaines.

Il soumet à l'approbation du Ministre des Finances les principes directeurs de son activité.

Art. 2 bis. Le Ministre des Finances peut, dans le cadre de la gestion de la dette de l'Etat, prêter au Fonds les moyens nécessaires pour ses activités.

het eerste lid, 3^o, kan het Fonds ten aanzien van de instellingen die onder zijn toezicht staan, een waarschuwing of een berisping uitspreken, en/of een administratieve geldboete opleggen, en/of deze instellingen schorsen, voor het geheel of een gedeelte van hun activiteiten op de markt, voor een periode van maximum zes maanden, of uitsluiten, voor het geheel of een gedeelte van hun activiteiten op de markt, wanneer zij de reglementering overtreden waarop het Rentenfonds toeziet. De administratieve geldboete wordt ofwel éénmalig ofwel per kalenderdag opgelegd. In dit laatste geval mag deze noch minder bedragen dan 2.500 euro, noch meer dan 50.000 euro. In het totaal mogen de boeten opgelegd voor hetzelfde feit of geheel van feiten 2.500.000 euro niet overschrijden. In afwijking van wat voorafgaat, wanneer de inbreuk aan de overtreder een vermogensvoordeel heeft verschaft, mag de boete bovendien niet minder bedragen dan het bedrag van dit vermogensvoordeel, noch meer dan het tweevoud van dit bedrag of, in geval van recidive, het drievoud van dit bedrag.

De boeten worden ten voordele van de Schatkist geïnd door de Administratie van het Kadaster, de Registratie en de Domeinen.

Het legt de leidende beginselen van zijn bedrijvigheid tot goedkeuring aan de Minister van Financiën voor.

Art. 2 bis. De Minister van Financiën mag in het kader van het beheer van de staatsschuld, aan het Fonds de voor zijn werking noodzakelijke geldmiddelen lenen.

Art. 2ter. - § 1er. Hors le cas où ils sont appelés à rendre témoignage en justice en matière pénale, les membres du Comité et du personnel du Fonds des rentes ainsi que les personnes appelées à collaborer à l'exécution de ses missions, ne peuvent se livrer à aucune divulgation des informations confidentielles dont ils ont eu connaissance en raison de leurs fonctions.

L'alinéa 1er ne s'applique pas aux communications faites :

- 1° à la Banque Nationale de Belgique, à la Banque centrale européenne aux autorités investies de la mission de surveillance des établissements de crédit et des établissements de bourse et aux autorités chargées de la surveillance des marchés financiers, pour les questions qui relèvent de leurs compétences ;
- 2° au ministre des Finances, pour l'exercice de ses fonctions relatives aux marchés de valeurs mobilières ou à la conservation et à l'administration de valeurs mobilières ;
- 3° aux autorités judiciaires, pour la dénonciation des infractions pénales que le Fonds a constatées dans l'exercice de ses fonctions ;
- 4° dans le cadre d'une collaboration mutuelle, en vertu de traités internationaux auxquels la Belgique est partie ou moyennant réciprocité, à des organismes étrangers remplissant des fonctions de surveillance similaires à celles du Fonds des rentes et cela pour l'instruction et l'exécution des décisions intervenant dans le cadre de ces fonctions.

Art. 2ter. - § 1. Behalve wanneer zij worden opgeroepen om in rechte te getuigen in strafzaken, mogen de leden van het Comité en van het personeel van het Rentenfonds en de personen die medewerken aan de uitvoering van zijn opdrachten, geen ruchtbaarheid geven aan de vertrouwelijke inlichtingen waarvan zij op grond van hun functies kennis hebben verkregen.

Het eerste lid is niet van toepassing op mededelingen :

- 1° aan de Nationale Bank van België, aan de Europese centrale bank aan de autoriteiten aan wie van overheidswege het toezicht op de kredietinstellingen en op de beursinstellingen is opgedragen en aan de autoriteiten die belast zijn met het toezicht op de financiële markten, omtrent de aangelegenheden die tot hun bevoegdheden behoren ;
- 2° aan de minister van Financiën, voor de uitoefening van zijn functies met de betrekking tot effectenmarkten of tot de bewaarneming en tot het beheer van de effecten ;
- 3° aan de gerechtelijke autoriteiten voor de aangifte van strafrechtelijke inbreuken die het Fonds in de uitoefening van zijn functies heeft vastgesteld ;
- 4° in het kader van een wederzijdse samenwerking, op grond van internationale verdragen die België heeft ondertekend op grond van wederkerigheid, aan buitenlandse instellingen met gelijkaardige toezichthoudende opdrachten als het Rentenfonds en dit voor het onderzoek en de uitvoering van beslissingen die zijn genomen in het kader van deze opdrachten.

§ 2. Le Fonds des rentes ne peut effectuer les communications autorisées au § 1er que si le destinataire n'en fait usage qu'aux fins requises pour l'exercice de ses fonctions et, pour les destinataires visés au § 1er, 4°, s'ils sont assujettis à un secret professionnel équivalent à celui instauré par le présent article.

§ 3. Toute infraction au présent article est punie des peines prévues par l'article 458 du Code pénal. Les dispositions du Livre 1er du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables aux infractions au présent article.

Art. 3. Le Fonds est administré par un Comité de six membres nommés par le Roi : trois membres sur présentation par la Banque Nationale de Belgique; les trois autres membres proposés par le Ministre des Finances et choisis parmi les fonctionnaires supérieurs de l'Administration de la Trésorerie du Ministère des Finances, parmi lesquels l'administrateur général de la Trésorerie qui assumera les fonctions de président et le fonctionnaire supérieur responsable du Service de la Dette Publique de l'Administration de la Trésorerie.

Art. 4. Le Comité du Fonds ne peut délibérer que si quatre au moins de ses membres sont présents. En cas de partage de voix, celle du président est prépondérante.

§ 2. Het Rentenfonds mag de mededelingen overeenkomstig § 1 pas verstrekken als de ontvanger die enkel zal gebruiken ten behoeve van de uitoefening van zijn opdrachten en voor zover de in § 1, 4°, vermelde ontvangers gehouden zijn tot een gelijkwaardig beroepsgeheim als ingesteld in dit artikel.

§ 3. Overtredingen van dit artikel worden bestraft met de straffen van artikel 458 van het Strafwetboek. De voorschriften van het eerste boek van het Strafwetboek, hoofdstuk VII en artikel 85 niet uitgezonderd, zijn van toepassing op de overtredingen van dit artikel.

Art. 3. Het Fonds wordt beheerd door een Comité van zes leden benoemd door de Koning : drie leden op de voordracht van de Nationale Bank van België; de drie andere leden voorgesteld door de Minister van Financiën en gekozen onder de hogere ambtenaren van de Administratie der Thesaurie van het Ministerie van Financiën, waaronder de administrateur-generaal van de Thesaurie die de functie van voorzitter zal waarnemen, en de hogere ambtenaar die instaat voor de Dienst van de Staatsschuld van de Administratie der Thesaurie.

Art. 4. Het Comité van het Fonds kan slechts beraadslagen en besluiten wanneer minstens vier leden aanwezig zijn. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

Toutefois, en cas de partage des voix dans l'exercice de la mission visée à l'article 2, alinéa 1er, 1°, le président informe, dans les huit jours, les Chambres législatives et le Ministre des Finances de la décision prise en application de l'alinéa précédent.

Le Comité a tous les pouvoirs d'administration nécessaires à la réalisation des missions prévues à l'article 2.

Le Comité règle les questions administratives, conformément à un règlement d'ordre intérieur, à approuver par le Ministre des Finances.

Le président représente le Fonds dans les actes publics et sous seing privé; les actions judiciaires sont intentées ou défendues par lui au nom du Fonds.

Tout engagement du Fonds n'est valable que moyennant la signature du président et d'un membre du Comité. Le président, de l'avis conforme du Comité, peut en outre déléguer le pouvoir de signature, dans la mesure qu'il détermine, à un ou plusieurs membres du Comité ou à des personnes spécialement désignées à cet effet.

Le président et les membres du Comité ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements du Fonds. Ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Les fonctions du président et des membres du Comité sont gratuites.

In geval van staking van stemmen bij de uitoefening van de opdracht bedoeld in artikel 2, eerste lid, 1°, deelt de voorzitter echter aan de Wetgevende Kamers en aan de Minister van Financiën binnen acht dagen de beslissing mee, welke genomen werd met toepassing van het vorig lid.

Het Comité bezit alle bevoegdheden van bestuur die nodig zijn voor de uitvoering van de opdrachten bedoeld in artikel 2.

Het Comité regelt de administratieve aangelegenheden overeenkomstig een door de Minister van Financiën goed te keuren huishoudelijk reglement.

De voorzitter vertegenwoordigt het Fonds in openbare en onderhandse akten; de rechtsvorderingen worden door hem namens het Fonds ingesteld of verdedigd.

Elke verbintenis van het Fonds is slechts geldig mits zij met de handtekening van de voorzitter en van een lid van het Comité is bekleed. Bovendien kan de voorzitter, op eensluidend advies van het Comité, de handtekeningsbevoegdheid overdragen, in de mate die hij bepaalt, aan een of meer leden van het Comité of aan personen die daartoe speciaal zijn aangewezen.

De voorzitter en de leden van het Comité gaan geen persoonlijke verplichtingen aan betreffende de verbintenissen van het Fonds. Zij zijn slechts voor de uitvoering van hun opdracht aansprakelijk.

De functies van voorzitter en lid van het Comité worden niet bezoldigd.

Art. 5. - Les moyens propres du Fonds sont constitués :

1° de la dotation de 2.812.500.000 francs attribuée par le Trésor en vertu de l'article 9 de la loi du 19 juin 1959 relative au statut de la Banque Nationale de Belgique et du Fonds des rentes, ainsi qu'à la participation belge au Fonds Monétaire International et à la Banque Internationale de reconstruction et de développement économique ;

2° de la réserve.

Art. 6. - Le bénéfice net constaté au bilan à la clôture de chaque exercice est, à concurrence de 3 p.c. de la dotation, versé à la réserve.

L'excédent est acquis au Trésor et payé le 31 mars de l'exercice suivant.

Par dérogation à l'alinéa 2, si la réserve n'atteint pas 50 p.c. de la dotation ou si les moyens propres n'atteignent pas 35 p.c. du portefeuille nominal détenu en moyenne par le Fonds durant le dernier trimestre de l'exercice, l'excédent est versé à la réserve dans la mesure nécessaire pour que la réserve et les moyens propres atteignent ces pourcentages respectifs.

Art. 7. Avant le 31 mars, le Fonds publie au Moniteur un rapport sur ses opérations annuelles.

Art. 8. Les comptes annuels sont soumis au contrôle de la Cour des Comptes.

Art. 9. L'administrateur général de la Trésorerie est chargé de la gestion journalière

Art. 5. - De eigen middelen van het Fonds zijn samengesteld uit :

1° de dotatie van 2.812.500.000 frank toegekend door de Schatkist krachtens artikel 9 van de wet van 19 juni 1959 over het statuut van de Nationale Bank van België en van het Rentenfonds, alsmede over de Belgische deelneming in het Internationaal Muntfonds en in de Internationale Bank voor wederopbouw en economische ontwikkeling ;

2° de reserve.

Art. 6. - De nettowinst die op de balans is vastgesteld bij de afsluiting van elk boekjaar wordt, ten belope van 3 pct. van de dotatie, bij de reserve gevoegd.

Het overschot valt ten deel aan de Schatkist en wordt op 31 maart van het volgende boekjaar uitgekeerd.

In afwijking van het tweede lid wordt, indien de reserve geen 50 pct. van de dotatie bereikt of indien de eigen middelen geen 35 pct. bereiken van de nominale portefeuille die het Fonds gedurende het laatste kwartaal van het boekjaar gemiddeld in bezit had, het overschot in die mate bij de reserve gevoegd als nodig om die respectieve percentages voor de reserve en de eigen middelen te bereiken.

Art. 7. Vóór de 31° maart laat het Fonds een verslag over zijn jaarlijkse verrichtingen in het Staatsblad verschijnen.

Art. 8. De jaarlijkse rekeningen zijn aan de controle van het Rekenhof onderworpen.

Art. 9. De administrateur-generaal van de Thesaurie wordt belast met het dagelijks

du Fonds. Il est assisté par le fonctionnaire supérieur responsable du Service de la Dette Publique de l'Administration de la Trésorerie du Ministère des Finances.

Sur la proposition de l'administrateur général de la Trésorerie, le Comité peut charger la Banque Nationale de Belgique des opérations de caisse du Fonds et des opérations relatives aux missions visées à l'article 2, alinéa 1er, 1°, ainsi que de tout ou partie de la gestion journalière. Le Comité conclut, à cet effet, avec la Banque Nationale de Belgique, les conventions nécessaires. Celles-ci sont soumises à l'approbation du Ministre des Finances.

Art. 10. Le Fonds peut continuer à négocier les titres dont il assure la régularisation des cours au moment de l'entrée en vigueur de la présente modification du champ d'activités décrit à l'article 2.

Art. 11. Le présent arrêté-loi entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

beheer van het Fonds. Hij wordt bijgestaan door de hogere ambtenaar die instaat voor de Dienst van de Staatsschuld van de Administratie der Thesaurie van het Ministerie van Financiën.

Op voorstel van de administrateur-generaal van de Thesaurie, kan het Comité de Nationale Bank van België belasten met de kasverrichtingen van het Fonds en met de verrichtingen met betrekking tot de taken bedoeld in artikel 2, eerste lid, 1°, alsook met heel het dagelijks beheer of een gedeelte ervan. Daartoe sluit het Comité met de Nationale Bank van België de nodige overeenkomsten. Deze worden ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister van Financiën.

Art. 10. Het Fonds kan blijven onderhandelen over de effecten waarvan het de koers regulariseert op het ogenblik dat deze wijziging van het werkingsveld, beschreven in artikel 2, in werking treedt.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Ingevolge hoofdstuk VIII van het ontwerp van wet betreffende de financiële markten en tot organisatie van het toezicht op de financiële sector werden volgende wijzigingen en opheffingen aangebracht.

Ingevoegd	Inseré
Art. 45bis. De Koning kan, op advies van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen, regels vaststellen met betrekking tot het statuut van en het toezicht op de ondernemingen bedoeld in artikel 45, 10°.	Art. 45bis. Le Roi peut, sur avis de la Commission bancaire et financière, établir des règles relatives au statut et au contrôle des entreprises visées à l'article 45, 10°.
Opgeheven <u>Art. 52</u> De aanvragers kunnen beroep instellen tegen de beslissingen inzake vergunning die de Commissie voor het Bank- en Financiewezen neemt op grond van de artikelen 50 en 51 of wanneer zij geen uitspraak heeft gedaan binnen de bij het eerste lid van artikel 50 vastgestelde termijnen. In dit laatste geval wordt het beroep behandeld als was de aanvraag verworpen. Het beroep moet worden ingesteld binnen vijftien dagen na de kennisgeving van de beslissing of na afloop van de bij artikel 50 vastgestelde termijnen. Het beroep wordt gericht aan de minister van Financiën en ter kennis gebracht van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen, met een ter post aangetekende brief of een brief met ontvangstbewijs. De minister van Financiën doet binnen twee maanden uitspraak over het beroep. Zijn beslissing wordt binnen acht dagen met een ter post aangetekende brief of een brief met ontvangstbewijs ter kennis gebracht van de beleggingsonderneming die het beroep heeft ingesteld en van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen. Indien de minister van Financiën binnen voornoemde termijn geen uitspraak heeft gedaan, verleent de Commissie voor het Bank- en Financiewezen, uiterlijk vijftien dagen na de bevestiging van de aanvraag door de aanvrager, ambtshalve de vergunning.	Abrogé <u>Art. 52.</u> Un recours est ouvert aux demandeurs contre les décisions prises par la Commission bancaire et financière en matière d'agrément en vertu des articles 50 et 51 ou lorsque celle-ci n'a pas statué dans les délais fixés à l'alinéa 1er de l'article 50. Dans ce dernier cas, le recours est traité comme s'il y avait eu rejet de la demande. Le recours doit être formé dans les quinze jours de la notification de la décision ou de l'échéance des délais fixés à l'article 50. Le recours est adressé au ministre des Finances et notifié à la Commission bancaire et financière, par lettre recommandée à la poste ou avec accusé de réception. Le ministre des Finances statue sur le recours dans les deux mois. Sa décision est notifiée dans les huit jours par lettre recommandée à la poste ou avec accusé de réception à l'entreprise d'investissement qui a pris son recours et à la commission bancaire et financière. Si le ministre des Finances n'a pas décidé dans le délai ci-dessus, la Commission bancaire et financière procède d'office à l'agrément au plus tard quinze jours après que le demandeur lui ait confirmé sa demande.

Art. 83 Iedere beleggingsonderneming die op het grondgebied van een andere Lid-Staat van de Europese Gemeenschap een bijkantoor wenst te vestigen om er alle of een deel van de in artikel 46 opgesomde beleggingsdiensten of nevendiensten te verrichten die haar in België zijn toegestaan, stelt de Commissie voor het Bank- en Financiewezen daarvan in kennis. Bij deze kennisgeving wordt een programma van werkzaamheden gevoegd waarin met name de aard van de voorgenomen werkzaamheden, gegevens over de organisatiestructuur van het bijkantoor, de domiciliëring van de correspondentie in de betrokken Lid-Staat en de naam van de leiders van het bijkantoor worden vermeld.	Art. 83. L'entreprise d'investissement qui projette d'ouvrir une succursale sur le territoire d'un autre Etat membre de la Communauté européenne en vue d'exercer tout ou partie des services d'investissement ou services auxiliaires énumérés à l'article 46 qui lui sont autorisés en Belgique, notifie son intention à la Commission bancaire et financière. Cette notification est assortie d'un programme d'activités dans lequel sont notamment indiqués les catégories d'opérations envisagées, la structure de l'organisation de la succursale, la domiciliation de la correspondance dans l'Etat concerné et le nom des dirigeants de la succursale.
De Commissie voor het Bank- en Financiewezen, kan zich verzetten tegen de uitvoering van het project bij beslissing die is ingegeven door de nadelige gevolgen van de opening van een bijkantoor op de organisatie, de financiële positie of het toezicht op de beleggingsonderneming. De beslissing van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen moet, uiterlijk zes weken na ontvangst van het volledige dossier met alle in het tweede lid bedoelde gegevens, met een ter post aangetekende brief of een brief met ontvangstbewijs ter kennis worden gebracht van de beleggingsonderneming. Indien de Commissie voor het Bank- en Financiewezen haar beslissing niet binnen deze termijn ter kennis heeft gebracht, wordt zij geacht geen bezwaar te maken tegen het project van de beleggingsonderneming.	La Commission bancaire et financière peut s'opposer à la réalisation du projet par décision motivée par les répercussions préjudiciables de l'ouverture de la succursale sur l'organisation, la situation financière ou le contrôle de l'entreprise d'investissement. La décision de la Commission bancaire et financière doit être notifiée à l'entreprise d'investissement par lettre recommandée à la poste ou avec accusé de réception au plus tard six semaines après la réception du dossier complet comprenant les informations prévues à l'alinéa 2. Si la Commission bancaire et financière n'a pas notifié de décision dans ce délai, elle est réputée ne pas s'opposer au projet de l'entreprise d'investissement.
Opgeheven De beleggingsonderneming kan beroep instellen tegen de beslissingen als bedoeld in het derde lid. Beroep moet worden ingesteld binnen acht dagen na de kennisgeving van de beslissing. Het beroep wordt gericht aan de minister van Financiën en ter kennis gebracht voor de Commissie van het Bank- en Financiewezen met een ter post aangetekende brief of een brief met ontvangstbewijs. De minister van Financiën doet binnen een maand uitspraak over het beroep. Zijn beslissing wordt binnen acht dagen met een ter post aangetekende brief of een brief met ontvangstbewijs ter kennis gebracht van de beleggingsonderneming en van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen. Indien de minister van Financiën zijn uitspraak binnen voornoemde termijn niet ter kennis heeft gebracht,	Abrogé Un recours est ouvert à l'entreprise d'investissement contre les décisions prévues à l'alinéa 3. Le recours doit être formé dans les huit jours de la notification de la décision. Il est adressé au ministre des Finances et notifié à la Commission bancaire et financière par lettre recommandée à la poste ou avec accusé de réception. Le ministre statue sur le recours dans le mois. Sa décision est notifiée dans les huit jours par lettre recommandée à la poste ou avec accusé de réception à l'entreprise d'investissement et à la Commission bancaire et financière. Si le ministre des Finances n'a pas notifié de décision dans le délai ci-dessus, le recours est réputé accueilli.

wordt het beroep gegrond geacht. De Commissie voor het Bank- en Financiewezen geeft de Commissie van de Europese Gemeenschappen, volgens de frequentie die laatstgenoemde bepaalt, kennis van het aantal en de motivering van de in het derde en vijfde lid bedoelde definitieve beslissingen tot verzet tegen de geplande opening van een bijkantoor in Lid-Staten van de Europese Gemeenschap. Dit artikel geldt, met uitzondering van het zesde lid, voor de opening van bijkantoren in een Staat die geen lid is van de Europese Gemeenschap, welke ook de geplande werkzaamheden voor deze bijkantoren zijn.	La Commission bancaire et financière communique à la Commission des Communautés européennes, selon la périodicité fixée par celle-ci, le nombre et les motifs des décisions définitives d'opposition prévues aux alinéas 3 et 5 concernant des projets de création de succursales dans les Etats membres de la Communauté européenne. Le présent article, à l'exception de l'alinéa 6, s'applique à l'ouverture de succursales dans un Etat non membre de la Communauté européenne et cela sans restriction quant aux activités projetées pour ces succursales.
---	---

Art 104 § 2. De in § 1 bedoelde beslissingen van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen hebben voor de beleggingsonderneming uitwerking vanaf de datum van hun kennisgeving met een ter post aangetekende brief of een brief met ontvangstbewijs en, voor derden, vanaf de datum van hun bekendmaking overeenkomstig de voorschriften van § 1. Opgeheven De beleggingsonderneming kan beroep instellen bij de minister van Financiën tegen overeenkomstig § 1, 2°, 3° en 4°, genomen beslissingen. Beroep is ook mogelijk tegen overeenkomstig § 1, 1°, genomen beslissingen, wanneer de Commissie voor het Bank- en Financiewezen aan de onderneming heeft meegedeeld dat ze deze beslissingen zal openbaar maken. Het beroep moet worden ingesteld binnen drie werkdagen na de kennisgevingsdatum. De minister van Financiën doet binnen dertig werkdagen uitspraak over het beroep. Indien hij binnen deze termijn geen uitspraak heeft gedaan, wordt het beroep geacht te zijn aanvaard. Het beroep schorst de beslissing en haar openbaarmaking, tenzij de Commissie voor het Bank- en Financiewezen, bij ernstig gevaar voor de beleggers, haar beslissing uitvoerbaar heeft verklaard niettegenstaande elk beroep.	Art 104 § 2. Les décisions de la Commission bancaire et financière visées au § 1er sortent leurs effets à l'égard de l'entreprise d'investissement à dater de leur notification à celle-ci par lettre recommandée à la poste ou avec accusé de réception et, à l'égard des tiers, à dater de leur publication conformément aux dispositions du § 1er. Abrogé Un recours est ouvert à l'entreprise d'investissement auprès du ministre des Finances à l'encontre des décisions prises conformément au § 1er, 2°, 3° et 4°. Il est également ouvert à l'encontre des décisions prises conformément au § 1er, 1°, lorsque la Commission bancaire et financière a notifié à l'entreprise qu'elle publiera ces décisions. Le recours doit être introduit dans les trois jours ouvrables suivant la date de la notification. Le ministre des Finances décide dans les trente jours ouvrables. A défaut de décision dans ce délai, le recours est réputé accueilli. Le recours est suspensif de la décision et de sa publication sauf si, en raison d'un péril grave pour les investisseurs, la Commission bancaire et financière a déclaré sa décision exécutoire nonobstant recours.
Art. 130 Opgeheven De aanvragers kunnen beroep instellen tegen de beslissingen inzake vergunning die de Commissie voor het Bank- en Financiewezen neemt op grond van artikel 124 of wanneer zij geen uitspraak heeft gedaan binnen de bij het eerste lid van artikel 129 vastgestelde termijnen. In dat laatste geval wordt het beroep behandeld als was de aanvraag verworpen. Het beroep moet worden ingesteld binnen vijftien dagen na de kennisgeving van de beslissing of na afloop van de bij artikel 129 vastgestelde termijnen. Artikel 52, tweede lid, tweede zin en derde lid is van toepassing	Art. 130. Abrogé Un recours est ouvert aux demandeurs contre les décisions prises par la Commission bancaire et financière en matière d'agrément en vertu de l'article 124 ou lorsque celle-ci n'a pas statué dans les délais fixés à l'alinéa 1er de l'article 129. Dans ce dernier cas, le recours est traité comme s'il y avait eu rejet de la demande. Le recours doit être formé dans les quinze jours de la notification de la décision ou de l'échéance des délais fixés à l'article 129. L'article 52, alinéa 2, deuxième phrase, et alinéa 3, est applicable.
Art. 140 Opgeheven	Art. 140. Abrogé

De leden van de toezichthoudende overheid en haar personeelsleden zijn gebonden door het beroepsgeheim en mogen de vertrouwelijke gegevens waarvan zij kennis hebben gekregen op grond van hun functie, aan geen enkele persoon of overheid bekendmaken, behalve wanneer zij worden opgeroepen om in rechte te getuigen in strafzaken.	Les membres de l'autorité de contrôle et les membres de son personnel sont soumis au secret professionnel et ne peuvent divulguer à quelque personne ou autorité que ce soit les informations confidentielles dont ils ont eu connaissance en raison de leurs fonctions hormis le cas où ils sont appelés à rendre témoignage en justice en matière pénale.
Op het eerste lid wordt een uitzondering gemaakt : 1° ingeval een mededeling is voorgeschreven of toegestaan door of krachtens de wetten die de aan de toezichthoudende overheid toevertrouwde opdrachten regelen;	Il est fait exception à l'alinéa 1 ^{er} : 1° dans le cas de communications prévues ou autorisées par ou en vertu des lois régissant les missions confiées à l'autorité de contrôle;
2° wanneer de toezichthoudende overheid bij de gerechtelijke autoriteiten aangifte doet van de door haar vastgestelde overtredingen van de wetten die de haar toevertrouwde opdrachten regelen of van het koninklijk besluit nr. 22 van 24 oktober 1934 waarbij aan bepaalde veroordeelden en aan de gefailleerden verbod wordt opgelegd om bepaalde ambten, beroepen of werkzaamheden uit te oefenen en waarbij aan de rechtbanken van koophandel de bevoegdheid wordt toegekend dergelijk verbod uit te spreken.	2° pour les dénonciations faites par l'autorité de contrôle aux autorités judiciaires, des infractions qu'elle a constatées aux dispositions des lois régissant les missions qui lui sont confiées ou à l'arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934 portant interdiction à certains condamnés et aux faillis d'exercer certaines fonctions, professions ou activités et conférant aux tribunaux de commerce la faculté de prononcer de telles interdictions.
Art.141 Opgeheven Artikel 140 doet geen afbreuk aan:	Art. 141. Abrogé L'article 140 ne porte pas préjudice:
1° de mededeling, in beknopte of samengevoegde vorm, van gegevens over beleggingsondernemingen, voor zover de individuele gegevens over de ondernemingen niet kunnen worden geïdentificeerd;	1° à la communication, sous une forme sommaire ou agrégée, d'informations relatives aux entreprises d'investissement à condition que les éléments individuels relatifs aux entreprises ne puissent être identifiés;
2° de bekendmaking in de loop van burgerrechtelijke of handelsrechtelijke procedures, van vertrouwelijke gegevens over een beleggingsonderneming die failliet is verklaard of een gerechtelijk akkoord heeft verkregen, met uitzondering van de vertrouwelijke gegevens over het aandeel van derden in pogingen om de onderneming te redden vóór faillissement of gerechtelijk akkoord.	2° à la divulgation au cours de procédures civiles ou commerciales d'informations confidentielles relatives à une entreprise d'investissement qui a été déclarée en faillite ou qui bénéficie d'un concordat, à l'exception des informations confidentielles concernant la participation de tiers à des tentatives de sauvetage antérieures à la faillite ou au concordat.
Art. 142 Opgeheven In afwijking van artikel 140 heeft de toezichthoudende overheid het recht: 1° om gegevens te verstrekken aan de toezichthoudende overheden van de beleggingsondernemingen van andere Lid Staten van de Europese Gemeenschap, in de gevallen bedoeld in de richtlijnen die de Europese Gemeenschap voor de beleggingsondernemingen heeft uitgevaardigd;	Art. 142. Abrogé Par dérogation à l'article 140, l'autorité de contrôle a le droit : 1° de communiquer des informations aux autorités de contrôle des entreprises d'investissement d'autres Etats membres de la Communauté européenne, dans les cas prévus par les directives prises par la Communauté européenne en matière d'entreprises d'investissement;

2° om op basis van het wederkerigheidsbeginsel, gegevens te verstrekken aan de toezichthoudende overheden van de beleggingsondernemingen van andere Staten die geen lid zijn van de Europese Gemeenschap, waarmee zij voor dit toezicht een samenwerkingsovereenkomst heeft gesloten als bedoeld in artikel 147, op voorwaarde dat de overheid die deze gegevens ontvangt aan een ten minste gelijkwaardig beroepsgeheim is gebonden als op grond van artikel 140.	2° de communiquer, sur base de la réciprocité, des informations aux autorités de contrôle des entreprises d'investissement d'autres Etats non membres de la Communauté européenne avec lesquelles elle a conclu, aux fins d'une collaboration de contrôle, une convention visée à l'article 147, à la condition que l'autorité qui reçoit ces informations soit assujettie à un secret professionnel au moins équivalent à celui qui découle de l'article 140.
Art. 143 Opgeheven De toezichthoudende overheid mag in de in artikel 142 bedoelde gevallen slechts vertrouwelijke gegevens verstrekken als zij met zekerheid weet dat de overheid die deze gegevens ontvangt ze enkel zal gebruiken voor de toetsing van de voorwaarden voor de toegang tot het bedrijf van beleggingsonderneming, voor het toezicht op dergelijke ondernemingen of hun dochters op individuele of geconsolideerde basis, voor de toetsing van de naleving van de wettelijke en reglementaire bedrijfsuitoefeningvoorwaarden, voor het onderzoeken en opleggen van bestuursrechtelijke herstelmaatregelen of bestuursrechtelijke of strafrechtelijke sancties ten aanzien van een onderneming, haar leiders of aandeelhouders, voor het onderzoeken en nemen van bestuursrechtelijke voogdijbeslissingen met betrekking tot beslissingen van de toezichthoudende overheid dan wel voor het onderzoek en het verloop van gerechtelijke procedures in de gevallen die uitdrukkelijk zijn geregeld in de richtlijnen van de Europese Gemeenschap met betrekking tot de beleggingsondernemingen.	Art. 143. Abrogé L'autorité de contrôle ne peut communiquer d'informations confidentielles dans les cas prévus à l'article 142 que si elle est assurée que l'autorité qui les reçoit n'en fera usage que pour l'examen des conditions d'accès à l'activité d'entreprise d'investissement, pour le contrôle de telles entreprises ou de leurs filiales sur une base individuelle ou sur une base consolidée, pour s'assurer du respect des conditions légales et réglementaires mises à l'exercice de leur activité, pour l'instruction et l'application de mesures administratives de redressement ou de sanctions administratives ou pénales à l'égard de l'entreprise, de ses dirigeants ou de ses actionnaires, pour l'instruction et la prise de décisions de tutelle administrative à l'égard de décisions de l'autorité de contrôle ou pour l'instruction et le déroulement de procédures juridictionnelles dans les cas prévus par des dispositions expresses des directives de la Communauté européenne dans le domaine des entreprises d'investissement.
Dezelfde beperkingen gelden voor het gebruik dat de toezichthoudende overheid maakt van vertrouwelijke gegevens afkomstig van toezichthoudende overheden bedoeld in artikel 142 met betrekking tot beleggingsondernemingen, dochters van dergelijke ondernemingen of ondernemingen die binnen hetzelfde geconsolideerde toezichtsbereik vallen als een beleggingsonderneming.	Les mêmes limitations s'appliquent à l'usage, par l'autorité de contrôle d'informations confidentielles reçues de la part d'autorités de contrôle visées à l'article 142 concernant des entreprises d'investissement, des filiales de telles entreprises ou des entreprises comprises dans le champ du contrôle consolidé englobant une entreprise d'investissement.
Art. 144 Opgeheven § 1. In afwijking van artikel 140 kan de Commissie voor het Bank- en Financieuzen vertrouwelijke gegevens over beleggingsondernemingen verstrekken aan :	Art. 144. Abrogé § 1er. Par dérogation à l'article 140, la Commission bancaire et financière peut communiquer des informations confidentielles concernant des entreprises d'investissement :
1° de commissarissen-revisoren en bedrijfsrevisoren en alle andere personen die belast zijn met de wettelijke controle van de rekeningen van Belgische of buitenlandse beleggingsondernemingen, kredietinstellingen, verzekeringsondernemingen,	1° aux commissaires réviseurs et réviseurs d'entreprises et aux autres contrôleurs légaux des comptes des entreprises d'investissement, des établissements de crédit, des entreprises d'assurance, des organismes de placement collectif,

instellingen voor collectieve belegging en vennootschappen die bij hun bedrijf betrokken zijn als ook van andere financiële instellingen, in het kader van hun opdracht;	des sociétés qui concourent à l'activité de ces derniers et d'autres établissements financiers, belges ou étrangers, pour l'accomplissement de leurs fonctions;
2° de de Controledienst voor de Verzekeringen, voor het toezicht op de verzekeringsondernemingen op individuele of geconsolideerde basis en voor het toezicht op de hypotheekondernemingen ;	2° à l'Office de Contrôle des Assurances, pour le contrôle des entreprises d'assurances sur une base individuelle ou consolidée et pour le contrôle des entreprises de crédit hypothécaire;
3° de Belgische autoriteiten die belast zijn met het toezicht op de financiële markten, in het kader van hun opdracht;	3° aux autorités belges chargées de la surveillance des marchés financiers, pour l'exécution de leurs fonctions;
4° de instanties die betrokken zijn bij de vereffing of het faillissement beleggingsondernemingen en bij andere, soortgelijke procedures, alsook aan de toezichthoudende autoriteiten voor die instanties, voor het vervullen van hun opdracht;	4° aux organes impliqués dans la liquidation ou la faillite d'entreprises d'investissement et autres procédures similaires ainsi qu'aux autorités chargées de la surveillance de ces organes pour l'accomplissement de leurs fonctions;
5° de Belgische en buitenlandse instellingen die instaan voor het beheer van de deposito- of beleggersbeschermingsregelingen, in het kader van die specifieke opdracht ;	5° aux organismes belges et étrangers gérant des systèmes de protection des dépôts ou des investisseurs, pour l'accomplissement de leurs fonctions à ce titre;
6° de overheidsinstanties die onder een lidstaat van de Europese Gemeenschap ressorteren en bevoegd zijn voor het toezicht op buitenlandse kredietinstellingen, verzekeringsondernemingen, instellingen voor collectieve belegging en vennootschappen die bij hun bedrijf betrokken zijn of van andere financiële instellingen, dan wel voor het toezicht op de buitenlandse financiële markten ;	6° aux autorités publiques relevant d'Etats membres de la Communauté européenne, compétentes pour le contrôle des établissements de crédit, des entreprises d'assurance, des organismes de placement collectif, des sociétés qui concourent à l'activité de ces derniers ou d'autres établissements financiers étrangers, ou pour la surveillance des marchés financiers étrangers;
7° het sekwester, in het kader van zijn opdracht bedoeld in artikel 67, § 7, tweede lid, en artikel 104, § 1, tweede lid, 2°, vierde zin;	7° au séquestre, pour l'exercice de sa mission visée à l'article 67, § 7, alinéa 2 et à l'article 104, § 1er, alinéa 2, 2°, quatrième phrase;
8° de toezichtshoudende autoriteiten voor de personen die belast zijn de wettelijke controle van de rekeningen van beleggingsondernemingen, kredietinstellingen, verzekeringsondernemingen, instellingen voor collectieve belegging en vennootschappen die bij hun bedrijf betrokken zijn alsook van andere financiële instellingen, voor het uitoefenen van hun toezichtsoopdracht;	8° aux autorités investies de la surveillance des personnes chargées au contrôle légal les comptes des entreprises d'investissement, des établissements de crédit, des entreprises d'assurance, des organismes de placement collectif, des sociétés qui concourent à l'activité de ces derniers ou d'autres établissements financiers, pour cette mission de surveillance;
9° een verrekeningskamer of een andere, gelijksoortige instelling die bij wet is gemachtigd om diensten aan te bieden voor het verrekenen	9° à une chambre de compensation ou à un autre organisme similaire légalement habilité à assurer des services de compensation ou de règlement

of afwikkelen van contracten op een Belgische gereglementeerde markt bedoeld in artikel 1, § 3, als de Commissie voor het Bank en Financiewezen van oordeel is dat een dergelijke mededeling noodzakelijk is om de regelmatige werking van die instellingen te waarborgen in geval van zelfs potentiële tekortkoming van een marktdelnemer.	des contrats sur un marché réglementé belge défini à l'article 1, § 3, si la Commission bancaire et financière considère qu'une telle communication est nécessaire afin de garantir le fonctionnement régulier de ces organismes par rapport à des manquements, même potentiels, d'un intervenant sur un tel marché.
De Commissie voor het Bank en Financiewezen mag de op grond van het eerste lid toegestane mededelingen alleen maar verrichten als de ontvanger die enkel zal gebruiken voor de in het eerste lid of in artikel 141, 1°, vermelde doeleinden en voorzover de in het eerste lid vermelde buitenlandse ontvangers gebonden zijn door een gelijkwaardig beroepsgeheim als bedoeld in artikel 140, eerste lid. Bovendien mag informatie afkomstig van een toezichthoudende autoriteit van een andere lidstaat van de Europese Gemeenschap, in de in het 4°, 8° en 9° van het eerste lid bedoelde gevallen, enkel worden doorgegeven met de uitdrukkelijke stemming van die autoriteit en, in voorkomend geval, enkel voor de doeleinden waarmee zij heeft ingestemd.	La Commission bancaire et financière ne peut communiquer des informations autorisées par l'alinéa 1er, que si le destinataire les utilisera uniquement à des fins visées à l'alinéa 1er ou à l'article 141, 1°, et que, pour ce qui est des destinataires étrangers visés à l'alinéa 1er, s'ils sont assujettis à un secret professionnel équivalant à celui prévu à l'article 140, alinéa 1^{er}. En outre, les informations provenant d'une autorité de surveillance d'un autre Etat membre de la Communauté européenne, ne peuvent être divulguées dans les cas visés aux 4°, 8° et 9° de l'alinéa 1^{er} qu'avec l'accord explicite de cette autorité et, le cas échéant, aux seules fins pour lesquelles elle a marqué son accord.
§ 2. In afwijking van artikel 140 kan de Commissie voor het Bank en Financiewezen eveneens aan de centrale banken en andere instellingen met een soortgelijke opdracht, alsook aan andere overheidsinstanties die belast zijn met het toezicht op betalingssystemen, de gegevens verstrekken die zij als monetaire overheid of voor dit toezicht nodig hebben om hun opdracht uit te oefenen, voorzover voor de krachtens deze paragraaf ontvangen gegevens een gelijkwaardig beroepsgeheim geldt als bedoeld in artikel 140, eerste lid, en voorzover de ontvangers die gegevens enkel binnen dezelfde grenzen en onder dezelfde voorwaarden als bedoeld in deze paragraaf of met dezelfde doeleinden als bepaald in artikel 141, 1°, aan andere centrale banken of instellingen met een soortgelijke opdracht als monetaire overheid of aan andere overheidsinstanties die belast zijn met het toezicht op de betalingssystemen	§ 2. Par dérogation à l'article 140, la Commission bancaire et financière peut également communiquer aux banques centrales et autres organismes à vocation similaire en leur qualité d'autorités monétaires ainsi qu'à d'autres autorités publiques chargées de la surveillance des systèmes de paiement des informations nécessaires à l'accomplissement de leur mission, pour autant que les informations reçues en vertu du présent paragraphe soient soumises à un secret professionnel équivalent à celui prévu à l'article 140, alinéa 1^{er}, et qu'ils ne les communiquent à d'autres banques centrales ou à des organismes à vocation similaire en leur qualité d'autorités monétaires ou à d'autres autorités publiques chargées de la surveillance des systèmes de paiement que dans les mêmes limites et sous les mêmes conditions que celles prévues au présent paragraphe ou aux fins prévues par l'article 141, 1°.
§ 3. De in § 1 bedoelde Belgische autoriteiten, organen of personen die zelf niet gebonden zijn door een ten minste gelijkwaardig beroepsgeheim als bedoeld in artikel 140, eerste lid, en die gegevens ontvangen van de Commissie voor het Bank en Financiewezen zijn voor die mededelingen, onderworpen aan het in artikel	§ 3. Les autorités, organes ou personnes belges visés au §1er qui ne sont pas eux-mêmes soumis à un secret professionnel au moins équivalent à celui de l'article 140, alinéa 1^{er}, et qui reçoivent des informations de la part de la Commission bancaire et financière sont assujettis, quant à ces communications, au secret professionnel établi à

140 bepaalde beroepsgeheim.	l'article 140.
§ 4. De Commissie voor het Bank- en Financiewezen mag de vertrouwelijke gegevens waarvan zij kennis heeft gekregen in het kader van de bevoegdheden die haar door boek II zijn verleend, en de vertrouwelijke gegevens die zij heeft ontvangen van de in § 1 van dit artikel bedoelde autoriteiten en personen, aanwenden voor de uitvoering van eventuele andere wettelijke toezichtopdrachten.	§ 4. La commission bancaire et financière peut faire usage des informations confidentielles dont elle a eu connaissance en raison des compétences qui lui sont conférées par le livre II et de celles reçues de la part des autorités et personnes visées au § 1^{er} du présent article pour l'exercice d'éventuelles autres fonctions légales de contrôle.
Art. 145 Opgeheven De erkende revisoren en de erkende revisorenvennootschappen met een opdracht als erkend commissaris-revisor bedoeld in de artikelen 96 tot 101 en de in de artikelen 94, tweede lid, en 95, § 2, zesde lid, bedoelde deskundigen zijn, voor de uitoefening van hun opdrachten vastgesteld in die bepalingen, onderworpen aan artikel 140, eerste lid.	Art. 145. Abrogé Les réviseurs agréés et sociétés de réviseurs agréés exerçant des fonctions de commissaires réviseurs agréés visés aux articles 96 à 101 et les experts visés aux articles 94, alinéa 2, et 95, § 2, alinéa 6, sont soumis dans l'exercice de leurs fonctions prévues par ces dispositions, à l'article 140, alinéa 1 ^{er} .
Dit artikel is niet van toepassing op de mededelingen die de erkende commissarissen-revisoren, de vertegenwoordigers van erkende revisorenvennootschappen, de erkende revisoren en de in het eerste lid bedoelde deskundigen krachtens deze wet moeten doen aan de toezichthoudende overheid.	Le présent article n'est pas applicable aux communications à faire en vertu de cette loi à l'autorité de contrôle par les commissaires réviseurs agréés, les représentants de sociétés de réviseurs agréés, les réviseurs agréés et les experts visés à l'alinéa 1 ^{er} .
Art. 146 Opgeheven [§ 1] (opgeheven bij K.B. van 22.12.1995-art. 3.) § 2. Onverminderd de artikelen 142 tot 144 werkt de toezichthoudende overheid samen met de overheden die toezicht houden op de beleggingsondernemingen en de financiële instellingen die hiervan een dochter zijn en ressorteren onder het recht van buitenlandse Staten, voor het toezicht, overeenkomstig de bepalingen van deze wet, op het bedrijf van deze ondernemingen in België alsook op het bedrijf van de ondernemingen naar Belgisch recht op het grondgebied van deze Staten.	Art. 146. Abrogé § 1 ^{er} . (abrogé) (A.R. 1995-12-22, art. 3) § 2. Sans préjudice des articles 142 à 144, l'autorité de contrôle collabore avec les autorités de contrôle des entreprises d'investissement et des établissements financiers qui en sont des filiales relevant du droit d'Etats étrangers pour le contrôle, conformément aux dispositions de la présente loi, de l'activité de ces entreprises en Belgique ainsi que pour le contrôle de l'activité des entreprises de droit belge sur le territoire de ces Etats.
Onverminderd de verplichtingen die voor België voortvloeien uit het recht van de Europese Gemeenschap, kan de toezichthoudende overheid, op basis van het wederkerigheidsbeginsel, met de toezichthoudende overheden van deze Staten overeenkomen hoe deze samenwerking wordt opgevat en welke verplichtingen en verbodsbepalingen van toepassing zijn voor het bedrijf, het doel en de wijze van toezicht op de in	Sans préjudice des obligations découlant pour la Belgique du droit de la Communauté européenne, l'autorité de contrôle peut convenir, sur base de la réciprocité, avec les autorités de contrôle de ces Etats des modalités de cette collaboration ainsi que des règles relatives aux obligations et interdictions applicables à l'activité, à l'objet et aux modalités de la surveillance des entreprises d'investissement visées à l'alinéa 1 ^{er} par des inspections sur place ou

het eerste lid bedoelde beleggingsondernemingen, via inspecties ter plaatse of anderszins, alsook hoe de informatie-uitwisseling als bedoeld in de artikelen 142 tot 144 wordt georganiseerd.	autrement ainsi qu'aux modalités des échanges d'informations prévues aux articles 142 à 144.
Het tweede lid is van toepassing op de samenwerking met de in artikel 144 bedoelde Belgische autoriteiten, organen en personen.	L'alinéa 2 est applicable à la collaboration avec les autorités, organes et personnes belges visées à l'article 144.
Art. 173 Opgeheven Het koninklijk besluit nr. 72 van 30 november 1939 tot regeling van de beurzen voor de termijnhandel in goederen en waren, van het beroep van de makelaars en tussenpersonen die zich met deze termijnhandel inlaten en van het regime van de exceptie van spel wordt geheel of gedeeltelijk opgeheven op de bij koninklijk besluit vastgestelde datum.	Art. 173. Abrogé L'arrêté royal n° 72 du 30 novembre 1939 réglementant les bourses et les marchés à terme sur marchandises et denrées, la profession des courtiers et intermédiaires s'occupant de ces marchés et le régime de l'exception de jeu est abrogé en tout ou en partie à la date fixée par arrêté royal.
Art. 109 § 1. Onverminderd de andere bij deze wet voorgeschreven maatregelen, kan de Commissie voor het Bank- en Financiewezen voor een beleggingsonderneming een termijn bepalen : a) waarbinnen zij zich moet conformeren aan welbepaalde voorschriften van dit boek of zijn uitvoeringsbesluiten, of b) waarbinnen zij de nodige aanpassingen moet aanbrengen in haar beleidsstructuur, haar administratieve en boekhoudkundige organisatie of haar interne controle.	Art. 109. § 1. Sans préjudice des autres mesures prévues par la présente loi, la Commission bancaire et financière peut fixer à une entreprise d'investissement un délai dans lequel : a) elle doit se conformer à des dispositions déterminées du présent livre ou des arrêtés pris pour son exécution, ou b) elle doit apporter les adaptations qui s'imposent à sa structure de gestion, à son organisation administrative et comptable ou à son contrôle interne.
Remplacé Indien de beleggingsonderneming na afloop van de termijn in gebreke blijft, kan de toezichhoudende overheid, na de vennootschap te hebben gehoord of ten minste behoorlijk te hebben opgeroepen, haar een administratieve geldboete opleggen. Per kalenderdag mag de geldboete niet minder dan 250 EUR en niet meer dan 25.000 EUR bedragen en, in totaal, mag zij niet meer dan 1.250.000 EUR bedragen.	Remplacé Si l'entreprise d'investissement reste en défaut à l'expiration du délai, l'autorité de contrôle peut, la société entendue ou à tout le moins dûment convoquée, lui infliger une amende administrative. L'amende ne peut être, par jour ealendrier, inférieure à 250 EUR ni supérieure à 25.000 EUR, ni, au total, supérieure à 1.250.000 EUR.
Indien de beleggingsonderneming in gebreke blijft bij het verstrijken van de termijn kan de Commissie voor het Bank- en Financiewezen, na de onderneming gehoord of tenminste opgeroepen te hebben, haar een dwangsom opleggen van maximum 2.500.000 euro per overtreding of van maximum 50.000 euro per dag vertraging.	Si l'entreprise d'investissement reste en défaut à l'expiration du délai, la Commission bancaire et financière peut, la société entendue ou à tout le moins dûment convoquée, lui infliger une astreinte à raison d'un montant maximum de 2.500.000 euros par infraction ou de 50.000 euros par jour de retard.

Opgeheven De geldboete wordt geïnd ten gunste van de Schatkist door het Bestuur van de B.T.W., Registratie en Domeinen.	Abrogé L'amende est recouvrée, au profit du Trésor, par l'Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines.
Ingevoegd § 2 Onverminderd andere maatregelen voorzien door deze wet en onverminderd de maatregelen voorzien in andere wetten of reglementen, kan de Commissie voor het Bank- en het Financiewezen, indien zij een inbreuk vaststelt op de bepalingen van deze wet of op de maatregelen genomen in uitvoering ervan, een administratieve boete opleggen aan een beleggingsonderneming naar Belgisch of buitenlands recht en gevestigd in België, die niet minder mag bedragen dan 2.500 euro, noch meer dan 2.500.000 euro voor hetzelfde feit of voor hetzelfde geheel van feiten ;	Inséré § 2 Sans préjudice des autres mesures prévues par la présente loi et sans préjudice des mesures définies par d'autres lois ou d'autres règlements, la Commission bancaire et financière peut, lorsqu'elle constate une infraction aux dispositions de la présente loi ou aux mesures prises en exécution de celles-ci, infliger à une entreprise d'investissement belge ou étrangère établie en Belgique, une amende administrative qui ne peut être inférieure à 5.000 euros , ni supérieure, pour le même fait ou pour le même ensemble de faits, à 2.500.000 euros »
Ingevoegd § 3. De dwangsommen en boeten die met toepassing van de §§ 1 en 2 worden opgelegd, worden ingevorderd ten bate van de schatkist door de Administratie van het Kadaster, de Registratie en de Domeinen.	Inséré § 3. Les astreintes et amendes imposées en application des §§ 1^{er} ou 2 sont recouvrées au profit du Trésor par l'Administration du Cadastre, de l'Enregistrement et des Domaines.

Ingevolge hoofdstuk VIII van het ontwerp van wet betreffende de financiële markten en tot organisatie van het toezicht op de financiële sector werden volgende wijzigingen en opheffingen aangebracht.

22 mars 1993 - LOI RELATIVE AU STATUT ET AU CONTROLE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

~~Art. 12. (abrogé) Un recours est ouvert aux demandeurs contre les décisions prises par la Commission bancaire et financière en matière d'agrément en vertu des articles 10 et 11 ou lorsque elle-ci n'a pas statué dans les délais fixés au premier alinéa de l'article 10. Dans ce dernier cas, le recours est traité comme s'il y avait eu rejet de la demande.~~

Art. 34. L'établissement de crédit qui projette d'ouvrir une succursale sur le territoire d'un autre Etat membre de la Communauté européenne en vue d'exercer tout ou partie des activités énumérées à l'article 3, § 2 et qui lui sont autorisées en Belgique notifie son intention à la Commission bancaire et financière.

Cette notification est assortie d'un programme d'activités dans lequel sont notamment indiqués les catégories d'opérations envisagées, la structure de l'organisation de la succursale, la domiciliation de la correspondance dans l'Etat concerné et le nom des dirigeants de la succursale.

La Commission bancaire et financière peut s'opposer à la réalisation du projet par décision motivée par les répercussions préjudiciables de l'ouverture de la succursale sur l'organisation, la situation financière ou le contrôle de l'établissement de crédit.

La décision de la Commission bancaire et financière doit être notifiée à l'établissement de crédit par lettre recommandée à la poste ou avec accusé de réception au plus tard six semaines après la réception du dossier complet comprenant les informations prévues à l'alinéa 2. Si la Commission n'a pas notifié de décision dans ce délai, elle est réputée ne pas s'opposer au projet de l'établissement.

22 maart 1993 - WET OP HET STATUUT VAN EN HET TOEZICHT OP DE KREDIETINSTELLINGEN

~~Art. 12. (opgeheven) De aanvragers kunnen beroep instellen tegen de beslissingen inzake vergunning die de Commissie voor het Bank- en Financieuzen neemt op grond van de artikelen 10 en 11 of wanneer zij geen uitspraak heeft gedaan binnen de bij het eerste lid van artikel 10 vastgestelde termijnen. In dit laatste geval wordt het beroep behandeld als was de aanvraag verworpen.~~

Art. 34. Iedere kredietinstelling die op het grondgebied van een andere Lid-Staat van de Europese Gemeenschap een bijkantoor wenst te vestigen om er alle of een deel van de in artikel 3, § 2 opgesomde werkzaamheden te verrichten die haar in België zijn toegestaan, stelt de Commissie voor het Bank- en Financieuzen daarvan in kennis.

Bij deze kennisgeving wordt een programma van werkzaamheden gevoegd waarin met name de aard van de voorgenomen werkzaamheden, gegevens over de organisatiestructuur van het bijkantoor, de domiciliëring van de correspondentie in de betrokken Lid-Staat en de naam van de leiders van het bijkantoor worden vermeld.

De Commissie voor het Bank- en Financieuzen kan zich verzetten tegen de uitvoering van het project bij beslissing die is ingegeven door de nadelige gevolgen van de opening van een bijkantoor op de organisatie, de financiële positie of de controle van de kredietinstelling.

De beslissing van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen moet uiterlijk zes weken na ontvangst van het volledige dossier met alle in het tweede lid bedoelde gegevens, met een aangetekende brief of een brief met ontvangstbewijs ter kennis worden gebracht van de kredietinstelling. Indien de Commissie haar beslissing niet binnen deze termijn ter kennis heeft gebracht, wordt zij geacht geen bezwaar te maken tegen het project van de instelling.

~~Un recours est ouvert à l'établissement de crédit contre les décisions prévues à l'alinéa 3. Le recours doit être formé dans les huit jours de la notification de la décision. Il est adressé au Ministre des Finances et notifié à la Commission bancaire et financière par lettre recommandée à la poste ou avec accusé de réception. Le Ministre statue sur le recours dans le mois. Sa décision est notifiée dans les huit jours par lettre recommandée à la poste ou avec accusé de réception à l'établissement et à la Commission bancaire et financière. Si le Ministre des Finances n'a pas notifié de décision dans le délai ci-dessus, le recours est réputé accueilli.~~

~~De kredietinstelling kan beroep instellen tegen de beslissingen als bedoeld in het derde lid. Het beroep moet worden ingesteld binnen acht dagen na de kennisgeving van de beslissing. Het beroep wordt gericht aan de Minister van Financiën en ter kennis gebracht van de Commissie voor het bank- en Financiewezen met een aangetekende brief of een brief met ontvangstbewijs. De Minister doet binnen een maand uitspraak over het beroep. Zijn beslissing wordt binnen acht dagen met een aangetekende brief of een brief met ontvangstbewijs ter kennis gebracht van de instelling en van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen. Indien de Minister van Financiën zijn uitspraak binnen voornoemde termijn niet ter kennis heeft gebracht, wordt het beroep gegrond geacht.~~

La Commission bancaire et financière communique à la Commission des Communautés européennes, selon la périodicité fixée par celle-ci, le nombre et les motifs des décisions définitives d'opposition prévues aux alinéas 3 et 5 relatifs à des projets de création de succursales dans les Etats membres de la Communauté européenne.

De Commissie voor het Bank- en Financiewezen geeft de Commissie van de Europese Gemeenschappen, volgens de frequentie die laatstgenoemde bepaalt, kennis van het aantal en de motivering van de in het derde en vijfde lid bedoelde definitieve beslissingen tot verzet tegen de geplande opening van een bijkantoor in Lid-Staten van de Europese Gemeenschap.

Le présent article, à l'exception de l'alinéa 6, s'applique à l'ouverture de succursales dans un Etat non membre de la Communauté européenne et cela sans restriction quant aux activités projetées pour ces succursales.

Dit artikel geldt, met uitzondering van het zesde lid, voor de opening van bijkantoren in een Staat die geen lid is van de Europese Gemeenschap, welke ook de geplande werkzaamheden voor deze bijkantoren zijn.

Art. 49

§ 2. Lorsqu'un établissement de crédit est une entreprise-mère, il est soumis au contrôle de la Commission bancaire et financière sur la base consolidée de l'ensemble qu'il constitue avec ses filiales belges et étrangères.

Art. 49

§ 2. Wanneer een kredietinstelling een moederonderneming is, is zij onderworpen aan het toezicht op geconsolideerde basis door de Commissie voor het Bank- en Financiewezen, voor het geheel dat zij samen met haar Belgische en buitenlandse dochter vormt.

Le contrôle sur base consolidée porte sur la situation financière, sur les limites et conditions prévues à l'article 32, sur la gestion, l'organisation et les procédures de contrôle interne de l'ensemble consolidé et sur l'influence exercée par les entreprises incluses dans la consolidation sur d'autres entreprises.

Het toezicht op geconsolideerde basis slaat op de financiële positie, de grenzen en de voorwaarden als bedoeld in artikel 32, op het beleid, de organisatie en de interne controleprocedures voor het geconsolideerde geheel en op de invloed van de geconsolideerde ondernemingen op andere ondernemingen.

Le Roi peut étendre le contrôle sur base consolidée à d'autres domaines prévus par les directives de la Communauté européenne.

De Koning kan het toezicht op geconsolideerde basis uitbreiden tot andere gebieden als bedoeld in de richtlijnen van de Europese Gemeenschap.

Les proportions et limites prévues aux alinéas 1er à 3 de l'article 43 peuvent être imposées sur la base de la situation consolidée de l'établissement de crédit et de ses filiales.

Aux fins du contrôle sur base consolidée, les établissements de crédit concernés communiquent périodiquement à la Commission bancaire et financière et à la Banque nationale de Belgique une situation financière consolidée. La Commission bancaire et financière détermine, sur avis de la Banque nationale de Belgique et après consultation des établissements de crédit représentés par leurs associations professionnelles, les règles d'établissement de cette situation et notamment les règles relatives au périmètre de consolidation, aux modes d'inclusion dans la consolidation et à la fréquence des communications de ces situations.

Lorsqu'elle le juge nécessaire pour le contrôle prudentiel, la Commission bancaire et financière peut exiger que soient incluses dans la consolidation les sociétés qui ne sont pas des filiales mais dans lesquelles l'établissement de crédit détient une participation ou avec lesquelles il a un autre lien en capital.

~~La Commission bancaire et financière peut prescrire ou requérir que les établissements de crédit concernés, leurs filiales ainsi que les autres entreprises reprises dans la consolidation, lui communiquent toutes informations utiles pour l'exercice du contrôle sur base consolidée. La Commission bancaire et financière peut, aux fins de ce contrôle, procéder ou faire procéder, aux frais des établissements de crédit concernés, par des réviseurs agréés ou, s'il y a lieu, par des experts étrangers agréés par elle à cet effet, à la vérification sur place, dans toutes les entreprises incluses dans la consolidation, des informations reçues dans le cadre du contrôle sur base consolidée. La Commission bancaire et financière ne procède ou ne fait procéder à une vérification auprès d'une entreprise établie dans un autre Etat membre de la Communauté qu'après en avoir avisé l'autorité de contrôle de cet Etat et à moins que cette autorité ne procède elle-même à cette vérification ou permette qu'un réviseur ou un expert y procède.~~

La Commission bancaire et financière, et l'Office de Contrôle des Assurances collaborent étroitement. Ces institutions se communiquent toutes informations relatives à la gestion, à la

De in het eerste tot derde lid van artikel 43 bedoelde verhoudingen en grenzen kunnen worden opgelegd op basis van de geconsolideerde positie van de kredietinstelling en haar dochters.

Voor het toezicht op geconsolideerde basis leggen de betrokken kredietinstellingen periodiek aan de Commissie voor het Bank- en Financieuzen en aan de Nationale Bank van België een geconsolideerde financiële staat voor. De Commissie voor het Bank- en Financieuzen bepaalt, na advies van de Nationale Bank van België en na raadpleging van de kredietinstellingen via hun representatieve beroepsverenigingen, volgens welke regels deze staat moet worden opgemaakt en inzonderheid volgens welke regels de consolidatiekring wordt bepaald, consolidatie moet worden toegepast en hoe vaak deze staten moeten worden voorgelegd.

Wanneer zij dit voor het prudentiële toezicht noodzakelijk acht, kan de Commissie voor het bank- en Financieuzen eisen dat de vennootschappen die geen dochter zijn maar waarin de kredietinstelling deelneemt of waarmee zij een andere kapitaalbinding heeft, in de consolidatie worden opgenomen.

~~De Commissie voor het Bank- en Financieuzen kan voorschrijven of eisen dat de betrokken kredietinstellingen, hun dochters en alle andere geconsolideerde ondernemingen haar alle inlichtingen verstrekken die nuttig zijn voor haar toezicht op geconsolideerde basis. Voor dit toezicht kan de Commissie voor het Bank- en Financieuzen, ter plaatse, in alle geconsolideerde ondernemingen, de inlichtingen toetsen die zij heeft ontvangen in het kader van het toezicht op geconsolideerde basis of, op kosten van de betrokken kredietinstellingen, erkende revisoren of in voorkomend geval, door haar daartoe erkende buitenlandse deskundigen hiermee gelaten. De Commissie voor het Bank- en Financieuzen verriicht deze toetsing of laat die pas verriichten bij een instelling die in een andere Lid Staat van de Gemeenschap is gevestigd nadat zij de toeziehoudende autoriteit van deze Staat hiervan in kennis heeft gesteld en voor zover de betrokken autoriteit die toetsing niet zelf verriicht of toestaat dat een revisor of deskundige deze verriicht.~~

De Commissie voor het Bank- en Financieuzen, en de Controledienst voor de Verzekeringen werken nauw samen. Deze instellingen delen elkaar alle inlichtingen mee over het beleid, de positie en

situation et aux opérations des entreprises et établissements soumis à leur contrôle et qui sont nécessaires pour l'exécution du contrôle et qui sont nécessaires pour l'exécution du contrôle sur base consolidée. Les modalités de cette collaboration et des échanges d'informations sont précisées par un protocole soumis à l'approbation du Ministre des Finances et du Ministre des Affaires économiques. Ces modalités sont fixées dans le respect des compétences propres de chacune de ces institutions.

Le contrôle sur base consolidée n'entraîne pas le contrôle sur une base individuelle, par la Commission bancaire et financière, des entreprises incluses dans la consolidation.

Le contrôle sur base consolidée ne porte pas préjudice au contrôle, sur une base individuelle, des établissements de crédit inclus dans la consolidation. Il peut cependant être tenu compte des implications du contrôle sur base consolidée pour déterminer la teneur et les modalités du contrôle sur une base individuelle des établissements de crédit ou du contrôle sur base sous-consolidée d'un établissement de crédit qui est filiale d'un autre établissement de crédit.

Le Roi peut déterminer les conditions dans lesquelles les entreprises belges incluses dans la consolidation d'un établissement de crédit étranger peuvent être tenues de fournir des renseignements à l'autorité étrangère compétente pour le contrôle sur base consolidée de cet établissement de crédit et peuvent faire l'objet de la vérification sur place par cette autorité ou par des réviseurs ou des experts mandatés par elle, des informations qu'elle a transmises.

~~La Commission bancaire et financière peut, sous approbation du Ministre des Finances, conclure des accords bilatéraux avec les autorités de contrôle des établissements de crédit d'autres Etats membres de la Communauté européenne en vue de définir de la façon la plus efficace les responsabilités respectives des autorités contractantes en matière de surveillance sur une base individuelle ou sur une base consolidée des établissements de crédit faisant partie d'une même groupe. La Commission bancaire et financière informe la Commission des Communautés européennes des accords intervenus.~~

de verrichtingen van de ondernemingen en instellingen die onder hun toezicht vallen en die voor het toezicht op geconsolideerde basis noodzakelijk zijn. De regels voor deze samenwerking en informatie-uitwisseling worden aangegeven in een overeenkomst die ter goedkeuring wordt voorgelegd aan de Minister van Financiën en de Minister van Economische Zaken. Deze regels worden vastgesteld met naleving van de respectieve bevoegdheden van elke instelling.

Het toezicht op geconsolideerde basis heeft niet tot gevolg dat de Commissie voor het Bank- en Financiewezen op elke geconsolideerde onderneming individueel toezicht houdt.

Het toezicht op geconsolideerde basis doet geen afbreuk aan het individuele toezicht van elke geconsolideerde kredietinstelling. Er kan evenwel rekening worden gehouden met de implicaties van het toezicht op geconsolideerde basis bij de bepaling van de inhoud en de modaliteiten van het individueel toezicht van kredietinstellingen of het toezicht op sub-geconsolideerde basis van een kredietinstelling die de dochter is van een andere kredietinstelling.

De Koning kan bepalen onder welke voorwaarden Belgische ondernemingen die door een buitenlandse kredietinstelling zijn geconsolideerd, verplicht kunnen worden bepaalde inlichtingen te verstrekken aan de buitenlandse autoriteit die bevoegd is voor het toezicht op deze kredietinstelling op geconsolideerde basis en waarbij deze autoriteit zelf of via de door haar gemachtigde revisoren of deskundigen, de verstrekte inlichtingen ter plaatse kan toetsen.

~~De Commissie voor het Bank- en Financiewezen kan, met de goedkeuring van de Minister van Financiën, bilaterale akkoorden sluiten met de toezichthoudende autoriteiten voor de kredietinstellingen van andere Lid Staten van de Europese Gemeenschap voor een zo efficiënt mogelijke afbakening van de respectieve verantwoordelijkheden van de betrokken autoriteiten op het vlak van het individuele dan wel geconsolideerde toezicht op de kredietinstellingen die tot een zelfde groep behoren. De Commissie voor het Bank- en Financiewezen brengt de gesloten akkoorden ter kennis van de Commissie van de Europese Gemeenschappen.~~

Art. 56. La Commission bancaire et financière

Art. 56. Bij beslissing die met een aangetekende

radie par décision notifiée par lettre recommandée à la poste ou avec accusé de réception, l'agrément des établissements de crédit qui n'ont pas entamé leurs activités dans les douze mois de l'agrément, qui renoncent à l'agrément ou qui ont cessé d'exercer leurs activités.

~~Un recours est ouvert à l'établissement auprès du Ministre des Finances contre les décisions de radiation prévue à l'alinéa 1er. Le recours doit être introduit dans les quinze jours de la notification de la radiation et être notifié à la Commission bancaire et financière par lettre recommandée à la poste ou avec accusé de réception. Le Ministre des Finances statue dans les deux mois. Sa décision est notifiée à l'établissement et à la Commission bancaire et financière dans les huit jours par lettre recommandée à la poste ou avec accusé de réception. Si le ministre des Finances n'a pas décidé dans le délai ci-dessus, le recours est jugé fondé.~~

Art. 57.

§ 2. Les décisions de la Commission bancaire et financière visées au § 1er sortissent leurs effets à l'égard de l'établissement à dater de leur notification à celui-ci par lettre recommandée à la poste ou avec accusé de réception et, à l'égard des tiers, à dater de leur publication conformément aux dispositions du § 1er.

~~Un recours est ouvert à l'établissement auprès du Ministre des Finances à l'encontre des décisions prises conformément au § 1er, 2°, 3° et 4°. Il est également ouvert à l'encontre des décisions prises conformément au § 1er, 1° lorsque la Commission bancaire et financière a notifié à l'établissement qu'elle publiera ces décisions.~~

~~Le recours doit être introduit dans les trois jours ouvrables suivant la date de la notification. Le Ministre des Finances décide dans les trente jours ouvrables. A défaut de décision dans ce délai, le recours est réputé accueilli.~~

~~Le recours est suspensif de la décision et de sa publication sauf si, en raison d'un péril grave pour les épargnants, la Commission bancaire et financière a déclaré sa décision exécutoire nonobstant recours.~~

brief of een brief met ontvangstbewijs ter kennis wordt gebracht, trekt de Commissie voor het Bank- en Financieuzen de vergunning in van kredietinstellingen die hun bedrijf niet binnen twaalf maanden na het verlenen van een vergunning hebben aangevat, afstand doen van hun vergunning of hun bedrijf hebben stopgezet.

~~De instelling kan beroep instellen bij de Minister van Financiën tegen de beslissingen tot intrekking als bedoeld in het eerste lid. Het beroep moet worden ingesteld binnen vijftien dagen na de kennisgeving van de intrekking en met een aangetekende brief of een brief met ontvangstbewijs ter kennis worden gebracht van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen. De Minister van Financiën doet binnen twee maanden uitspraak over het beroep. Zijn beslissing wordt binnen acht dagen met een aangetekende brief of een brief met ontvangstbewijs ter kennis gebracht van de instelling en van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen. Indien de Minister van Financiën binnen voornoemde termijn geen uitspraak heeft gedaan, wordt het beroep gegrond geacht.~~

Art. 57.

§ 2. De in § 1 bedoelde beslissingen van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen hebben voor de instelling uitwerking vanaf de datum van hun kennisgeving met een aangetekende brief of een brief met ontvangstbewijs en, voor derden, vanaf de datum van hun bekendmaking overeenkomstig de voorschriften van § 1.

~~De instelling kan beroep instellen bij de Minister van Financiën tegen overeenkomstig § 1, 2°, 3° en 4° genomen beslissingen. Beroep is ook mogelijk tegen overeenkomstig § 1, 1° genomen beslissingen, wanneer de Commissie voor het Bank- en Financieuzen die heeft bekendgemaakt.~~

~~Het beroep moet worden ingesteld binnen drie werkdagen na de kennisgevingdatum. De Minister van Financiën doet binnen dertig werkdagen uitspraak over het beroep, indien hij binnen deze termijn geen uitspraak heeft gedaan, wordt het beroep geacht te zijn aanvaard.~~

~~Het beroep schorst de beslissing en haar bekendmaking, tenzij de Commissie voor het Bank- en Financieuzen, bij ernstig gevaar voor de spaarders, haar beslissing uitvoerbaar heeft verklaard niettegenstaande elk beroep.~~

Art. 95. (abrogé) L'exception prévue à l'article 40, alinéa 1er in fine de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs n'est applicable, pour ce qui est des informations détenues par la Commission bancaire et financière dans l'exercice de ses fonctions découlant de la présente loi, qu'aux cas de témoignage en justice en matière pénale.

Art. 96. (abrogé) L'article 40, alinéa 1er, de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 ne porte pas préjudice :

1° à la communication, sous une forme sommaire ou abrégée, d'informations relatives aux établissements de crédit à condition que les éléments individuels relatifs aux établissements ne puissent être identifiés ;

2° à la divulgation au cours de procédures civiles ou commerciales d'informations confidentielles relatives à un établissement de crédit qui a été déclaré en faillite ou qui bénéficie d'un concordat, à l'exception des informations confidentielles concernant la participation de tiers à des tentatives de sauvetage antérieures à la faillite ou au concordat.

Art. 97. (abrogé) Par dérogation à l'article 40, alinéa 1er de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, la Commission bancaire et financière a le droit :

1° de communiquer des informations aux autorités de contrôle des établissements de crédit d'autres Etats membres de la Communauté européenne, dans les cas prévus par les directives prises par la Communauté européenne en matière d'établissements de crédit ;

2° de communiquer des informations aux autorités de contrôle des établissements de crédit d'autres Etats, non membres de la Communauté européenne avec lesquelles elle a conclu un accord de coopération prévoyant un échange d'informations, pour autant que l'autorité qui reçoit ces informations soit assujettie à un secret professionnel au moins équivalent à celui découlant de l'article 40, alinéa 1er, de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 et du présent chapitre.

Art. 98. (abrogé) La Commission bancaire et financière ne peut communiquer d'informations

Art. 95. (opgeheven) Wat de gegevens betreft waarover de Commissie voor het Bank- en Financiewezen beschikt in het kader van de opdrachten die zij op grond van deze wet uitoefent, geldt de uitzondering van artikel 40, eerste lid in fine van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten enkel wanneer zij worden opgeroepen om in rechte te getuigen in strafzaken.

Art. 96. (opgeheven) Artikel 40, eerste lid, van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 doet geen afbreuk aan :

1° de mededeling, in beknopte of samengevoegde vorm, van gegevens over kredietinstellingen, voor zover de individuele gegevens over instellingen niet kunnen worden geïdentificeerd ;

2° de bekendmaking in de loop van burgerrechtelijke of handelsrechtelijke procedures, van vertrouwelijke gegevens over een kredietinstelling die failliet is verklaard of een gerechtelijk akkoord heeft verkregen, met uitzondering van de vertrouwelijke gegevens over het aandeel van derden in pogingen om de instelling te redden voor faillissement of gerechtelijk akkoord.

Art. 97. (opgeheven) In afwijking van artikel 40, eerste lid van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, heeft de Commissie voor het Bank- en Financiewezen het recht :

1° gegevens te verstrekken aan autoriteiten die toezicht houden op de kredietinstellingen van andere Lid-Staten van de Europese Gemeenschap, in de gevallen als bedoeld in de richtingen die de Europese Gemeenschap voor de kredietinstellingen heeft vervaardigd ;

2° gegevens te verstrekken aan de autoriteiten die toezicht houden op de kredietinstellingen van andere Staten die geen lid zijn van de Europese Gemeenschap, waarmee zij een samenwerkings-overeenkomst voor de uitwisseling van gegevens heeft gesloten, in zoverre de autoriteit die deze gegevens ontvangt aan een ten minste gelijkwaardig beroepsgeheim is gebonden als op grond van artikel 40, eerste lid, van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 en van dit hoofdstuk.

Art. 98. (opgeheven) De Commissie voor het Bank- en Financiewezen mag in de in artikel 97

confidentielles dans les cas prévus à l'article 97 que si elle est assurée que l'autorité qui les reçoit n'en fera usage que pour l'examen des conditions d'accès à l'activité d'établissements de crédit ou de filiales spécialisées de tels établissements, pour le contrôle de tels établissements ou de telles filiales sur une base individuelle ou sur une base consolidée, pour s'assurer du respect des conditions légales et réglementaires mises à l'exercice de leur activité, pour l'instruction et l'application de mesures administratives de redressement ou de sanctions administratives ou pénales à l'égard de l'établissement, de ses dirigeants ou de ses actionnaires, pour l'instruction et la prise de décisions de tutelle administrative à l'égard de décisions de l'autorité de contrôle ou pour l'instruction et le déroulement de procédures juridictionnelles dans les cas prévus par des dispositions expresses des directives de la Communauté européenne dans le domaine des établissements de crédit.

Les mêmes limitations s'appliquent à l'usage, par la Commission bancaire et financière, d'informations confidentielles reçues de la part d'autorités de contrôle visées à l'article 97 concernant des établissements de crédit, des filiales spécialisées de tels établissements ou des entreprises comprises dans le champ du contrôle consolidé englobant un établissement de crédit.

Art. 99. (abrogé) § 1er. Par dérogation à l'article 40, alinéa 1er, de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, la Commission bancaire et financière peut communiquer des informations confidentielles concernant des établissements de crédit :

1° aux commissaires réviseurs et réviseurs d'entreprises et aux autres contrôleurs légaux des comptes des établissements de crédit, des entreprises d'investissement, des entreprises d'assurance, des organismes de placement collectif, des sociétés qui concourent à l'activité de ces derniers, et d'autres établissements financiers, belges ou étrangers, pour l'accomplissement de leurs fonctions;

2° à l'Office de Contrôle des Assurances, pour le contrôle des entreprises d'assurances sur une base individuelle ou consolidée et pour le contrôle des entreprises de crédit hypothécaire;

3° aux autorités belges chargées de la surveillance

bedoelde gevallen slechts vertrouwelijke gegevens verstrekken als zij met zekerheid weet dat de autoriteit die deze gegevens ontvangt ze enkel zal gebruiken voor de toetsing van de voorwaarden van de toegang tot het bedrijf voor kredietinstellingen of gespecialiseerde dochters van dergelijke instellingen, voor het toezicht op dergelijke instellingen of dochters op individuele of geconsolideerde basis, voor de toetsing van de naleving van de wettelijke en reglementaire bedrijfsvoeringsvoorwaarden, bij de behandeling van bestuursrechtelijke herstelmaatregelen of bestuursrechtelijke of strafrechtelijke sancties ten aanzien van een instelling, haar leiders of aandeelhouders, bij de behandeling van bestuurlijke voogdijbeslissingen met betrekking tot beslissingen van de toezichthoudend autoriteiten dan wel bij de behandeling en het verloop van gerechtelijke procedures in de gevallen die uitdrukkelijk zijn geregeld bij de richtlijnen van de Europese Gemeenschap met betrekking tot de kredietinstellingen.

Dezelfde beperkingen gelden voor het gebruik dat de Commissie voor het Bank- en Financieelwezen maakt van vertrouwelijke gegevens afkomstig van autoriteiten als bedoeld in artikel 97, met betrekking tot kredietinstellingen, gespecialiseerde dochters van dergelijke instellingen of ondernemingen die binnen hetzelfde geconsolideerde toezichtsbereik vallen als een kredietinstelling.

Art. 99. (opgeheven) § 1. In afwijking van artikel 40, eerste lid, van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 kan de Commissie voor het Bank- en Financieelwezen vertrouwelijke gegevens over kredietinstellingen verstrekken aan :

1° de commissarissen revisoren en bedrijfsrevisoren en alle andere personen die belast zijn met de wettelijke controle van de rekeningen van Belgische of buitenlandse kredietinstellingen, beleggingsondernemingen, verzekeringsondernemingen, instellingen voor collectieve belegging en vennootschappen die bij hun bedrijf betrokken zijn, alsook van andere financiële instellingen, in het kader van hun opdracht;

2° de Controledienst voor de Verzekeringen, voor het toezicht op de verzekeringsondernemingen op individuele of geconsolideerde basis en voor het toezicht op de hypotheekondernemingen;

3° de Belgische autoriteiten die instaan voor het

des marchés financiers, pour l'exécution de leurs fonctions;

4° aux organes impliqués dans la liquidation ou la faillite d'établissements de crédit et autres procédures similaires ainsi qu'aux autorités chargées de la surveillance de ces organes pour l'accomplissement de leurs fonctions à ce titre;

5° aux organismes belges et étrangers gérant des systèmes de protection des dépôts ou des investisseurs, pour l'accomplissement de leurs fonctions à ce titre;

6° aux autorités publiques relevant d'Etats, membres de la Communauté européenne, compétentes pour le contrôle des entreprises d'investissement, des entreprises d'assurance, des organismes de placement collectif, des sociétés qui concourent à l'activité de ces derniers ou d'autres établissements financiers étrangers, ou pour la surveillance des marchés financiers étrangers;

7° au séquestre, pour l'exercice de sa mission visée à l'article 24, § 7, 2°, et à l'article 57, § 1er, alinéa 2, 2°, quatrième phrase;

8° aux autorités investies de la surveillance des personnes chargées du contrôle légal des comptes annuels des établissements de crédit, des entreprises d'investissement, des entreprises d'assurance, des organismes de placement collectif, des sociétés qui concourent à l'activité de ces derniers et d'autres établissements financiers pour cette mission de surveillance;

9° au Ministère des Affaires économiques pour le contrôle relatif au crédit à la consommation;

10° à une Chambre de compensation ou un autre organisme similaire légalement habilité à assurer des services de compensation ou de règlement des contrats sur un marché réglementé belge défini à l'article 1er, § 3, de la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements, si la Commission bancaire et financière considère qu'une telle communication est nécessaire afin de garantir le fonctionnement régulier de ces organismes par rapport à des manquements, même potentiels, d'un intervenant sur un tel marché.

toezicht op de financiële markten, in het kader van hun opdracht;

4° de instanties die betrokken zijn bij de vereffening of het faillissement van kredietinstellingen en bij andere, soortgelijke procedures, alsook aan de toezichthoudende autoriteiten voor die instanties, voor het vervullen van hun opdracht;

5° de Belgische en buitenlandse instellingen die instaan voor het beheer van deposito of beleggersbeschermingsregelingen, in het kader van hun opdracht;

6° overheidsinstanties die onder een lidstaat van de Europese Gemeenschap ressorteren en bevoegd zijn voor het toezicht op buitenlandse beleggingsondernemingen, verzekeringsondernemingen, instellingen voor collectieve belegging en vennootschappen die bij hun bedrijf betrokken zijn of andere financiële instellingen, dan wel voor het toezicht op de buitenlandse financiële markten;

7° het sekwester, in het kader van zijn opdracht als bedoeld in artikel 24, § 7, 2°, en artikel 57, § 1, tweede lid, 2°, vierde zin;

8° de toezichthoudende autoriteiten voor de personen die belast zijn met de wettelijke controle van de jaarrekening van kredietinstellingen, beleggingsondernemingen, verzekeringsondernemingen, instellingen voor collectieve belegging en vennootschappen die bij hun bedrijf betrokken zijn alsook van andere financiële instellingen, voor het uitoefenen van hun toezichtsopdracht;

9° het ministerie van Economische Zaken, in het kader van het toezicht op het consumentenkrediet;

10° een verrekeningskamer of een andere, soortgelijke instelling die bij wet gemachtigd is om diensten te verstrekken voor het verrekenen of afwickelen van contracten op een Belgische gereglementeerde markt bedoeld in artikel 1, § 3, van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs, als de Commissie voor het Bank en Financiewezen van oordeel is dat een dergelijke mededeling noodzakelijk is om de regelmatige werking van die instellingen te vrijwaren tegen, zelfs potentiële, tekortkomingen

van een marktdeelnemer.

11° aux rapporteurs et aux agents du Service de la concurrence chargés de l'instruction visés dans la loi du 5 août 1991 sur la protection de la concurrence économique.

11° aan de verslaggevers en aan de personeelsleden van de Dienst voor de mededinging belast met het onderzoek, zoals bedoeld in de wet van 5 augustus 1991 tot bescherming van de economische mededinging.

La Commission bancaire et financière ne peut communiquer des informations autorisées par l'alinéa 1er que si le destinataire n'en fera usage qu'aux fins indiquées à l'alinéa 1er ou à l'article 96, 1° et que, pour ce qui est des destinataires étrangers visés à l'alinéa 1er, s'ils sont assujettis à un secret professionnel équivalent à celui prévu à l'article 40, alinéa 1er, de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, compte tenu de l'article 95. En outre, les informations provenant d'une autorité de surveillance d'un autre Etat, membre de la Communauté européenne, ne peuvent être divulguées dans les cas visés aux 45°, 89° et 101° de l'alinéa 1er qu'avec l'accord explicite de cette autorité et, le cas échéant, aux seules fins pour lesquelles elle a marqué son accord.

De Commissie voor het Bank en Financiewezen mag mededelingen overeenkomstig het eerste lid pas verstrekken als de ontvanger die enkel zal gebruiken voor de in het eerste lid of in artikel 96, 1°, vermelde doeleinden en voorzover de in het eerste lid bedoelde buitenlandse ontvangers gebonden zijn aan een gelijkwaardig beroepsgeheim als bedoeld in artikel 40, eerste lid, van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, rekening houdend met artikel 95. Bovendien mag informatie afkomstig van een toezichthoudende autoriteit van een andere lidstaat van de Europese Gemeenschap, in de in het 45°, 89° en 101° van het eerste lid bedoelde gevallen, enkel worden doorgegeven met de uitdrukkelijke instemming van die autoriteit en, in voorkomend geval, enkel voor de doeleinden waarmee zij heeft ingestemd.

§ 2. Par dérogation à l'article 40, alinéa 1er, de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, la Commission bancaire et financière peut également communiquer aux banques centrales et aux autres organismes à vocation similaire en leur qualité d'autorités monétaires, ainsi qu'à d'autres autorités publiques chargées de la surveillance des systèmes de paiement des informations nécessaires à l'accomplissement de leur mission, pour autant que les informations reçues en vertu du présent paragraphe soient soumises à un secret professionnel équivalent à celui prévu à l'article 40, alinéa 1er, de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, compte tenu de l'article 95, et qu'ils ne les communiquent à d'autres banques centrales ou à des organismes à vocation similaire en leur qualité d'autorités monétaires ou à d'autres autorités publiques chargées de la surveillance des systèmes de paiement que dans les mêmes limites et sous les mêmes conditions que celles prévues au présent paragraphe ou aux fins prévues par l'article 96, 1°.

§ 2. In afwijking van artikel 40, eerste lid, van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, kan de Commissie voor het Bank en Financiewezen eveneens aan de centrale banken en andere instellingen met een gelijkaardige opdracht als monetaire overheid, alsook aan andere overheidsinstanties die belast zijn met het toezicht op de betalingssystemen, de gegevens verstrekken die zij nodig hebben om hun opdracht waar te nemen, voorzover voor de krachtens deze paragraaf ontvangen gegevens een gelijkwaardig beroepsgeheim geldt als bedoeld in artikel 40, eerste lid, van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, rekening houdend met artikel 95 en voorzover de ontvangers die gegevens enkel binnen dezelfde grenzen en onder dezelfde voorwaarden als bedoeld in deze paragraaf of met dezelfde doeleinden als bepaald in artikel 96, 1°, verstrekken aan andere centrale banken of instellingen met een soortgelijke opdracht als monetaire overheid of aan andere overheidsinstanties die belast zijn met het toezicht op de betalingssystemen.

§ 3. Les autorités, organes ou personnes belges visés au § 1er qui ne sont pas eux-mêmes soumis à un secret professionnel équivalent à celui de l'article 40, alinéa 1er, de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, compte tenu de l'article 95, et qui

§ 3. De in § 1 bedoelde Belgische autoriteiten, instanties of personen die niet zelf gebonden zijn door een gelijkwaardig beroepsgeheim als bedoeld in artikel 40, eerste lid, van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935, rekening houdend met

reçoivent des informations confidentielles de la part de la Commission bancaire et financière sont assujettis, quant à ces communications, au secret professionnel prévu à l'article 40, alinéa 1er, de l'arrêté royal n° 185 précité, compte tenu de l'article 95.

§ 4. La Commission bancaire et financière peut faire usage des informations confidentielles dont elle a eu connaissance en raison des compétences qui lui sont conférées par la présente loi et de celles reçues de la part des autorités et personnes visées au § 1er pour l'exercice d'autres missions légales de contrôle.

§ 5. Par dérogation à l'article 40, alinéa 1er, de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, la Commission bancaire et financière peut communiquer des informations confidentielles concernant des établissements de crédit aux autorités ou organes visés au § 1er, 1°, 3°, 4°, 5°, 6° et 8°, qui relèvent du droit d'un Etat non membre de la Communauté européenne et avec lesquels elle a conclu un accord de coopération prévoyant un échange d'informations, pour autant que l'autorité ou l'organe qui reçoit ces informations soit assujetti à un secret professionnel au moins équivalent à celui découlant de l'article 40, alinéa 1er, de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 et du présent chapitre.

La restriction prévue au § 1er, alinéa 2, deuxième phrase, s'applique également aux communications autorisées par le présent paragraphe et par l'article 97, 2°.

Art.100. (abrogé) Les réviseurs agréés et sociétés de réviseurs agréés exerçant des fonctions de commissaires réviseurs agréés visés aux articles 50 à 55, les réviseurs d'entreprises agréés et sociétés de réviseurs agréés visés aux articles 74, § 1er et 82 et les experts désignés conformément aux articles 48, alinéa 2 et 49, § 2, alinéa 6 sont soumis, dans l'exercice des fonctions de contrôle prévues par la présente loi, à l'article 40, alinéa 1er de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935.

Le présent article n'est pas applicable aux communications à faire en vertu de la présente loi à la Commission bancaire et financière par les commissaires réviseurs agréés, les représentants

artikel 95, en die vertrouwelijke gegevens ontvangen van de Commissie voor het Bank en Financiewezen, zijn, voor die mededelingen, gebonden door het beroepsgeheim als bedoeld in artikel 40, eerste lid van het voormelde koninklijk besluit nr. 185, rekening houdend met artikel 95.

§ 4. De Commissie voor het Bank en Financiewezen mag de vertrouwelijke gegevens waarvan zij kennis heeft gekregen op grond van de bevoegdheden die deze wet haar verleent, alsook de gegevens die zij ontvangt van de in § 1 bedoelde autoriteiten en personen, aanwenden bij de uitoefening van andere wettelijke toezichtsoopdrachten.

§ 5. In afwijking van artikel 40, eerste lid, van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 kan de Commissie voor het Bank en Financiewezen vertrouwelijke gegevens over kredietinstellingen verstrekken aan de in § 1, 1°, 3°, 4°, 5°, 6° en 8°, bedoelde autoriteiten of instanties die onder het recht van een Staat ressorteren die geen lid is van de Europese Gemeenschap en waarmee zij een samenwerkingsovereenkomst voor de uitwisseling van gegevens heeft gesloten, in zoverre de autoriteit of de instantie die deze gegevens ontvangt aan een ten minste gelijkwaardig beroepsgeheim is gebonden als op grond van artikel 40, eerste lid, van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 en van dit hoofdstuk.

De beperking van § 1, tweede lid, tweede zin, is eveneens van toepassing op mededelingen toegestaan bij deze paragraaf en bij artikel 97, 2°.

Art.100. (opgeheven) Artikel 40, eerste lid van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 is van toepassing op erkende revisoren en erkende revisorenvennootschappen met een opdracht als erkende commissaris revisor als bedoeld in de artikelen 50 tot 55, op erkende bedrijfsrevisoren en erkende revisorenvennootschappen zoals bedoeld in de artikelen 74, § 1, en 82 en op de overeenkomstig de artikelen 48, tweede lid en 49, § 2, zesde lid, aangestelde deskundigen, bij de uitoefening van hun toezichtsoopdrachten als bedoeld in deze wet.

Dit artikel is niet van toepassing op de mededelingen die de erkende commissarissen revisoren, de vertegenwoordigers van erkende revisorenvennootschappen, de erkende revisoren

~~de sociétés de reviseurs agréées, les reviseurs agréés et les experts visés à l'alinéa 1er.~~

~~L'exception prévue à l'article 40, alinéa 1er précité n'est applicable, pour ce qui est des informations détenues par les personnes visées à l'alinéa 1er dans l'exercice de leurs fonctions découlant de la présente loi, qu'aux cas de témoignage en justice en matière pénale.~~

Art. 101. (abrogé) ~~Sans préjudice des article 97 à 99, la Commission bancaire et financière collabore avec les autorités de contrôle des établissement de crédit et des établissements financiers qui en sont des filiales relevant du droit d'Etats étrangers pour le contrôle, conformément aux dispositions de la présente loi, de l'activité de ces établissements en Belgique ainsi que pour le contrôle de l'activité des établissements de droit belge sur le territoire de ces Etats.~~

~~Sans préjudice des obligations découlant pour la Belgique du droit des Communautés européennes, la Commission bancaire et financière peut convenir, sur base de la réciprocité, avec les autorités de contrôle de ces Etats des modalités de cette collaboration ainsi que des règles relatives aux obligations et interdictions applicables à l'activité, à l'objet et aux modalités de la surveillance des établissement de crédit visés à l'alinéa 1er par des inspections sur place ou autrement ainsi qu'aux modalités des échanges d'informations prévues aux articles 97 à 99.~~

~~L'alinéa 2 est applicable à la collaboration avec les autorités, institutions et personnes belges visées à l'article 99, §§ 1er et 2.~~

Art.103. § 1^{er}. ~~Sans préjudice des autres mesures prévues par la présente loi, la Commission bancaire et financière peut fixer à un établissement de crédit de droit belge ou étranger établi en Belgique un délai dans lequel :~~

a) ~~il doit se conformer à des dispositions déterminées de la présente loi ou des arrêtés pris pour son exécution ou ;~~

b) ~~il doit apporter les adaptations qui s'imposent à sa structure de gestion, à son organisation administrative et comptable ou à son contrôle interne.~~

~~en de in het eerste lid bedoelde deskundigen krachtens deze wet aan de Commissie voor het Bank- en Financiewezen moeten doen.~~

~~Wat de gegevens betreft waarover de in het eerste lid bedoelde personen beschikken in het kader van de opdrachten die zij op grond van deze wet uitoefenen, geldt de uitzondering van artikel 40, eerste lid, enkel wanneer zij worden opgeroepen om in rechte te getuigen in strafzaken.~~

Art. 101. (opgeheven) ~~Onverminderd de artikelen 97 tot 99 werkt de Commissie voor het Bank- en Financiewezen samen met de autoriteiten die toezicht houden op de kredietinstellingen en de financiële instellingen die hiervan een dochter zijn en ressorteren onder buitenlandse Staten, voor het toezicht, overeenkomstig de voorschriften van deze wet, op het bedrijf van deze instellingen in België alsook op het bedrijf van de instellingen naar Belgisch recht op het grondgebied van deze Staten.~~

~~Onverminderd de verplichtingen die voor België voortvloeien uit het recht van de Europese Gemeenschappen, kan de Commissie voor het Bank- en Financiewezen, op basis van het wederkerigheidsbeginsel, met de toezichthoudende autoriteiten van deze landen overeenkomen hoe deze samenwerking wordt opgevat en welke verplichtingen en verbodsbepalingen toepasselijk zijn voor het bedrijf, het doel en de wijze van toezicht op de in het eerste lid bedoelde kredietinstellingen, via inspecties ter plaatse of anderszins, alsook hoe de informatie-uitwisseling als bedoeld in de artikelen 97 tot 99 wordt georganiseerd.~~

~~Het tweede lid is van toepassing op de samenwerking met de in artikel 99, §§ 1 en 2 bedoelde Belgische autoriteiten, instellingen en personen.~~

Art.103. § 1 ~~Onverminderd de andere bij deze wet voorgeschreven maatregelen, kan de Commissie voor het Bank- en Financiewezen voor een kredietinstelling naar Belgisch of buitenlands recht die in België gevestigd, een termijn bepalen :~~

a) ~~waarbinnen zij zich moet conformeren aan welbepaalde voorschriften van deze wet of haar uitvoeringsbesluiten of ;~~

b) ~~waarbinnen zij de nodige aanpassingen moet aanbrengen in haar beleidsstructuur, haar administratieve en boekhoudkundige organisatie of haar interne controle.~~

L'injonction visée à l'alinéa 1er, lettre b), n'est pas applicable aux succursales d'établissements de crédit relevant d'un autre Etat membre de la Communauté européenne.

De in het eerste lid, lettera b), bedoelde aanmaning geldt niet voor de bijkantoren van kredietinstellingen dien onder een andere Lid-Staat van de Europese Gemeenschap ressorteren.

Modifié

~~Si l'établissement reste en défaut à l'expiration du délai, la Commission bancaire et financière peut, l'entreprise entendue ou à tout le moins dûment convoquée, lui infliger une amende administrative. L'amende ne peut être, par jour calendrier, inférieure à 250,00 EUR ni supérieure à 25.000,00 EUR, ni, au total, supérieure à 1.250.000,00 EUR. AR 20.07.2000.~~

Si l'établissement reste en défaut à l'expiration du délai, la Commission bancaire et financière peut, l'entreprise entendue ou à tout le moins convoquée, lui infliger une astreinte à raison d'un montant maximum de 2.500.000 euros par infraction ou de maximum 50.000 euros par jour de retard.

Abrogé

~~L'amende est recouvrée, au profit du Trésor, par l'Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines.~~

Inséré

§ 2. Sans préjudice d'autres mesures prévues par la présente loi et sans préjudice des mesures prévues par d'autres lois ou d'autres règlements, la Commission bancaire et financière peut, lorsqu'elle constate une infraction aux dispositions de la présente loi ou des mesures prises en exécution de celle-ci, infliger à un établissement de crédit de droit belge ou étranger établi en Belgique une amende administrative qui ne peut être inférieure à 2.500 euros ni supérieure, pour le même fait ou pour le même ensemble de faits, à 2.500.000 euros.

§ 3 Les astreintes et amendes imposées en application des §§ 1^{er} ou 2 sont recouvrées au profit du Trésor par l'Administration du Cadastre, de l'Enregistrement et des Domaines

Gewijzigd

~~Indien de instelling na afloop van de termijn in gebreke blijft, kan de Commissie voor het Bank- en Financiewezen, na de onderneming te hebben gehoord of ten minste behoorlijk te hebben opgeroepen, haar een administratieve geldboete opleggen. Per kalenderdag mag de geldboete niet minder dan 250,00 EUR meer dan 25.000,00 EUR, bedragen, noch, in totaal, meer dan 1.250.000,00 EUR. KB 20.07.2000.~~

Indien de instelling in gebreke blijft bij het verstrijken van de termijn, kan de Commissie voor het Bank- en Financiewezen, na de onderneming gehoord of tenminste opgeroepen te hebben, haar een dwangsom opleggen van maximum 2.500.000 euro per overtreding of maximum 50.000 euro per dag vertraging.

Opgeheven

~~De geldboete wordt geïnd ten gunste van de Schatkist door het Bestuur van de B.T.W., Registratie en Domeinen.~~

Toegevoegd

§ 2. Onverminderd andere maatregelen voorzien door deze wet en onverminderd de maatregelen voorzien in andere wetten of reglementen, kan de Commissie voor het Bank- en het Financiewezen, indien zij een inbreuk vaststelt op de bepalingen van deze wet of op de maatregelen genomen in uitvoering ervan, een administratieve boete opleggen aan een kredietinstelling naar Belgisch, of buitenlands recht en gevestigd in België, die niet minder mag bedragen dan 2.500 euro noch meer dan 2.500.000 euro voor hetzelfde feit of voor hetzelfde geheel van feiten.

§ 3 De dwangsommen en boeten die niet toepassing van de §§ 1 en 2 worden opgelegd, worden ingevorderd ten bate van de Schatkist door de Administratie van het Kadaster, Registratie en Domeinen

MINISTERIE VAN FINANCIËN

MINISTÈRE DES FINANCES

[] 2002 – Koninklijk besluit houdende coördinatie van het koninklijk besluit nr. 62 van 10 november 1967 ter bevordering van de omloop van financiële instrumenten

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van [] 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, inzonderheid op artikel 133, §9 ;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. - Wordt gecoördineerd, overeenkomstig de aan dit besluit gehechte tekst, het koninklijk besluit nr. 62 van 10 november 1967 ter bevordering van de omloop van financiële instrumenten, zoals gewijzigd door:

1° de wet van 6 augustus 1993 betreffende de transacties met bepaalde effecten ;

2° de wet van 7 april 1995 tot wijziging van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935 en tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 62 van 10 november 1967 ter bevordering van de omloop van de effecten;

3° de wet van 15 juli 1998 tot wijziging van sommige wettelijke bepalingen inzake financiële instrumenten en effectenclearingstelsels;

4° de wet van 10 maart 1999 tot wijziging van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs, tot fiscale regeling van de verrichtingen van lening van aandelen en houdende diverse andere bepalingen;

[] 2002 – Arrêté royal portant coordination de l'arrêté royal n°62 du 10 novembre 1967 favorisant la circulation des instruments financiers

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous présents et à venir, Salut.

Vu la loi du [] 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, notamment l'article 133, §9 ;

Vu l'avis du Conseil d'Etat ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er} - Est coordonné, conformément au texte annexé au présent arrêté, l'arrêté royal n°62 du 10 novembre 1967 favorisant la circulation des instruments financiers, tel que modifié par :

1° la loi du 6 août 1993 relative aux opérations sur certaines valeurs mobilières ;

2° la loi du 7 avril 1995 modifiant les lois sur les sociétés commerciales coordonnées le 30 novembre 1935 et modifiant l'arrêté royal n°62 du 10 novembre 1967 favorisant la circulation des instruments financiers ; .

3° la loi du 15 juillet 1998 modifiant diverses dispositions légales en matière d'instruments financiers et de systèmes de compensation de titres ;

4° la loi du 10 mars 1999 modifiant la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissements et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements, fixant le régime fiscal des opérations de prêts d'actions et portant diverses autres dispositions ;

5° de wet van [] 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten.

Art. 2. - De coördinatie zal de volgende titel dragen : « *Gecoördineerd koninklijk besluit nr. 62 betreffende de bewaargeving van vervangbare financiële instrumenten en de vereffening van transacties op deze instrumenten* ».

Art. 3. - Dit besluit treedt in werking op [] 2002.

Art. 4. - Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, []

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

5° la loi du [] 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers.

Art. 2. - La coordination portera l'intitulé suivant : « *Arrêté royal n°62 coordonné relatif au dépôt d'instruments financiers fongibles et à la liquidation d'opérations sur ces instruments* ».

Art. 3. - Le présent arrêté entre en vigueur le [] 2002.

Art. 4. - Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le [].

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

Gecoördineerd koninklijk besluit nr. 62 betreffende de bewaargeving van vervangbare financiële instrumenten en de vereffening van transacties op deze instrumenten

Artikel 1. – [aangevuld door artikel 11 van de wet van 7 april 1995 en vervangen door artikel 133, §1 van de wet van [] 2002] - Voor de toepassing van dit besluit, en onverminderd artikel 23 van de wet van [] 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, wordt verstaan onder :

1° “vereffeningsinstelling”, de instelling of instellingen die door de Koning erkend zijn als centrale depositaris voor financiële instrumenten, zoals gedefinieerd in artikel 2 en de Nationale Bank van België;

2° “aangesloten leden”, de instellingen die krachtens de regels die van toepassing zijn op het vereffeningssysteem van de vereffening instelling, gemachtigd zijn effectenrekeningen bij deze laatste

Arrêté royal n°62 coordonné relatif au dépôt d'instruments financiers fongibles et à la liquidation d'opérations sur ces instruments

Article 1^{er} - [complété par l'article 11 de la loi du 7 avril 1995 et remplacé par l'article 133, §1 de la loi du [] 2002] - Pour l'application du présent arrêté, et sans préjudice de l'article 23 de la loi du [] 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, il y a lieu d'entendre par :

1° « organisme de liquidation », le ou les organismes agréés par le Roi en qualité de dépositaire central d'instruments financiers, tels que définis à l'article 2 et la Banque Nationale de Belgique ;

2° « affiliés », les organismes autorisés en vertu des règles régissant le système de liquidation de l'organisme de liquidation, à détenir des comptes titres auprès de ce dernier.

aan te houden.

Art. 2. – *[voormalig artikel 1ter ingevoegd bij artikel 7 van de wet van 15 juli 1998 en hernummerd artikel 1bis en vervangen door artikel 133, §2 van de wet van [] 2002]* – De Nationale Bank van België, de centrale depositaris en zijn aangesloten leden mogen onder het voordeel van de bepalingen van huidig besluit alle financiële instrumenten bedoeld in artikel 2, 1° van voornoemde wet van [] 2002 in deposito ontvangen, ongeacht of het gaat over gematerialiseerde of gedematerialiseerde effecten, effecten aan toonder, aan orde of op naam, welke ook de vorm weze waaronder deze effecten volgens de op hen toepasbare wet worden uitgegeven.

De bepalingen van dit besluit, uitgezonderd artikel 12, lid 2 tot 4, zijn echter niet van toepassing op :

1° de gedematerialiseerde effecten bedoeld in de wet van 2 januari 1991 betreffende de markt van de effecten van de overheidsschuld en het monetair beleidsinstrumentarium;

2° de thesauriebewijzen en de deposito-bewijzen uitgegeven in de vorm van gedematerialiseerde effecten bedoeld in de wet van 22 juli 1991 betreffende de thesauriebewijzen en de depositobewijzen;

3° de gedematerialiseerde effecten, bedoeld in het Wetboek van vennootschappen.

In de volgende bepalingen van dit besluit, moet men onder de term “financiële instrumenten” de effecten begrijpen, zoals bepaald in lid 1 en lid 2 hierboven, die op een vervangbare basis overeenkomstig dit besluit bij de vereffening instelling of diens aangesloten leden worden gedeponeerde, met inbegrip van het recht van mede-eigendom, van onlichamelijke aard, dat door zulk deposito in vervangbaarheid wordt gevestigd in hoofde van de gezamenlijke deponenten op de universaliteit van effecten van dezelfde aard die bij de vereffening instelling of diens aangesloten leden worden gedeponeerde.”

Art. 2. - *[ancien article 1ter inséré par l'article 7 de la loi du 15 juillet 1998 et renuméroté article 1bis et remplacé par l'article 133, §2 de la loi du [] 2002]* – La Banque Nationale de Belgique, le dépositaire central et ses affiliés peuvent recevoir en dépôt sous le bénéfice des dispositions du présent arrêté tous instruments financiers visés à l'article 2, 1° de la loi précitée du [] 2002, qu'il s'agisse de titres matérialisés ou dématérialisés, au porteur, à ordre ou nominatifs, quelle que soit la forme sous laquelle ces titres sont émis selon le droit qui les régit.

Les dispositions du présent arrêté, sauf l'article 12, alinéas 2 à 4, ne s'appliquent toutefois pas :

1° aux titres dématérialisés visés par la loi du 2 janvier 1991 relative au marché des titres de la dette publique et aux instruments de la politique monétaire ;

2° aux billets de trésorerie et certificats de dépôt, émis sous forme dématérialisée, visés par la loi du 22 juillet 1991 relative aux billets de trésorerie et aux certificats de dépôt ;

3° aux titres dématérialisés visés par le Code des sociétés.

Dans la suite du présent arrêté, le terme « instruments financiers » comprend les titres, tels que définis à l'alinéa 1^{er} et à l'alinéa 2 ci-dessus, déposés sur une base fongible conformément au présent arrêté auprès de l'organisme de liquidation ou des affiliés de celui-ci, en ce compris le droit de co-propriété, de nature incorporelle, que ce dépôt en fongibilité confère à l'ensemble des déposants sur l'universalité des titres de même espèce déposés auprès de l'organisme de liquidation ou des affiliés de celui-ci.

Art. 3. - *[voormalig artikel 2 aangevuld bij artikel 12 van de wet van 7 april 1995 en gewijzigd door artikelen 4, 8 en 9 van de wet van 15 juli 1998 en door artikel 133, §3 van de wet van [] 2002]* - De vereffeningsinstelling is depositaris, uitsluitend voor rekening van de aangesloten leden, van financiële instrumenten die bij hem door deze laatsten in het stelsel der rekeningen-courant werden gestort.

Art. 4. - *[voormalig artikel 2bis ingevoegd bij artikel 10 van de wet van 15 juli 1998]* - De vereffeningsinstelling en haar aangesloten leden kunnen, onder de voorwaarden die in hun transactiereglementen zijn gesteld, de financiële instrumenten, die bij hen gestort werden in het stelsel van de rekeningen-courant, in bewaring geven bij andere depositarissen in België of in het buitenland door middel van storting op rekening of op een andere wijze. Deze bewaargeving doet niets af aan de toepassing van dit besluit.

Art. 5. - *[voormalig artikel 3 gewijzigd door artikelen 4 en 8 van de wet van 15 juli 1998]* - Onder voorbehoud van de hiernavolgende bepalingen hebben de aangesloten leden en hun deponenten dezelfde rechten als wanneer de financiële instrumenten neergelegd in het stelsel der rekeningen-courant bij de vereffeningsinstelling in de kassen van de aangesloten leden gebleven waren.

Art. 6. - *[voormalig artikel 4 gewijzigd door artikelen 4 en 8 van de wet van 15 juli 1998]* - De bij de vereffeningsinstelling in het stelsel der rekeningen-courant gestorte financiële instrumenten zijn vervangbaar.

De vereffeningsinstelling heeft het recht aan zijn aangesloten leden gelijke maar anders genummerde financiële instrumenten aan toonder terug te geven. Dit geldt eveneens voor leden ten opzichte van hun deponenten van vervangbare financiële instrumenten.

De overschrijving van rekening naar rekening van vervangbare financiële instrumenten geeft geen aanleiding tot opgave van de nummers noch door de vereffeningsinstelling noch door de leden.

De wisselagenten en bankiers zijn ervan ontslagen

Art. 3. - *[ancien article 2 complété par l'article 12 de la loi du 7 avril 1995 et modifié par les articles 4, 8 et 9 de la loi du 15 juillet 1998 et par l'article 133, §3 de la loi du [] 2002]* - L'organisme de liquidation est dépositaire, pour le seul compte des affiliés, des instruments financiers qui lui ont été versés par eux dans le régime des comptes courants.

Art. 4. - *[ancien article 2bis inséré par l'article 10 de la loi du 15 juillet 1998]* - L'organisme de liquidation et ses affiliés peuvent, aux conditions fixées par leurs règlements des opérations, donner en dépôt auprès d'autres dépositaires en Belgique ou à l'étranger, par versement en compte ou autrement, les instruments financiers qui leur ont été versés dans le régime de comptes courants. L'application du présent arrêté n'est en rien affectée par ce dépôt.

Art. 5. - *[ancien article 3 modifié par les articles 4 et 8 de la loi du 15 juillet 1998]* - Sous réserve des dispositions qui suivent, les affiliés et leurs déposants ont les mêmes droits que si les instruments financiers versés à l'organisme de liquidation dans le régime des comptes courants étaient restés dans les caisses des affiliés.

Art. 6. - *[ancien article 4 modifié par les articles 4 et 8 de la loi du 15 juillet 1998]* - Les instruments financiers versés à l'organisme de liquidation dans le régime des comptes courants sont fongibles.

L'organisme de liquidation a la faculté de restituer à ses affiliés des instruments financiers au porteur identiques sans concordance de numéro. Il en est de même des affiliés à l'égard de leurs déposants d'instruments financiers fongibles.

Le virement de compte à compte d'instruments financiers fongibles ne donne lieu à spécification de numéro ni dans le chef de l'organisme de liquidation, ni dans celui des affiliés.

Les agents de change et banquiers sont dispensés de

de nummers van de vervangbare financiële instrumenten, met de verhandeling waarvan ze belast zijn, in te schrijven in hun boeken.

Art. 7. – *[voormalig artikel 5 vervangen door artikel 13 van de wet van 7 april 1995 en gewijzigd door artikelen 4 en 11 van de wet van 15 juli 1998 en door artikel 133, §4 van de wet van [_____] 2002]* - §1. - Voor het vestigen van een burgerlijk of handelspand van vervangbare financiële instrumenten, geschiedt de inbezitstelling op geldige wijze door de inboeking van deze financiële instrumenten op een speciale rekening geopend bij de vereffeningsinstelling of bij een aangesloten lid op naam van een overeengekomen persoon. De in pand gegeven financiële instrumenten worden geïdentificeerd volgens hun aard zonder opgave van nummer. Het aldus gevestigde pand is rechtsgeldig en kan aan derden worden tegengeworpen zonder andere formaliteit.

De pandgever wordt geacht eigenaar te zijn van de in pand gegeven financiële instrumenten. De geldigheid van het pand wordt door de afwezigheid van eigendomsrecht van de pandgever op de in pand gegeven financiële instrumenten niet aangetast, onverminderd de aansprakelijkheid van de pandgever ten overstaan van de werkelijke eigenaar van de in pand gegeven financiële instrumenten. Indien de pandgever de pandnemer voorafgaandelijk en schriftelijk heeft verwittigd dat hij niet de eigenaar is van de in pand gegeven financiële instrumenten, dan is de geldigheid van het pand onderworpen aan de machtiging van de eigenaar voor de in pandstelling van deze financiële instrumenten.

§2. Onverminderd andere door de wet bepaalde middelen van tegeldemaking en behoudens andersluidend beding tussen de partijen, is de pandhoudende schuldeiser, bij gebreke aan betaling, gerechtigd om, niettegenstaande elk faillissement, gerechtelijk akkoord of andere samenloop tussen schuldeisers van de schuldenaar, gerechtigd het pand op de aan huidig besluit onderworpen financiële instrumenten te verzilveren, door deze financiële instrumenten binnen de kortst mogelijke termijnen te gelde te maken. De opbrengst van de tegeldemaking van deze financiële instrumenten wordt verrekend met de schuldvordering in

l'inscription sur leurs livres des numéros des instruments financiers fongibles qu'ils sont chargés de négocier.

Art. 7. – *[ancien article 5 remplacé par l'article 13 de la loi du 7 avril 1995 et modifié par les articles 4 et 11 de la loi du 15 juillet 1998 et par l'article 133, §4 de la loi du [_____] 2002]* - §1^{er} - Pour la constitution d'un gage civil ou commercial sur instruments financiers fongibles, la mise en possession se réalise valablement par l'inscription de ces instruments financiers à un compte spécial ouvert chez l'organisme de liquidation ou chez un affilié au nom d'une personne à convenir. Les instruments financiers donnés en gage sont identifiés par nature sans spécification de numéro. Le gage ainsi constitué est valable et opposable aux tiers sans autre formalité.

Le constituant du gage est présumé être propriétaire des instruments financiers donnés en gage. La validité du gage n'est pas affectée par l'absence de droit de propriété du constituant du gage sur les instruments financiers remis en gage, sans préjudice toutefois de la responsabilité du constituant du gage à l'égard du véritable propriétaire des instruments financiers remis en gage. Si le constituant du gage a averti le créancier gagiste, au préalable et par écrit, qu'il n'est pas le propriétaire des instruments financiers donnés en gage, la validité du gage est subordonnée à l'autorisation du propriétaire de ces instruments financiers de les donner en gage.

§2 - Sans préjudice d'autres modes de réalisation prévus par la loi et sauf stipulation contraire des parties, le créancier gagiste est, en cas de défaut de paiement, en droit, nonobstant la faillite, le concordat ou toute autre situation de concours entre créanciers du débiteur, de réaliser le gage constitué sur des instruments financiers soumis au présent arrêté en réalisant les instruments financiers dans les plus brefs délais possibles. Le produit de la réalisation de ces instruments financiers est imputé sur la créance en principal, intérêts et frais, du créancier gagiste. Le solde éventuel revient au débiteur gagiste.

hoofdsom, interesten en kosten, van de pandhoudende schuldeiser. Het eventuele saldo komt de pandgevende schuldenaar toe.

Art. 8. - *[voormalig artikel 6 gewijzigd door artikelen 4 en 8 van de wet van 15 juli 1998]* - Voor uitoefening van hun rechten op de vervangbare financiële instrumenten die werden gedeponereerd of in pand gegeven bij een aangesloten lid of bij de vereffening instelling zijn de deponenten en hun rechthebbenden ten overstaan van de aangesloten leden en deze laatsten ten verstaan van de vereffening instelling er van ontslagen de identiteit van de financiële instrumenten te bewijzen door de vermelding van hun nummers. Het volstaat dat zij het bewijs leveren dat eenzelfde aantal gelijke maar anders genummerde financiële instrumenten werden gedeponereerd bij een lid of bij de vereffening instelling.

Art. 9. - *[voormalig artikel 7 gewijzigd door artikelen 4 en 8 van de wet van 15 juli 1998 en door artikel 133, §5 van de wet van [] 2002]* - Bij de afgifte van een financieel instrument aan een aangesloten lid, blijft dit laatste ertoe gehouden na te gaan of dit financieel instrument niet het voorwerp uitmaakt van een verzet dat nog geldig is op de datum van de afgifte. Indien het een met verzet aangetekend financieel instrument heeft aanvaard, is het aansprakelijk in de voorwaarden van het gemeen recht.

De storting van financiële instrumenten bij de vereffening instelling of bij een aangesloten lid heeft dezelfde gevolgen als een daad van beschikking; elke publicatie van een verzet dat na deze storting gebeurt is zonder gevolg.

Met het oog op de schrapping van het verzet waarvan sprake in de vorige alinea, levert de vereffening instelling of het aangesloten lid aan het Nationale Kantoor voor Roerende Waarden een attest af dat behalve de datum van afgifte van deze instrumenten, tevens de naam vermeldt van het aangesloten lid aan wie deze afgifte gedaan werd. Tegen voorlegging van dit stuk schrapt het Nationaal Kantoor voor Roerende Waarden ambtshalve het verzet en licht degene die verzet doet hierover in. Een afschrift van dit attest wordt door de vereffening instelling of het aangesloten lid

Art. 8. - *[ancien article 6 modifié par les articles 4 et 8 de la loi du 15 juillet 1998]* - Pour l'exercice de leurs droits sur les instruments financiers fongibles déposés ou mis en gage chez un affilié ou à l'organisme de liquidation, les déposants et leurs ayants-droit vis-à-vis des affiliés et ceux-ci vis-à-vis de l'organisme de liquidation sont dispensés de justifier de l'identité des instruments financiers par l'énoncé de leurs numéros. Il leur suffit d'apporter la preuve qu'un nombre égal d'instruments financiers identiques sans concordance de numéro sont déposés chez un affilié ou à l'organisme de liquidation.

Art. 9. - *[ancien article 7 modifié par les articles 4 et 8 de la loi du 15 juillet 1998 et par l'article 133, §5 de la loi du [] 2002]* - Lors de la remise d'un instrument financier chez un affilié, celui-ci reste tenu de vérifier si cet instrument n'a fait l'objet d'aucune opposition encore valable à la date de cette remise. Au cas où il aurait accepté un instrument financier frappé d'opposition, il est responsable dans les conditions du droit commun.

Le versement d'instruments financiers à l'organisme de liquidation ou à un affilié a les mêmes effets qu'un acte de disposition; toute publication d'opposition postérieure à ce versement est sans effet.

En vue de la radiation de l'opposition visée à l'alinéa précédent, l'organisme de liquidation ou l'affilié délivre à l'Office national des valeurs mobilières une attestation donnant la date de la remise desdits instruments ainsi que le nom de l'affilié auquel cette remise a été effectuée. Au vu de cette pièce, l'Office national des valeurs mobilières procède à la radiation d'office de l'opposition et en avise l'opposant. Copie de cette attestation est transmise par l'organisme de liquidation ou l'affilié à l'établissement débiteur.

overgemaakt aan de schuldplichtige instelling.

Hij, die verzet doet, kan van het aangesloten lid waarvan de naam op het attest voorkomt, de mededeling eisen van de identiteit van de persoon die de financiële instrumenten heeft afgegeven welke hij met verzet heeft aangetekend.

Art. 10. – *[voormalig artikel 8 gewijzigd door artikelen 4 en 8 van de wet van 15 juli 1998]* - De vereffeningsinstelling, de aangesloten leden, en al wie te goeder trouw een financieel instrument bezit dat onderworpen is of geweest is aan het stelsel van de vervangbaarheid, zijn niet verplicht het terug te geven aan de persoon, die beweert er onvrijwillig van buiten bezit gesteld te zijn alvorens dat financieel instrument bij de vereffeningsinstelling werd gestort, en die, voor dit tijdstip, geen verzet heeft doen bekend maken.

Art. 11. – *[voormalig artikel 9 aangevuld door artikel 34 van de wet van 6 augustus 1993, gewijzigd door artikelen 4 en 8 van de wet van 15 juli 1998 en aangevuld door artikel 12 van de wet van 15 juli 1998]* - Derden-beslag op de rekening-courant van financiële instrumenten geopend in de boeken van de vereffeningsinstelling is niet toegelaten. Derden-beslag op de effecten die in bewaring worden gegeven door de vereffeningsinstelling is evenmin toegestaan.

Onverminderd de toepassing van de artikelen 12 en 13 kunnen, bij faillissement of ieder ander gelijkgerechtigd opkomen, de schuldeisers van de eigenaar van de financiële instrumenten hun rechten laten gelden op het beschikbaar saldo van de op naam en voor rekening van hun schuldenaar op rekening gestorte financiële instrumenten, na aftrekking of toevoeging van de financiële instrumenten die, ingevolge voorwaardelijke of naar omvang onbepaalde verbintenissen of verbintenissen op termijn tot levering van financiële instrumenten, op de dag van het faillissement of van het gelijkgerechtigd opkomen, in voorkomend geval zijn opgenomen in een afzonderlijk deel van die effectenrekening, en waarvan de opname in het beschikbaar saldo wordt uitgesteld tot de voorwaarde verwezenlijkt, het bedrag bepaald of de termijn verstreken is.

L'opposant peut se faire communiquer par l'affilié dont le nom figure sur l'attestation, l'identité de la personne qui a remis les instruments financiers qu'il a frappés d'opposition.

Art. 10. – *[ancien article 8 modifié par les articles 4 et 8 de la loi du 15 juillet 1998]* - L'organisme de liquidation, les affiliés et toute autre personne de bonne foi possédant un instrument financier soumis ou ayant été soumis au régime de fongibilité, ne sont pas obligés de le restituer à la personne qui prétend en avoir été involontairement dépossédée avant que cet instrument financier ait été versé à l'organisme de liquidation et qui, avant ce même moment, n'a pas fait publier une opposition.

Art. 11. – *[ancien article 9 complété par l'article 34 de la loi du 6 août 1993, modifié par les articles 4 et 8 de la loi du 15 juillet 1998 et complété par l'article 12 de la loi du 15 juillet 1998]* - Aucune saisie-arrêt n'est admise sur les comptes courants d'instruments financiers ouverts dans les écritures de l'organisme de liquidation. En outre, aucune saisie-arrêt n'est admise sur les titres donnés en dépôt par l'organisme de liquidation.

Sans préjudice de l'application de l'article 12 et de l'article 13, en cas de faillite ou de toute autre situation de concours, les créanciers du propriétaire des instruments financiers peuvent faire valoir leurs droits sur le solde disponible des instruments financiers versés à un compte au nom et pour compte de leur débiteur, après déduction ou addition des instruments financiers qui, en vertu des engagements conditionnels, d'engagements dont le montant est incertain, ou d'engagements à terme, sont entrés, le cas échéant, dans une partie distincte de ce compte titres, le jour de la faillite ou du concours, et dont l'inclusion dans le solde disponible est différée jusqu'à la réalisation de la condition, la détermination du montant ou l'écoulement du terme.

De in het vorige lid bedoelde voorwaardelijke of naar omvang onbepaalde verbintenissen of verbintenissen op termijn zijn beperkt tot de verbintenissen die voortvloeien uit een rechtsverhouding tussen de houder van de betrokken effectenrekening en de instelling die deze rekening inhoudt.

Art. 12. – *[voormalig artikel 9bis ingevoegd bij artikel 13 van de wet van 15 juli 1998 en gewijzigd door artikel 133, §6 van de wet van [] 2002]* - De aangesloten leden die voor eigen rekening vervangbare financiële instrumenten rechtstreeks aanhouden bij de vereffeningsinstelling kunnen hun rechten van mede-eigendom bedoeld in artikel 2, alleen laten gelden jegens de instelling. Bij wijze van uitzondering kunnen zij :

1° een terugvorderingsrecht uitoefenen overeenkomstig de bepalingen in dit artikel;

2° rechtstreeks hun associatieve rechten uitoefenen bij de emittent;

3° in geval van faillissement of enige andere toestand van samenloop in hoofde van de emittent, hun recht van verhaal rechtstreeks tegen deze laatste uitoefenen.

In geval van faillissement van de vereffeningsinstelling of in alle andere gevallen van samenloop, geschiedt de terugvordering van het aantal financiële instrumenten dat door de instelling verschuldigd is, op collectieve wijze op de algemeenheid van de financiële instrumenten van dezelfde categorie die de instelling in bewaring heeft, in bewaring geeft of heeft ingeschreven op haar naam, in welke vorm dan ook.

Indien, in het geval bedoeld in het vorige lid, deze algemeenheid onvoldoende is om de volledige terugbetaling toe te laten van de op rekening geboekte verschuldigde financiële instrumenten, wordt zij verdeeld onder de eigenaars in verhouding tot hun rechten.

Indien de vereffeningsinstelling zelf eigenaar is van een aantal financiële instrumenten van dezelfde categorie, wordt haar, bij de toepassing van het vorige lid, slechts het aantal financiële instrumenten

Les engagements conditionnels ou dont le montant est incertain, ou les engagements à terme, visés à l'alinéa précédent, sont limités aux engagements découlant d'une relation juridique entre le titulaire du compte titres concerné et le teneur de ce compte.

Art. 12. – *[ancien article 9bis inséré par l'article 13 de la loi du 15 juillet 1998 et modifié par l'article 133, §6 de la loi du [] 2002]* - Les affiliés qui détiennent pour leur compte propre des instruments financiers fongibles directement auprès de l'organisme de liquidation ne sont admis à faire valoir leurs droits de co-propriété visés à l'article 2, qu'à l'égard de cet organisme. Par exception, il leur revient :

1° d'exercer un droit de revendication conformément aux dispositions du présent article;

2° d'exercer directement leurs droits associatifs auprès de l'émetteur;

3° en cas de faillite ou de toute autre situation de concours dans le chef de l'émetteur, d'exercer directement leurs droits de recours contre celui-ci.

En cas de faillite de l'organisme de liquidation ou de toute autre situation de concours, la revendication du nombre d'instruments financiers dont l'organisme est redevable, s'exerce collectivement sur l'universalité des instruments financiers de la même catégorie que l'organisme conserve, fait conserver ou a inscrits à son nom, sous quelque forme que ce soit.

Si, dans le cas visé à l'alinéa précédent, cette universalité est insuffisante pour assurer la restitution intégrale des instruments financiers dus inscrits en compte, elle sera répartie entre les propriétaires en proportion de leurs droits.

Si l'organisme de liquidation est lui-même propriétaire d'un nombre d'instruments financiers de la même catégorie, il ne lui est attribué, lors de l'application de l'alinéa précédent, que le nombre

toegekend dat overblijft nadat het volledig aantal financiële instrumenten van de door haar voor rekening van derden aangehouden financiële instrumenten is teruggegeven.]

Art. 13. – *[voormalig artikel 10 vervangen door artikel 15 van de wet van 7 april 1995 en gewijzigd door artikelen 4, 8 en 14 van de wet van 15 juli 1998 en door artikel 133, §7 van de wet van [_____] 2002]* - De eigenaars van vervangbare financiële instrumenten kunnen hun rechten van mede-eigendom bedoeld in artikel 2, alleen laten gelden jegens het aangesloten lid bij wie deze financiële instrumenten op rekening zijn geboekt. Bij wijze van uitzondering kunnen zij :

1° een terugvorderingsrecht uitoefenen overeenkomstig de bepalingen van dit artikel en het artikel 12, lid 2 tot 4 :

2° rechtstreeks hun associatieve rechten uitoefenen bij de emittent;

3° in geval van faillissement of enige andere toestand van samenloop in hoofde van de emittent hun recht van verhaal rechtstreeks tegen deze laatste uitoefenen.

In geval van faillissement van het aangesloten lid of in alle andere gevallen van samenloop, geschiedt de terugvordering van het aantal vervangbare financiële instrumenten dat door een aangesloten lid verschuldigd is, op collectieve wijze op de algemeenheid van de vervangbare financiële instrumenten van dezelfde categorie, die op naam van het aangesloten lid zijn ingeschreven bij andere aangesloten leden of bij de vereffeningsinstelling.

Indien in het geval bedoeld in het vorig lid deze algemeenheid onvoldoende is om de volledige terugbetaling te verzekeren van de op rekening geboekte verschuldigde financiële instrumenten wordt zij verdeeld onder de eigenaars in verhouding tot hun rechten.

Indien het aangesloten lid zelf eigenaar is van een aantal aan op rekening geboekte financiële instrumenten van dezelfde categorie, wordt hem, bij de toepassing van het vorige lid, slechts het aantal financiële instrumenten toegekend dat overblijft

d'instruments financiers qui subsiste après que le nombre total d'instruments financiers de la même catégorie détenus par lui pour compte de tiers aura pu être restitué.

Art. 13 – *[ancien article 10 remplacé par l'article 15 de la loi du 7 avril 1995 et modifié par les articles 4, 8 et 14 de la loi du 15 juillet 1998 et par l'article 133, §7 de la loi du [_____] 2002]* - Les propriétaires d'instruments financiers fongibles ne sont admis à faire valoir leurs droits de co-propriété visés à l'article 2, qu'à l'égard de l'affilié auprès duquel ces instruments financiers sont inscrits en compte. Par exception, il leur revient :

1° d'exercer un droit de revendication conformément aux dispositions du présent article et de l'article 12, alinéas 2 à 4;

2° d'exercer directement leurs droits associatifs auprès de l'émetteur;

3° en cas de faillite ou de toute autre situation de concours dans le chef de l'émetteur, d'exercer directement leurs droits de recours contre celui-ci.

En cas de faillite de l'affilié ou de toute autre situation de concours, la revendication du nombre des instruments financiers fongibles dont l'affilié est redevable, s'exerce collectivement sur l'universalité des instruments financiers fongibles de la même catégorie, inscrits au nom de l'affilié auprès d'autres affiliés ou auprès de l'organisme de liquidation.

Si, dans le cas visé à l'alinéa précédent, cette universalité est insuffisante pour assurer la restitution intégrale des instruments financiers dus inscrits en compte, elle sera répartie entre les propriétaires en proportion de leurs droits.

Si l'affilié est lui même propriétaire d'un nombre d'instruments financiers inscrits en compte de la même catégorie, il ne lui est attribué, lors de l'application de l'alinéa précédent, que le nombre des titres qui subsiste après que le nombre total des

nadat het volledige aantal van de door hem voor rekening van derden gehouden financiële instrumenten van dezelfde categorie, is terugbetaald.

Wanneer een tussenpersoon voor andermans rekening financiële instrumenten heeft laten inschrijven op zijn naam of op naam van een derde persoon, mag de eigenaar voor rekening waarvan deze inschrijving is genomen, een vordering tot teruggave slechts instellen tegen de tussenpersoon of de derde in wiens naam de vervangbare financiële instrumenten zijn ingeschreven, behalve in geval van faillissement, van gerechtelijk akkoord of van gelijk welke andere samenloop tussen de schuldeisers van deze tussenpersoon of derde. In dit geval, kan de vordering tot teruggave rechtstreeks door de eigenaar worden uitgeoefend tegen het aangesloten lid of de vereffeningsinstelling op het tegood dat op naam van deze tussenpersoon of deze derde persoon is ingeschreven. Deze vordering tot teruggave wordt uitgeoefend volgens de in de vorige leden omschreven regels.

Art. 14. – *[voormalig artikel 10bis ingevoegd bij artikel 16 van de wet van 7 april 1995 en gewijzigd door artikelen 4 en 8 van de wet van 15 juli 1998 en door artikel 133, §8 van de wet van [_____] 2002]* - De betaling van vervallen dividenden, interesten en kapitalen van vervangbare financiële instrumenten aan de vereffeningsinstelling is bevrijdend voor de emittent. De aldus betaalde sommen zijn onbeslagbaar door de schuldeisers van de vereffeningsinstelling.

De vereffeningsinstelling stort deze dividenden, interesten en kapitalen door aan de aangesloten leden overeenkomstig de bedragen van de financiële instrumenten die op de vervaldag geboekt staan op hun naam. Deze betalingen zijn bevrijdend voor de vereffeningsinstelling.

Art. 15. – *[voormalig artikel 11 vervangen door artikel 17 van de wet van 7 april 1995 en gewijzigd door artikelen 4, 8 en 15 van de wet van 15 juli 1998]* - De vennootschappen kunnen, met het oog op de deelname aan hun algemene vergaderingen, de vermelding van de nummers der financiële instrumenten, welke gestort zijn bij de vereffeningsinstelling of bij een aangesloten lid,

titres de la même catégorie détenus par lui pour compte de tiers aura pu être restitué.

Lorsqu'un intermédiaire a fait inscrire pour le compte d'autrui des instruments financiers à son nom ou à celui d'une tierce personne, le propriétaire pour le compte duquel cette inscription a été prise ne peut exercer d'action en revendication qu'auprès de l'intermédiaire ou du tiers au nom duquel les instruments financiers fongibles ont été inscrits, sauf en cas de faillite, de concordat judiciaire ou de toute autre situation de concours entre les créanciers de cet intermédiaire ou ce tiers. Dans ce cas, l'action en revendication peut être exercée directement par le propriétaire auprès de l'affilié ou de l'organisme de liquidation sur l'avoir inscrit au nom de l'intermédiaire ou de la tierce personne désignée comme titulaire du compte. Cette revendication s'exerce suivant les règles définies aux alinéas précédents.

Art. 14. – *[ancien article 10bis inséré par l'article 16 de la loi du 7 avril 1995 et modifié par les articles 4 et 8 de la loi du 15 juillet 1998 et par l'article 133, §8 de la loi du [_____] 2002]* - Le paiement des dividendes, des intérêts et des capitaux échus des instruments financiers fongibles à l'organisme de liquidation est libératoire pour l'émetteur. Les sommes ainsi payées sont insaisissables par les créanciers de l'organisme de liquidation.

L'organisme de liquidation rétrocède ces dividendes, intérêts et capitaux aux affiliés en fonction des montants des instruments financiers inscrits à leur nom à l'échéance. Ces paiements sont libératoires pour l'organisme de liquidation.

Art. 15. - *[ancien article 11 remplacé par l'article 17 de la loi du 7 avril 1995 et modifié par les articles 4, 8 et 15 de la loi du 15 juillet 1998]* - En vue de la participation à leurs assemblées générales, les sociétés ne peuvent exiger l'énoncé des numéros des instruments financiers versés à l'organisme de liquidation ou à un affilié, le relevé numérique étant dans ce cas valablement remplacé par une

niet eisen. In dat geval wordt de numerieke lijst geldig vervangen door een attest, door het aangesloten lid of de vereffeningsinstelling afgegeven aan de deponent, dat de onbeschikbaarheid, tot aan de datum van de algemene vergadering, van de aandelen ingeschreven op naam van de eigenaar of zijn tussenpersoon, vaststelt. Alle andere associatieve rechten van de eigenaar van de financiële instrumenten en, in geval van faillissement of in alle andere gevallen van samenloop in hoofde van hun emittent, alle rechten van verhaal tegen deze laatste worden uitgeoefend na de voorlegging van een attest opgesteld door het aangesloten lid of de vereffeningsinstelling dat het aantal ingeschreven financiële instrumenten bevestigt dat op naam van de eigenaar of zijn tussenpersoon is ingeschreven op de datum vereist voor de uitoefening van deze rechten.

Art. 16. – *[voormalig artikel 12 gewijzigd door artikel 4 van de wet van 15 juli 1998]* - De bepalingen van dit besluit zijn toepasselijk op de vreemde financiële instrumenten voor zover dat deze bepalingen stroken met de aard van die financiële instrumenten.

Art. 17. – *[voormalig artikel 13 vervangen door artikel 103 van de wet van 4 december 1990, gewijzigd door artikel 35 van de wet van 6 augustus 1993 en vervangen door artikel 16 van de wet van 15 juli 1998]* - Voor de financiële instrumenten die aan een aangesloten lid zijn afgegeven, gelden artikelen 6 tot 10, artikel 11, lid 2 en 3, artikelen 13 tot 16 en artikel 18 van dit besluit, zodra de deponent heeft ingestemd met de toepassing van de vervangbaarheidsregeling en zonder dat het aangesloten lid deze instrumenten moet storten bij de vereffeningsinstelling. Die instelling heeft dezelfde gevolgen als de storting bij de vereffeningsinstelling zelfs voor instrumenten die niet door deze laatste in overschrijving worden aanvaard.

Art. 18. – *[voormalig artikel 14 ingevoegd bij artikel 18 van de wet van 7 april 1995 en vervangen door artikel 17 van de wet van 15 juli 1998]* - De Koning kan de uitvoeringsmaatregelen vaststellen die nodig zijn voor dit besluit. Hij kan onder meer de voorwaarden vaststellen voor het houden van de

attestatie de l'affilié ou de l'organisme de liquidation, délivrée au déposant constatant l'indisponibilité, jusqu'à la date de l'assemblée générale, des actions inscrites au nom du propriétaire ou de son intermédiaire. Tous les autres droits associatifs du propriétaire d'instruments financiers et, en cas de faillite ou de toute autre situation de concours dans le chef de leur émetteur, tous les droits de recours contre celui-ci s'exercent moyennant la production d'une attestation établie par l'affilié ou l'organisme de liquidation certifiant le nombre d'instruments financiers inscrits au nom du propriétaire ou de son intermédiaire à la date requise pour l'exercice de ces droits.

Art. 16. - *[ancien article 12 modifié par l'article 4 de la loi du 15 juillet 1998]* - Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux instruments financiers étrangers, pour autant que ces dispositions soient compatibles avec la nature de ces instruments.

Art. 17. - *[ancien article 13 remplacé par l'article 103 de la loi du 4 décembre 1990, complété par l'article 35 de la loi du 6 août 1993 et remplacé par l'article 16 de la loi du 15 juillet 1998]* - Les instruments financiers remis à un affilié sont régis par les articles 6 à 10, l'article 11, alinéas 2 et 3, les articles 13 à 16 et l'article 18 du présent arrêté, dès que le déposant a donné son accord pour les soumettre au régime de fongibilité et sans que l'affilié soit tenu de les verser à l'organisme de liquidation. Cet accord a les mêmes effets que le versement à l'organisme de liquidation, même pour les valeurs non admises en virement par celui-ci.

Art. 18. - *[ancien article 14 inséré par l'article 18 de la loi du 7 avril 1995 et remplacé par l'article 17 de la loi du 15 juillet 1998]* - Le Roi peut déterminer les mesures d'exécution qu'appelle le présent arrêté. Il peut fixer notamment les conditions de la tenue des comptes par les affiliés,

rekeningen door de aangesloten leden, de le mode de fonctionnement des comptes, la nature
werkwijze van de rekeningen, de aard van de des pièces justificatives qui doivent être délivrées
bewijsstukken welke aan de houders van de aux titulaires des comptes et les modalités de
rekeningen moeten worden afgegeven en de wijze paiement par les affiliés et l'organisme de
van betaling van de vervallen dividenden, interesten liquidation des dividendes, intérêts et capitaux
en kapitalen door de aangesloten leden en de échus.
vereffeningsinstelling.